

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



FIFA
POURQUOI LE PROJET FINANCIER
DE GIANNI INFANTINO EMBRASE
LE FOOTBALL MONDIAL **PAGE 12**

GOUVERNEMENT
LE SUD-EST, DESTINATION
PRÉFÉRÉE DES MINISTRES
POUR LES VACANCES **PAGES 8 ET 9**



L'ÉTÉ DU FIGARO

**CES CRÉATEURS
SI DISCRETS**
JAR
LE MAGNIFIQUE
PAGE 15

**LES SOIGNANTS
TUEURS**
POLDERMANS
ET LES MILLIERS
DE MORTS SOUS
BÉTABLOQUANTS
PAGE 20

**LES DERNIERS
SECRETS**
DE ROGER NIMIER
MARTIN
ET MARIE,
PROFESSION
DU PÈRE :
DÉCÉDÉ **PAGE 22**

JEUX D'ÉTÉ
PAGES 16 ET 17

L'Europe sous le choc de la vague de migrants à Ceuta

Près de 60 000 illégaux sont entrés, depuis le Maroc, dans cette enclave en deux jours d'une crise sans précédent. Plus de la moitié d'entre eux étaient déjà repartis vendredi. **PAGES 2 À 4 ET L'ÉDITORIAL**



ANTONIO SEMPERE/AP

IRAN-USA
Radiographie d'une
« guerre éclair »,
qui a dégénéré en
crise régionale **PAGE 11**

CINÉMA
« L'Odyssée »
réveille le box-office
estival français
PAGE 28

CHAMPS LIBRES

• La chronique de
Mathieu Bock-Côté
• La tribune
de Michel Bernard
PAGE 21

FIGARO OUI FIGARO NON

**Réponses à la question
de vendredi :**
Croyez-vous
en un redémarrage
économique de la France
d'ici la fin de l'année ?

OUI 15% NON 85%

VOTANTS : 72307

Ceuta : la politique
de l'Espagne risque-t-elle
de déclencher une vague
migratoire en Europe ?

**Téléchargez
l'appli
du Figaro
pour voter**

YVES HERMAN/REUTERS -
TELMO PINTO/NURPHOTO VIA AFP -
AARON SCHWARTZ/BLOOMBERG

La surprenante accélération des fleurons du CAC 40 malgré les crises

Malgré la guerre en Iran et les tensions géopolitiques, les profits cumulés des principaux groupes français ont bondi de près de 50 % au premier semestre. Ces multinationales,

qui ont profité de leur présence mondiale et de leur agilité, sont nombreuses à avoir relevé leurs objectifs de résultats pour l'année. Un vrai signe de confiance. **PAGES 24 ET 25**



Après les incendies, le défi de la renaissance des forêts des Landes et de la Gironde

Alors que les gigantesques incendies qui ont ravagé plus de 45 000 hectares semblent contenus, vient l'heure de penser à la reconstruction de la forêt. Faune et flore y ont été

lourdement impactées. C'est tout un écosystème qui doit être reconstitué, dans un monde où le réchauffement climatique augmente sensiblement les risques. **PAGES 5 À 7**

ÉDITORIAL par Patrick Saint-Paul

Tempête migratoire

Avec l'arrivée d'un climat favorable aux traversées, chaque été livre sa vague migratoire avec plus ou moins de force. La crise de 2015 et son million de migrants jetés sur les routes par la guerre de Syrie et l'appel d'air provoqué par Angela Merkel restera dans l'Histoire comme un point de bascule. La « saison 2026 » sera marquée par la crise de Ceuta, qui réunit les ingrédients d'une tempête parfaite. En premier lieu, les régularisations de masse du premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, cancre européen de la politique migratoire. Près de 1,2 million de dossiers de régularisation ont été déposés entre la mi-avril et le 30 juin, dont 600 000 ont été déclarés recevables, créant un inévitable appel. Ensuite, la Cour suprême espagnole a jugé que les migrants arrivés par la mer ne peuvent être refoulés automatiquement s'ils n'ont pas franchi de barrière physique avant de toucher terre. Enfin, le Maroc a visiblement ouvert les vannes, laissant passer près de 60 000 personnes vers Ceuta (37 000 ont déjà reflué vers le Maroc), pour punir l'Espagne après la récente visite de Sanchez en Algérie... dégradant au passage sa propre image. En 2021, Rabat avait déjà utilisé le

chantage migratoire pour forcer le ralliement de Madrid sur le dossier du Sahara occidental. L'Espagne avait plié. Cette fois, elle dénonce une violation de son intégrité territoriale. En pleine campagne électorale, l'Italienne Giorgia Meloni réclame la suspension de l'Espagne du traité de Schengen, suivie par la Finlande et le Danemark... Mais les conditions d'une suspension de l'espace Schengen décidées par Bruxelles et prévues par les articles 21 et 29 du code des frontières européen, ne sont pas réunies : Ceuta est une enclave en Afrique, et Madrid a déployé l'armée pour bloquer le départ des migrants vers le continent européen... Cela n'empêche pas les voisins de l'Espagne de rétablir provisoirement les contrôles à leurs frontières, une mesure prise par la France. Pour l'Europe, cette crise est le premier test depuis l'entrée en vigueur, en juin, du nouveau pacte asile et migration. Celui-ci prévoit des procédures accélérées pour les vagues de migrants venant de « pays sûrs », dont le Maroc fait partie, et un taux de rejet de 95 % des demandes d'asile. Reste une petite formalité : à Madrid de l'appliquer et à Rabat de reprendre ses ressortissants ! ■

Un test pour l'UE

CHAMPAGNE
HENRIOT
MAISON FONDÉE EN 1808

PALAIAS-LES-FLOTS
LA PLAGE
BONAVENTURE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

À Ceuta, l'Espagne débordée par les dizaines de

Tanguy Berthemet

Près de 60 000 illégaux sont entrés depuis le Maroc dans l'enclave espagnole en deux jours d'une crise sans précédent même si plus

Combien sont-ils exactement ? Des dizaines de milliers mais combien précisément nul ne le sait. Le gouvernement espagnol estimait, vendredi matin, les entrées clandestines à Ceuta à 50 000. Certaines sources policières citées par la presse espagnole évoquaient déjà près de 60 000 personnes. Le nombre dépasse de toute façon les capacités de l'enclave espagnole et de ses quelque 84 000 habitants. «Cela représente 70 % de la population de Ceuta», déplore le président du gouvernement local, Juan Jesus Vivas. Et vendredi, le flux de gens ne tarissait pas totalement, amenant encore depuis le Maroc des candidats à la vie européenne. «Il y a eu une arrivée constante de personnes toute la nuit», et «elles continuent d'arriver» vendredi matin, a précisé à l'AFP une source policière. La frénésie migratoire semble toutefois s'être finalement un peu calmée presque comme elle était venue. Selon le ministère de l'Intérieur, en début d'après-midi, environ 38 000 personnes étaient reparties vers le Maroc, souvent poussées par la faim et la fatigue alors que les autorités locales sont totalement débordées. «Il n'y a rien ici pour nous. Dire le contraire serait mentir», lâche ainsi Azeem sur X, les traits tirés.

Une allure qui contraste avec les visages des migrants les heures précédentes, que les vidéos sur les réseaux sociaux ont répercutés par centaines. Des hommes dans leur immense majorité, très jeunes,

parfois même adolescents, qui débarquent souriants et mouillés, sur les côtes de Ceuta. Certains, ceux qui ont nagé, portent encore une combinaison de plongée et une pochette étanche où sont entassés les téléphones portables. Mais la plupart n'ont rien qu'un tee-shirt ou un pantalon. On entend des cris «viva España!», des rires et des danses. La plupart de ces jeunes sont visiblement marocains, des voisins de Ceuta. D'autres semblent venir d'Afrique subsaharienne. Ils se congratulent. L'heure n'est pas à penser à ceux qui ont échoué. Les autorités espagnoles comptent déjà 57 morts, le plus souvent par noyade. «Et c'est sans doute encore en dessous de la vérité», estime un secouriste. Vendredi à l'aube, l'inquiétude montait. «Actuellement, la situation est un chaos absolu», déplore, auprès de l'agence AP, Rachid Sbihi, le responsable de l'association représentant la Guardia Civil à Ceuta.

Le gouvernement espagnol tente, depuis hier soir, de reprendre un peu la main. Madrid a annoncé jeudi soir le déploiement de l'armée pour renforcer les forces de l'ordre débordées, sans toutefois préciser le nombre d'hommes concernés. La Guardia Civil a, elle, reçu 70 agents, qui s'ajoutent aux 80 déjà présents sur place, et des équipes de plongeurs ainsi que des navires des gardes-côtes. Beaucoup doutent que cela soit suffisant si le Maroc ne s'implique pas lui aussi dans la répression de ces passages clandestins aussi soudains que nombreux.

Les raisons de cette vague sont encore nébuleuses. Les premières arrivées jeudi semblent tenir à une décision de justice. Le 8 juillet, la Cour suprême espagnole a estimé que le refoulement immédiat à la frontière des migrants arrivés en situation irrégulière et interceptés en mer n'était pas légalement possible. Or, les «refoulements à chaud» sont l'épine dorsale de la gestion des flux migratoires à Ceuta, qui, avec Melilla, l'autre enclave espagnole au Maroc, sont les seules portes d'entrée directes entre l'Union européenne et l'Afrique. Mardi et mercredi, les premières arrivées de migrants se sont d'ailleurs faites à la nage. Des jeunes, avec des bouées, des surf, parfois juste leurs bras, ont débarqué sur les plages, épuisés mais sûrs d'être, au moins dans l'immédiat, à l'abri d'une expulsion. Mais le phénomène de-

meurait limité. Juan Jesus Vivas estimait, jeudi matin, leur nombre à environ 1 500.

Le vent a tourné d'un coup peu après midi. Une foule massive s'est soudainement dessinée le long de la côte après avoir réussi à franchir la barrière et contourné la digue frontalière pour accéder à pied par l'un des côtés du poste douanier du Tarajal. Les flux sont immenses. Pour la presse espagnole, une rumeur relayée par les réseaux sociaux que la frontière aurait été ouverte serait à l'origine de la ruée. La ville marocaine voisine de Fnideq a plongé vendredi dans une sorte de folie.

Sur les routes, des milliers de personnes ont afflué vers la frontière, des familles entières. Très vite, c'est de plus loin que l'on arrive pour dormir dans le parc de la ville ou au bord de la route, guettant une occasion de rejoindre l'Espagne. «Nous venons de Tanger. Nous avons un passeport, mais pas de visa. J'ai un travail, mais je n'ai pas d'avenir», confie ainsi Saïd à un média en ligne. «Je suis en retard, ça va fermer», redoute, vendredi à l'aube Brahim en courant vers Ceuta.

Pour beaucoup d'observateurs, l'étrange afflux n'est pourtant peut-être pas si spontané et incontrôlable. «Le Maroc a profité d'une fenêtre d'opportunité dans le cadre de sa stratégie de guerre hybride, en utilisant une nouvelle fois la pression migratoire comme un instrument de chantage politique», affirme Jupol, un syndicat de police dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux. Bien des témoins ont noté l'étrange passivité des policiers marocains, habituellement peu amènes. Certes, l'événement tombe le

«Le Maroc a profité d'une fenêtre d'opportunité dans le cadre de sa stratégie de guerre hybride, en utilisant une nouvelle fois la pression migratoire comme un instrument de chantage politique»

Communiqué du syndicat de police Jupol

Des migrants contournent la digue de Tarajal pour entrer illégalement, depuis le Maroc, dans l'enclave espagnole de Ceuta, jeudi.

MARCOS MORENO/ANADOLU VIA AFP



Le précédent de 2021

Clara Hidalgo

L'afflux massif d'individus en provenance du Maroc dans l'enclave espagnole de Ceuta, n'est pas totalement sans précédent. En 2021 quelque 10 000 personnes avaient atteint Ceuta, située sur la côte nord du Maroc, en deux jours. Plus de 1 500 mineurs non accompagnés, dont beaucoup d'enfants âgés de 7 à 14 ans, faisaient partie de la foule.

Comme en juillet 2026, des milliers de Marocains et de Subsahariens avaient contourné les forces de l'ordre en traversant la frontière à la nage les 17 et 18 mai 2021, à la faveur d'un relâchement des contrôles par Rabat.

À cette époque, les relations entre l'Espagne et le Maroc étaient tendues en raison de l'accueil discret sur le sol espagnol d'un chef du Front Polisario, le mouvement qui revendique l'indépendance du Sahara occidental. Atteint du Covid-19, Brahim Ghali avait été admis sous un faux nom, en avril, à l'hôpital San Pedro de Logroño, au nord du pays.

La question du Sahara occidental

Une provocation pour Rabat qui réclamait que Madrid abandonne sa neutralité sur la question du Sahara occidental et adopte une position qui lui soit plus favorable. Le Maroc considère en effet que la zone fait historiquement partie de son territoire, tout en lui laissant une large autonomie. Quelques semaines plus tard, des vidéos montraient des groupes de migrants franchir la frontière de Ceuta sans être interceptés par les forces marocaines. L'Espagne et plusieurs responsables européens avaient

alors estimé que le Maroc avait délibérément relâché les contrôles à la frontière pour faire pression sur le gouvernement espagnol. De son côté, le Maroc n'a jamais officiellement reconnu avoir ordonné une ouverture de la frontière.

Le 18 mai 2021, la moitié des migrants avait été expulsée tandis que des centaines d'autres avaient échappé à la police. Les corps de deux personnes décédées avaient été repêchés dans la mer et la photo d'un bébé sauvé de la noyade par un agent de la garde civile espagnole était devenue virale. La crise diplomatique a pris fin en 2022 avec le revirement de Madrid en faveur du plan marocain sur le Sahara occidental. Permettant ainsi une reprise de la coopération migratoire et entraînant une nette baisse des arrivées à Ceuta.

Ce soutien avait cependant engendré une brouille diplomatique avec un autre pays maghrébin : l'Algérie, qui défend le camp indépendantiste. Le 20 juillet dernier, Pedro Sanchez s'est rendu à Alger pour la première fois depuis la rupture de 2022. L'objectif était de rétablir leurs relations diplomatiques, relancer leurs échanges commerciaux mais surtout renforcer la coopération énergétique, l'Algérie étant le principal fournisseur de gaz de l'Espagne en 2026.

Certains observateurs cités par *Le Monde* et le *Guardian* avancent que cette rencontre aurait pu pousser le Maroc à délibérément lâcher du lest aux portes de Ceuta. Pour l'heure, Rabat affirme avoir intercepté au moins 30 migrants qui tentaient de s'introduire à Ceuta et Pedro Sanchez a remercié les autorités marocaines «pour leur volonté de coopération en matière de rapatriement». ■

Au Royaume-Uni, Andy Burnham sur la ligne de

Iselt Cornalin

Depuis son arrivée au pouvoir le 20 juillet, le nouveau premier ministre britannique, Andy Burnham, n'a pas explicité sa stratégie sur l'immigration, pas même sur les arrivées d'étrangers sans visa valable par «small boats» à travers la Manche. Mais sa reconduction de Shabana Mahmood à la tête du ministère de l'Intérieur parle plus que n'importe quelle déclaration : Burnham soutient son approche en la matière, fondée notamment sur l'accentuation des reconductions aux frontières et la poursuite de sa réforme du droit d'asile. Le 13 juillet, il avait d'ailleurs voté en faveur de son projet de loi sur le sujet, au début de son processus parlementaire.

L'imminence de son accès au pouvoir avait, ces derniers mois, fait évoluer le discours d'Andy Burnham sur l'immigration. Courant mars, celui qui n'était alors que maire du Grand Manchester avait soutenu les critiques prononcées par l'ancienne vice-première ministre,

Angela Rayner, à l'encontre du durcissement de l'accès à la nationalité, qu'elle avait qualifié de mesure «non-britannique». Il avait aussi appelé le gouvernement à mettre en avant la forte baisse de l'immigration nette depuis l'arrivée de Keir Starmer au pouvoir en juillet 2024, passée de 848 000 en décembre 2023 à 171 000 en décembre 2025. La preuve du travail réalisé devait, à ses yeux, «permettre un débat approfondi sur les propositions relatives aux modifications du système d'immigration».

Deux mois plus tard, en pleine campagne pour devenir député de la circonscription de Makerfield, étape nécessaire pour remplacer Keir Starmer comme chef du Labour et premier ministre, il avait minoré sa volonté de ralentir le processus législatif : «Il va falloir travailler dur pour trouver le juste équilibre mais, dans l'ensemble, ce que (Shabana Mahmood) fait va dans le bon sens», avait-il déclaré. Andy Burnham avait même recommandé que le gouvernement recoure «davantage à la rétention afin que les personnes dont la demande d'asile est

infondée ne soient pas admises sur le territoire, mais que leur dossier soit traité rapidement et que leur retour dans leur pays d'origine soit accéléré».

«Les traversées par petits bateaux donnent l'impression que le pays ne fonctionne pas correctement et, dans une certaine mesure, ébranlent la confiance dans la politique»

Andy Burnham
Premier ministre britannique

Plus globalement, Andy Burnham avait souligné la nécessité de «faire plus sur la question des traversées par petits bateaux». À ses yeux, celles-ci «donnent l'impression que le pays ne fonctionne pas correctement» et, «dans une certaine mesure, ébranlent la confiance dans la politique». Les chiffres les plus récents montrent pourtant l'efficacité de l'accord entre

milliers de migrants

de la moitié d'entre eux étaient déjà repartis vendredi.

30 juillet, le Jour du trône, férié au Maroc, qui célèbre le début du règne de Mohammed VI. Mais ce n'est pas suffisant pour expliquer les manquements. La visite en Algérie, le 20 juillet, du président du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, pourrait être une explication alors que Rabat et Alger entretiennent des relations glaciales. En 2021, la précédente fièvre migratoire à Ceuta avait déjà été attribuée à un différend diplomatique autour de l'Algérie. La crise actuelle est bien plus vive, si vive qu'elle se retourne un peu contre le royaume. Celui-ci se présente comme en plein boom... mais voici que sa jeunesse fuit à gros bouillon. Carlos Echeverría, directeur de l'Observatoire de Ceuta et Melilla, estime même que l'usage du terme controversé d'« invasion » peut se justifier.

À Ceuta, Pedro Sanchez s'est gardé de mettre en cause le Maroc, évoquant « une attaque, une violation de l'intégrité territoriale de l'Espagne », accusant des « mafias » d'être à l'origine de la rumeur d'ouverture de la frontière. Qu'importe que les mafias n'aient aucun rôle dans le

passage entre Ceuta et le Maroc. Il s'agit avant tout de ne pas envenimer les choses avec le royaume chérifien sans lequel aucune solution n'est possible et dont il a demandé l'aide. Pedro Sanchez a également évoqué l'installation de bouées autour des digues pour bloquer les nageurs. Pour Madrid, il faut aussi apaiser ses alliés européens, inquiets que cette vague brutale ne finisse par échouer sur leur territoire. Le chancelier allemand, Friedrich Merz, a demandé à l'Espagne « de ne pas laisser les migrants en situation irrégulière accéder au continent européen ». En Italie Giorgia Melonia dit vouloir fermer l'espace Schengen à l'Espagne, une proposition presque impossible mais soutenue par la Finlande et le Danemark. Le président français, Emmanuel Macron, s'est, quant à lui, dit prêt à « apporter aux autorités espagnoles tout l'appui nécessaire » et a demandé de « renforcer les contrôles à la frontière avec l'Espagne ». À Ceuta, c'est maintenant une crise humanitaire que l'on redoute alors que les structures d'aides et sanitaires de la petite ville sont totalement submergées. ■



fermeté de Keir Starmer

le Royaume-Uni et la France. Depuis le 1^{er} janvier 2026, 11 708 migrants sont arrivés par embarcations de fortune sur les côtes britanniques, contre 23 534 lors de la même période en 2025, soit une baisse de 51 %. C'est aussi le plus faible nombre depuis l'accélération des traversées en 2020.

Dans le pays, l'année écoulée a été émaillée de manifestations contre le placement de demandeurs d'asile dans des hôtels. Questionné sur la demande de Nigel Farage, le chef du parti populiste anti-immigration Reform UK, de changer d'approche, Andy Burnham avait reconnu être « d'accord avec ce que dit Farage ». Avant de s'expliquer : « Les collectivités locales ne sont souvent tout simplement pas consultées. Le ministère de l'Intérieur fait ce qu'il veut. Je soutiens depuis longtemps qu'il est injuste qu'il ait recours de manière excessive aux zones où le coût du logement est moins élevé pour loger des demandeurs d'asile. »

En 2018, soit un an après son élection comme maire du Grand Manchester, il avait écrit au gouvernement pour protester du fait « que certaines villes du Grand Manchester comptent

d'avantage de demandeurs d'asile que des régions entières du reste du pays ». 25 % de tous les demandeurs d'asile étaient alors logés dans le nord-ouest du Royaume-Uni, dont 70 % dans le Grand Manchester.

Décidé à maintenir le sujet au centre des débats, Reform UK a réclamé, le 22 juillet, que la dévolution des pouvoirs du gouvernement central vers les autorités locales, au centre de la stratégie énoncée par Andy Burnham pour relancer l'économie, concerne également l'immigration. « Plus de 8,5 millions de personnes ont voté pour des conseillers municipaux Reform UK, à indiquer le responsable immigration du parti, Zia Yusuf. Burnham doit déléguer pleinement aux autorités locales le pouvoir de mettre fin à l'hébergement de migrants en situation irrégulière. » Le gouvernement de Keir Starmer a déjà annoncé que les hôtels ne seront plus utilisés d'ici à 2029 pour loger les demandeurs d'asile. Si le contrat de 31 des 197 hôtels logeant des demandeurs d'asile a été rompu par le gouvernement depuis le début de l'année, celui-ci ne peut pas encore se passer d'eux. ■

Le nombre d'illégaux entassés dans des « small boats » pour gagner l'Angleterre explose

Jean-Marc Leclerc

Alors qu'au sud, dans l'enclave espagnole de Ceuta au Maroc, les compteurs de la pression migratoire s'affolent, les records de traversées en « small boats » sont battus, jour après jour, au nord, sur la Manche. Premier record : le 10 juillet, avec 128 migrants embarqués sur un pneumatique arrivé sur les côtes britanniques au terme d'une périlleuse navigation. Deuxième record, trois jours plus tard, avec 150 migrants à bord d'un bateau percé, selon la SNSM de Berck-sur-Mer (Pas-de-Calais). Trois bateaux au total ont pu amener 366 migrants sur les côtes britanniques ce jeudi-là.

Enfin, le 29 juillet, record absolu : les Britanniques ont vu arriver sur leurs côtes un pneumatique de 12,8 mètres avec 165 passagers. Dans la journée, pas moins de 752 personnes ont pu traverser la Manche, sur neuf embarcations au total. Une situation dramatique puisque les autorités déplorent quatre morts, dont un bébé âgé de 1 an. La presse populaire anglaise, comme le journal *The Sun*, est vent debout contre ces « policiers français totalement déconnectés qui assistent impuissants au départ » des migrants.

Le Home Office, équivalent de notre ministère de l'Intérieur, affirme que « les réseaux de passeurs prennent plus de risques que jamais » et que « le nombre de personnes qu'ils entassent dans les bateaux de fortune augmente d'année en année ». Il est clair que les passeurs utilisent désormais des embarcations plus grandes pour embarquer davantage de personnes. Selon les profils, le coût de la traversée varie de 500 à 2 300 euros par migrant, versés aux passeurs. Une véritable manne pour cette mafia. Les « small boats » symbolisent toute la relativité de la maîtrise des flux migratoires entre les deux rives du Channel.

Et pourtant, globalement, les flux commencent à bien diminuer : entre le 1^{er} janvier et le 30 juin dernier, « les tentatives détectées lors de la sortie vers le Royaume-Uni par la Manche, incluant à la fois ceux qui ont atteint le Royaume-Uni et ceux empêchés de partir, ont chuté de 44 % pour atteindre environ le nombre de 18 400. L'accord entre le Royaume-Uni et la France, signé en avril, devrait renforcer davantage les patrouilles le long des côtes françaises dans les mois à venir », se félicitait, le mois dernier, l'Agence européenne de surveillance des frontières de l'Union européenne, Frontex.

Pour Xavier Bertrand, le président de la région Hauts-de-France, candidat déclaré à la prochaine présidentielle, le compte n'y est pas. Les accords franco-britanniques qui font de la France le garde-côte et le garde-frontière des Anglais, contre espèces sonnantes et trébuchantes, sont plus que jamais « un marché de dupes », martèle-t-il.

« On jette la suspicion sur notre travail, alors que nous sauvons chaque jour des vies »

Un CRS, engagé dans les opérations contre les « small boats »

La voie légale du « un pour un » (un migrant repris par Le Royaume-Uni pour un renvoyé en France), mise en place à partir du 6 août 2025 entre les deux pays pour « casser les filières », n'a eu, selon lui, « aucun effet » et « les drames se succèdent dans l'indifférence généralisée ». On a dénombré 89 décès en 2024, 42 en 2025 et au moins 20 autres décès depuis le début de l'année, en comptant les quatre enregistrés mercredi. Sans parler des personnes disparues.

La Direction générale des étrangers en France (DGEF) rappelait récemment que le nombre de décès n'est pas forcément la conséquence d'une noyade, mais qu'il est de plus en plus souvent lié à l'étouffement de passagers installés au centre du bateau, quand celui-ci est trop chargé et qu'il se met « en portefeuille ».

Xavier Bertrand y voit « l'exemple type de la faillite d'une politique ». Alors de réitérer sa mise en garde envers



Des migrants montent à bord d'une embarcation de passeurs au large de la plage de Gravelines, dans le nord de la France, le 29 juillet.

l'exécutif : « Rien ne changera tant que la France n'engagera pas un bras de fer avec les Britanniques. » Autrement dit : le chef de l'État et le gouvernement devraient revoir totalement les accords du Touquet, scellés en 2003, qui fixent la frontière britannique de la Manche en territoire français, mais aussi, et surtout, ceux de Sandhurst, signés en 2018, qui les complètent. C'est ce dernier deal qui organise le jeu de rôle entre les deux pays en matière de contrôle frontalier, établissant le cahier des charges technique pour la France et le principe des compensations financières auxquelles elle peut prétendre de la part du Royaume-Uni.

Un document daté du 1^{er} juillet dernier - émanant de la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale relative notamment aux conséquences des accords du Touquet (présidée par le député LR du Nord Sébastien Huygues et dont le rapporteur était Elsa Faucillon, élue PC des Hauts-de-Seine) - fournit un éclairage chiffré qui donne la mesure du dispositif déployé pour entraver la noria des « small boats » : « Le montant des contributions britanniques a presque été quadruplé entre 2018 et 2026, passant de 50,1 millions d'euros pour les années 2018 à 2020, à près de 208 millions d'euros pour les années 2025 à 2026. » Ainsi, pas moins de « 761,8 millions d'euros au total ont déjà été versés à la France ».

Sur la part triennale 2023-2026 de fonds alloués aux Français, 58 % vont au renforcement des effectifs de policiers et gendarmes sur le littoral, soit 232 kilomètres de côtes, de la baie de Somme à la frontière belge. Les Britanniques remboursent sur présentation des factures : des caméras, des drones, des jumelles de vision nocturne, des véhicules, dont des quads, ainsi que des heures de vol d'hélicoptère ou d'avion.

Des centaines de réservistes de la police et de la gendarmerie nationales sont également mobilisés sur le terrain, aux côtés des agents de plein exercice et des militaires de carrière. La police réalise plus de 68 % de l'activité des forces de sécurité intérieure sur le littoral.

Beauvau maintient son cap : enquêtes serrées contre les filières, pour intervenir le plus en amont possible et frapper les têtes de réseau ; « zéro point de fixation » sur la côte, pour éviter la formation de nouvelles « jungles » de Calais ; actions d'empêchement au départ, directement sur la plage, et interventions au besoin, pour secourir les hommes, les femmes et les enfants qui se lancent dans les eaux parfois glacées pour tenter de rejoindre les bateaux-taxis qui les attendent à quelques dizaines de mètres du rivage.

Cette stratégie offensive hérisse les associations de défense des migrants, dont les griefs sont relayés par le rapport rédigé par la députée communiste. Il est notamment reproché aux policiers et gendarmes d'être trop prompts à crever les embarcations avant qu'elles ne s'éloignent de la plage. « On jette la suspicion sur notre travail, alors que nous sauvons chaque jour des vies », réplique un CRS, indigné de ce renversement des valeurs. Bien des gradés de la police sur place se demandent, pour leur part, si les actions de certains activistes ne

confinent pas à la collusion avec les passeurs, comme cela a pu être évoqué en Méditerranée.

Policiers et gendarmes s'accrochent à leurs résultats. Selon la Direction générale des étrangers en France, 1516 affaires de « small boats » ont été recensées en 2025 en France, particulièrement dans le Calais et le secteur de Dunkerque. Ils ont impliqué 63 899 migrants. Selon cette administration, rattachée au ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, 844 embarcations et 22 427 migrants ont été empêchés de traverser par l'action des forces de sécurité intérieures ou ont été pris en charge par le dispositif de recherche et de sauvetage en mer.

« La Manche n'est plus seulement un bras de mer ; elle est devenue le théâtre silencieux d'une crise qui s'enlise, de tragédies à répétition, d'un drame collectif sans écho »

Sébastien Huygues
Député LR du Nord

« Plus de la moitié des tentatives de départ vers le Royaume-Uni (56 %) ont ainsi été empêchées en 2025 », relève encore le rapport parlementaire sur les accords du Touquet. Ses auteurs ajoutent : « L'action des forces de sécurité intérieure aurait également permis la découverte de 157 embarcations ou moteurs sur le littoral, empêchant la réalisation d'autant de traversées à destination du Royaume-Uni. »

Beauvau est donc plus efficace qu'avant, mais le rapport estime que « la contribution britannique ne couvre qu'une partie des dépenses engagées par la France », excluant notamment les dépenses humanitaires. La commission d'enquête juge que, en 2025, la manne britannique ne couvrirait en réalité que 62 % des frais. Elle évoque ainsi 230 millions d'euros dépensés par la France, dont 71 millions supportés par la police nationale et 159 millions par la gendarmerie nationale. Et 143 millions d'euros alloués effectivement par les Anglais. La France finance donc de sa poche 38 % des coûts. « Alors que c'est l'attraction du système britannique qui draine ces flux sur cette route dangereuse », constate un commissaire de la police aux frontières (PAF) impliqué dans les opérations de sauvetage.

Xavier Bertrand n'est pas le seul à déplorer le cynisme et la folie de ce système. « La France ne peut être la seule gardienne d'une frontière maritime qui n'est pas la sienne », proteste le député du Nord Sébastien Huygues. Et le Béthunois de s'insurger avec force : « Sur la Côte d'Opale, la Manche n'est plus seulement un bras de mer, elle est devenue le théâtre silencieux d'une crise qui s'enlise, de tragédies à répétition, d'un drame collectif sans écho. » Un sentiment partagé par tous ceux qui ont approché au plus près cette situation humaine poignante. À commencer par les intervenants des associations, bien sûr, mais aussi les policiers et les gendarmes, tant il est vrai que nul, dans ce dossier, n'a « le monopole du cœur ». ■

Quentin Raverdy
Rome

La chef de l'exécutif italien réclame à la Commission européenne une suspension de l'Espace Schengen.

À l'urgence migratoire de Ceuta s'ajoute désormais une crise diplomatique. Après que plusieurs dizaines de milliers de personnes ont gagné ces derniers jours l'enclave espagnole en Afrique, parfois à la nage (trente-quatre auraient perdu la vie lors de la traversée), Rome s'en est pris directement à Madrid, multipliant les attaques contre les politiques d'accueil de l'exécutif de Pedro Sanchez. Premier à dégainer, Antonio Tajani, vice-président du Conseil, affirmant que « les images en provenance de Ceuta démontrent à quel point la décision du gouvernement de Madrid d'accorder la citoyenneté espagnole, et donc européenne, à plus de 500 000 immigrants en situation irrégulière est profondément erronée et encourage le trafic d'êtres humains ». La réaction de son homologue espagnol ne s'est pas fait attendre : « Ce message est inapproprié de la part du ministre des Affaires étrangères d'un pays partenaire et ami, dont nous attendons la solidarité européenne et non une démagogie partisane », ripostait José Manuel Albares, l'élus socialiste annonçant dans le même temps la convocation de l'ambassadeur italien à Madrid, vendredi matin.

La pique du leader de Forza Italia n'a rien d'un cas isolé. En effet, tous les ténors de la majorité ont fait part de leur vive inquiétude face à la situation dans l'enclave espagnole et à ses possibles répercussions sur la Botte. « L'Italie ne restera pas les bras croisés », prévenait ainsi la présidente du Conseil, Giorgia Meloni. « Nous réunissons les instances compétentes et, à l'issue de ces réunions, nous sommes prêts à intervenir, y compris par des mesures exceptionnelles pour protéger nos frontières et garantir la sécurité de nos citoyens, comme la suspension de l'espace Schengen avec l'Espagne », annonçait même la chef de l'exécutif. Matteo Salvini, lui, n'a pas manqué de critiquer le laxisme de Pedro Sanchez, rappelant au passage ses déboires avec la justice lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, ayant encouru jusqu'à six ans de prison pour avoir, dit-il, « protégé les frontières » de l'Italie. Le patron de la Lega concluait son message sur les réseaux sociaux par un appel : « Suspendons Schengen ».

Les gouvernements de Madrid et de Rome n'en sont pas à leur première incartade diplomatique. Le plan de régularisation massif de sans-papiers, mené par Pedro Sanchez, a été vivement et régulièrement critiqué par la droite



Le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, s'entretient avec la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, lors d'un sommet, à Bruxelles, en octobre 2025.

Giorgia Meloni ouvre une crise diplomatique avec Madrid

radicale italienne. Dans la Botte, où la crise démographique et le manque de bras mettent également en péril l'équilibre du système économique, l'exécutif de Giorgia Meloni a de son côté autorisé l'entrée de 500 000 travailleurs étrangers légaux entre 2026 et 2028. Dans le même temps, Rome a enchaîné les entraves aux activités de secours en mer des ONG humanitaires, renforcé la lutte

« L'Italie ne restera pas les bras croisés. (...) Nous sommes prêts à intervenir, y compris par des mesures exceptionnelles pour protéger nos frontières et garantir la sécurité de nos citoyens »

Giorgia Meloni
Présidente du Conseil italien

contre les passeurs et accéléré les mesures d'expulsion du territoire.

Symbole du fossé politique séparant les deux camps : la presse révélait en juin l'existence d'une note d'information, réalisée par les bureaux d'études de Fratelli d'Italia à destination de leurs parlementaires, visant à démolir « le modèle Sanchez ». Le document, à strict usage interne, citait notamment les affaires judiciaires touchant le Parti socialiste espagnol et l'entourage du premier ministre. De quoi fragiliser, espérait-on, les forces d'opposition transalpines, au premier rang desquelles le Parti démocrate, qui ont régulièrement cité en exemple les politiques menées par le gouvernement de Madrid. Entre les deux majorités, la bataille se joue aussi sur le terrain économique, chacun brandissant ses courbes de croissance en hausse et des taux d'emploi ragaillardis.

Passé les sorties musclées du trio exécutif italien sur la situation à Ceuta,

nombre d'observateurs ont rappelé l'impossibilité pour un État de suspendre unilatéralement un autre pays du dispositif Schengen. Rome, qui ne partage aucune frontière avec Madrid, pourrait cependant décider de rétablir des contrôles aux frontières pour toute personne entrant sur le territoire italien en provenance d'Espagne, notamment dans les ports et aéroports. Une mesure complexe et chronophage mais déjà appliquée depuis l'automne 2023 à la frontière entre l'Italie et la Slovaquie, censée lutter contre l'immigration illégale et la menace terroriste en provenance de la route balkanique.

Difficile cependant de ne pas sentir dans la réaction épidermique italienne, un petit avant-goût de campagne électorale alors que la compétition fait déjà rage au sein de la droite radicale. Ces dernières semaines, les membres de la majorité et les élus de Futuro Nazionale, le parti de l'ex-général Vannacci (en hausse constante dans les

enquêtes d'opinion), ont multiplié les sorties clivantes sur les questions de sécurité et d'immigration, enjeu jugé décisif pour les législatives de 2027. La Lega de Salvini en profitait à nouveau pour tacler l'opposition, estimant que les scènes de l'enclave espagnole en Afrique donnaient « un aperçu de l'avenir qui nous attend en cas de victoire de la gauche aux prochaines élections ». Le Parti démocrate rétorquait en dénonçant « un gouvernement de propagandistes irresponsables qui n'a pas su résoudre un seul problème pour les Italiens et qui, chaque jour, ne fait que désigner un nouvel ennemi ». En Italie comme en Espagne, à gauche comme à droite, « ces quelques milliers de jeunes constituent un enjeu électoral », prévenait Francesco Cancellato, directeur du média en ligne Fanpage. Pour Giorgia Meloni, l'affaire représente même « l'incident parfait pour tenter de ralentir l'hémorragie dans les sondages de la droite gouvernementale en Italie ». ■

L'accord de Schengen peut-il être suspendu avec l'Espagne ?

Clotilde Jégousse

Giorgia Meloni est la première à s'être dite « prête à agir » pour empêcher une éventuelle vague migratoire en Italie, en réclamant la « suspension de l'accord de Schengen avec l'Espagne ».

Si la Finlande et le Danemark lui ont emboîté le pas, le président de la République Emmanuel Macron a plutôt opté pour un « renforcement des contrôles à la frontière avec l'Espagne », y compris via l'agence Frontex.

Et pour cause : « La suspension unilatérale de l'accord de Schengen n'est pas possible », explique Frédérique Berrod, professeur de droit de l'Union européenne à Sciences Po Strasbourg. « Schengen n'est pas un accord de frontières ouvertes, c'est un accord de gestion de frontières », précise-t-elle. Pour cette raison, les textes européens, et en particulier le code frontières Schengen, qui pose le principe de libre circulation au sein de l'espace, ne prévoient pas la possibilité d'exclure un État.

Toutefois, et c'est le sens de la déclaration du président de la République, les 29 États qui en font partie (25 membres de l'Union européenne, plus l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse), conservent la possibilité de réintroduire des contrôles à leurs frontières, en cas de menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure. Au rythme de différentes crises ces dernières années – la crise migratoire en Grèce à partir de 2015, et celle du Covid notamment – l'Union européenne a adapté son code frontières Schengen. Le dernier règlement de 2024 qui est venu le modifier prévoit précisément que « lorsque, dans un espace sans contrôle frontalier, il existe une menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure d'un État membre, cet État membre peut, uniquement en dernier recours, dans des situations exceptionnelles, réintroduire les contrôles frontaliers ».

Quatre cas sont prévus par le texte : la menace terroriste, une urgence de santé publique à grande échelle, des manifestations internationales elles

aussi à grandes échelles, et enfin une « situation exceptionnelle caractérisée par des mouvements illicites, soudains et de grande ampleur de ressortissants de pays tiers » qui exerceraient une « pression considérable sur les ressources et les capacités générales des autorités compétentes ». Autrement dit des flux migratoires massifs et soudains, comme ce que connaît actuellement l'enclave de Ceuta. Dans un tel cas, les États membres sont autorisés à exercer un contrôle aux frontières pendant six mois, renouvelables jusqu'à deux ans maximum, puis deux fois six mois en cas de menace persistante grave.

La déclaration du président de la République n'est pas sans précédent, et ne constitue pas un tournant majeur dans la politique de la France. « Depuis 2015 et les attentats terroristes de Paris, des contrôles ont été rétablis avec toutes les frontières. Notamment la Belgique, et à certains endroits avec l'Allemagne et l'Italie », explique Frédérique Berrod. Depuis lors, la France informe régulièrement la Commission européenne de

prolongations liées à divers problèmes de sécurité, comme cela avait été le cas lors de Jeux olympiques de Paris 2024.

Mais le cas de Ceuta comporte une subtilité de taille : l'enclave, située sur le territoire africain, ne partage aucune frontière avec un pays de l'Union européenne, et donc ne menace pas directement un « espace sans contrôle frontalier » comme le prévoit le règlement européen. « La seule manière de justifier un rétablissement des contrôles auprès de la Commission européenne serait donc que les autorités espagnoles les conduisent en Espagne. Là, il y aurait un problème », pointe la professeur de droit. À cet égard, évoquer un durcissement des

« Le message qui est envoyé, c'est : "Il n'y aura pas de solidarité des pays voisins" »

Frédérique Berrod

Professeur de droit de l'Union européenne à Sciences Po Strasbourg

contrôles est davantage un moyen de faire pression sur le gouvernement de Pedro Sanchez, estime la juriste, même si une certaine tolérance est appliquée par la Commission européenne. « Le message qui est envoyé c'est : "il n'y aura pas de solidarité des pays voisins." »

Si telle était la stratégie, elle semble pour le moment fonctionner. Dans l'après-midi de ce vendredi 31 juillet, le premier ministre socialiste espagnol, qui déclarait au mois de juin vouloir que « le monde voie l'Espagne comme un pays qui respecte, protège et garantit les droits humains », a qualifié la situation de « violation de l'intégrité du territoire espagnol ». Dans sa prise de parole, il a annoncé que 37 000 migrants avaient déjà quitté l'enclave de Ceuta vers le Maroc. « Les départs depuis Ceuta se font à un rythme de 150 personnes par minute », a-t-il déclaré, avant d'affirmer que l'Espagne « accélérerait le rapatriement ». Et d'ajouter : « Les autorités locales indiquent aux migrants quels postes-frontières sont ouverts pour qu'ils puissent regagner leur lieu d'origine. » ■

Incendies : l'Europe de plus en plus « inflammable »

Anne-Laure Frémont

Chaleur, sécheresse, vents : le changement climatique crée des conditions favorables à la propagation des feux de forêt.

Le changement climatique n'allume pas les feux de forêt, majoritairement d'origine humaine... mais il crée les conditions propices à leur propagation. Alors que 117 000 hectares de végétation ont déjà brûlé depuis le début de l'année en France, de nouvelles études décryptent l'impact de la hausse globale des températures sur ces incendies.

La première est publiée vendredi par le réseau World Weather Attribution, spécialisé dans la mesure du degré d'influence du changement climatique sur certains événements extrêmes. Les scientifiques se sont penchés sur les feux de juillet en Espagne et en France, en comparant les conditions météorologiques actuelles à celles du climat préindustriel : ils constatent que le réchauffement global d'origine humaine a rendu ces conditions au moins deux fois plus probables dans le sud-ouest de la France, et vingt fois plus dans le centre de l'Espagne. Dans le climat actuel, des événements d'une telle intensité sont attendus une fois tous les 20 ans en Nouvelle-Aquitaine et une fois tous les 6 ans en Espagne. L'analyse met aussi en évidence l'effet de « *weather whiplash* » (ou « coup de fouet météo ») : la succession d'un printemps exceptionnellement pluvieux et d'un été sec et chaud favorise la croissance de la végétation puis son dessèchement, ce qui augmente la quantité de combustible disponible.

Une seconde étude parue jeudi dans *Scientific Reports* élargit un peu la focale. Elle s'intéresse à l'évolution de ces « conditions très propices aux incendies » (températures élevées, faible humidité, végétation sèche et vents violents) dans tout le sud de l'Europe depuis les années 1980. « Nous les quantifions à l'aide de l'indice météorologique des feux (FWI), l'un des indicateurs de risque d'incendie les plus largement utilisés dans le monde », explique l'auteur principal, Raul Cordero, de l'université de Groningue (Pays-Bas).

Certes, le nombre de départs de feu a reculé en Europe ces dernières décennies. En France, la superficie brûlée a diminué de 40 % depuis les années 1980, ce que les auteurs attribuent au « succès des efforts de gestion et de maîtrise des incendies » : renforcement des capacités de lutte contre les feux, réseaux de pare-feu ou meilleure sensibilisation du public.

Les scientifiques constatent cependant que l'Europe du Sud devient de plus en plus « inflammable » : le nom-

bre de journées d'été propices aux incendies extrêmes a plus que doublé depuis 1981 dans de vastes régions de la péninsule ibérique, de France, d'Italie et de Grèce. « La France a connu l'une des plus fortes augmentations » : le nombre de ces journées « très propices » est passé de 10 à 22, souligne Raul Cordero.

« La lutte contre les incendies, à elle seule, pourrait devenir de moins en moins efficace »

Raul Cordero Chercheur à l'université de Groningue, aux Pays-Bas

Les mécanismes sont connus : le réchauffement global augmente la fréquence et l'intensité des vagues de chaleur, ainsi que la sécheresse des sols et de l'air. Dans une analyse, la climatologue Valérie Masson-Delmotte décrit aussi la mise en place d'un cercle vicieux : la hausse de la température de l'air augmente la capacité de l'atmosphère à contenir de la vapeur d'eau, donc l'évapotranspiration, ce qui assèche les sols et la végétation... et renforce l'intensité des vagues de chaleur.

L'étude de *Scientific Reports* suggère en outre que l'aggravation des conditions météo propices aux incendies « s'inscrit dans le cadre de changements

plus généraux de la circulation atmosphérique ». Elle note que plusieurs saisons d'incendies records en Europe du Sud (notamment en 2022 et 2025) ont été précédées par des conditions dues à La Niña, cette anomalie froide dans les eaux du Pacifique qui revient de façon cyclique. Cette variation naturelle du climat n'influence pas directement le climat européen, mais elle pourrait, par effet domino, moduler les courants atmosphériques jusque dans le sud de l'Europe.

Cette théorie reste toutefois largement débattue. « Nous pointons un lien entre les saisons de feux actives et le phénomène La Niña, mais celui-ci n'est statistiquement significatif que dans le

cas de la péninsule ibérique. Cela ne concerne pas la France, reconnaît d'ailleurs l'auteur principal. Ce qui influence réellement les conditions météorologiques propices aux feux en France et dans le reste de l'Europe du Sud, c'est le réchauffement planétaire. » Et plus il se poursuit, plus ces conditions propices augmentent. « La lutte contre les incendies, à elle seule, pourrait devenir de moins en moins efficace », confie le chercheur, dont l'étude montre une nouvelle fois que le climat change plus vite que notre adaptation à ses effets. ■

➤ Lire aussi **PAGES 6, 7 ET 21**



Un pompier s'efforce d'éteindre un feu de forêt qui se propage près de Formariz, dans la province de Zamora, en Espagne, mercredi. UMIT BEKTAS/REUTERS

Canicules à répétition : « On ne retrouvera plus les étés de notre jeunesse »

Le mois de juillet s'achève à peine qu'un quatrième épisode de fortes chaleurs s'attarde sur la France. Une nouvelle fois, et alors que les incendies ont déjà ravagé 117 000 hectares depuis le début de l'année, un anticyclone est venu se bloquer et piéger la chaleur au-dessus de l'Europe. « L'alerte climatique retentit de toutes parts », a averti cette semaine le chef de l'ONU climat, Simon Stiell, et « les données scientifiques sur les causes (de ces désastres) sont sans équivoque : le réchauffement climatique, provoqué par la combustion, par l'humanité, de quantités colossales de charbon, de pétrole et de gaz », rend ces vagues de chaleur au-dessus de l'Europe « plus fréquentes, plus intenses et plus coûteuses ».

Devant ces canicules en cascade, d'aucuns pourraient être tentés d'accabler El Niño, ce phénomène climatique naturel naissant dans les eaux du Pacifique, qui s'est renforcé ces dernières semaines. En libérant la chaleur océanique dans l'atmosphère, il fait grimper la température moyenne de la planète. Son influence - surtout pendant sa phase de développement - sur les conditions météo estivales de l'Europe est toutefois considérée comme négligeable par les scientifiques.

Ce que l'on sait, en revanche, c'est que pour plusieurs raisons, notre continent se réchauffe plus vite que le reste du globe (+ 2,2 °C en France par rapport

à l'ère préindustrielle, contre +1,4 °C à l'échelle planétaire). Tout événement extrême est donc amplifié par cette toile de fond. L'Institut Pierre-Simon Laplace a apporté un éclairage expliquant comment cette hausse globale des températures due aux activités humaines a affecté la vague de chaleur de fin juin. « Le résultat est très clair : la probabilité d'un tel événement a été multipliée par 200 par rapport à l'époque préindustrielle. Et il sera encore 10 fois plus probable dans un monde à +3 °C », note la climatologue Valérie Masson-Delmotte. Une autre analyse de Climameter indique que les températures enregistrées lors du pic de chaleur du mois dernier auraient été 2 °C à 4 °C plus fraîches s'il s'était produit dans les années 1950.

Si la sidération est générale, les scientifiques le répètent, ce qui se produit cet été n'a rien de surprenant. « Les simulations faites il y a plus de vingt ans, et même les plus récentes, qui ont nourri le dernier rapport du Giec, projettent des événements comme celui de juin, rappelle la directrice de recherche au CEA. On pourrait même avoir pire. » Alors, certes, dire que « 2026 est l'été le plus frais du reste de notre vie », comme on a pu l'entendre, n'est pas correct, parce que la variabilité naturelle du climat va se superposer à la tendance de long terme induite par les émissions de gaz à effet de serre. Néanmoins, « cet été 2026, qui semble excep-

tionnel, sera l'été moyen dans quelques décennies. On ne retrouvera plus les étés de notre jeunesse », insiste la climatologue. On entre selon elle « dans des plages de chaleur et d'assèchement dangereuses, comme l'illustrent les incendies actuels. On est en gestion de crise, car on n'a pas engagé une adaptation suffisamment forte pour anticiper les caractéristiques du climat d'aujourd'hui, et encore moins celles de demain. »

« Les étés les plus chauds enregistrés en Europe au cours des quarante dernières années étaient tous liés à des anomalies de froid dans l'Atlantique Nord »

Marilena Oltmanns Physicienne à l'université allemande de Brême

Si le changement climatique rend donc les vagues de chaleur plus intenses, il en augmente aussi la fréquence, pour plusieurs raisons, explique Robin Noyelle, climatologue à l'ETH de Zurich. Avant tout, et assez logiquement, la hausse globale des températures fait qu'on atteint plus fréquemment le seuil à partir duquel on parle de vague de chaleur. Ensuite, poursuit-il, on sait que le changement climatique accentue l'assèchement des sols. « Or les rayons du soleil contribuent à l'évaporation de

l'humidité des sols. S'ils sont secs, elle va venir chauffer l'air » ... et donc amplifier le risque de vagues de chaleur.

Reste à expliquer ces épisodes de blocage anticyclonique à répétition au-dessus de l'Europe. « Si l'on regarde les vingt ou trente dernières années, il y a une prévalence de ces conditions anticycloniques qui rendent les canicules plus probables, particulièrement en été », notait récemment Carlo Buontempo, directeur du service Copernicus sur le changement climatique. Des modifications de la circulation atmosphérique expliqueraient ces situations de blocage. « Le problème, c'est qu'on ne sait pas si c'est parce qu'on n'a pas eu de chance (si c'est la variabilité naturelle) ou si c'est un effet du réchauffement global qui va se poursuivre. Le débat est en cours », note Robin Noyelle.

De nombreux scientifiques se penchent sur la question. Des études évoquent notamment un ralentissement, sous l'effet du réchauffement, de l'Amoc, ce puissant système de courants marins dans l'Atlantique gouverné par la température et la salinité des eaux... qui pourrait à son tour bouleverser les courants atmosphériques. Un phénomène lié à l'Amoc intéresse particulièrement les chercheurs : la persistance d'une « bulle froide » (ou « blob froid ») au sud de l'Islande et du Groenland. Il s'agit de « la seule région du monde à avoir connu un refroidissement significatif depuis le XIX^e siècle, tant

dans l'atmosphère qu'en mer », note l'océanographe Stefan Rahmstorf, de l'Institut de Potsdam PIK.

Marilena Oltmanns, physicienne à l'université allemande de Brême, explique que ce « blob froid » serait lié aux énormes quantités d'eau douce provenant de la fonte du Groenland qui entraînent une diminution de la salinité de l'eau : cela provoquerait « des modifications de la circulation océanique à grande échelle, qui se traduisent à leur tour par une anomalie froide » dans cette zone de l'Atlantique. « Le moteur de cette roue (l'Amoc, NDLR), ce sont les eaux froides et salées, plus denses, qui tombent au fond des océans. Comme l'eau est moins froide et moins salée, la roue tourne moins vite, donc moins de chaleur parvient jusqu'à cette zone, d'où ce « blob froid », résume Robin Noyelle.

Or « certains éléments indiquent que cette bulle froide, liée donc à un ralentissement de l'Amoc, aurait une influence sur l'augmentation des vagues de chaleur en Europe » par le biais de mécanismes complexes, indique Stefan Rahmstorf. « Les étés les plus chauds enregistrés en Europe au cours des quarante dernières années étaient tous liés à des anomalies de froid dans l'Atlantique Nord », affirme pour sa part le professeur Oltmanns. Blocages anticycloniques, Amoc, blob froid... Les liens entre ces différents phénomènes ne font pas encore consensus au sein de la communauté scientifique. ■ **A.-L.F.**

Incendies : comment faire renaître la forêt des

Bénédicte Lutaud

Après la dévastation de plus de 45 000 hectares, Emmanuel Macron a appelé à « rebâtir une forêt différente ». Des solutions

Les feux qui ont ravagé les Landes et la Gironde remettent brutalement au premier plan une question déjà posée après ceux de 2022 : comment « renaît » une forêt, et comment l'y aider ? Avec près de 45 000 hectares brûlés, la catastrophe ne se limite pas aux arbres consumés. La flore, la faune et les sols ont été profondément bouleversés. Des écosystèmes dont la reconstruction s'annonce lente et complexe, dans un climat devenu plus propice aux incendies dévastateurs et sur une saison prolongée.

Lundi 27 juillet, à Bordeaux, le président de la République, Emmanuel Macron, l'a souligné : « On devra replanter et rebâtir une forêt différente » en s'adaptant aux « conditions structurelles de changement climatique », alors que les incendies ont déjà parcouru plus de 116 000 hectares en France cette année. Il ne s'agit pas seulement de réparer ce qui a brûlé. Mais aussi de reconstruire un massif plus résistant, et résilient.

■ Attendre avant d'agir

La première règle, pour les experts, tient en un mot : patience. « On préconise une période d'attente d'au moins deux ans avant de reboiser, car les hylobes (des coléoptères, NDLR) attaquent les jeunes pins et peuvent détruire une plantation dans les premières années », indique ainsi Christophe Plomion, chercheur en génétique forestière à l'Inrae Bordeaux et directeur de l'unité Biogeco.

Avant toute replantation, il faut aussi traiter les bois brûlés, mais sans précipitation. « Il ne faut pas couper ni extraire tout le bois en même temps. En 2022, on a fait cette erreur, ils ont été stockés en bord de route, des scolytes (d'autres coléoptères) se sont multipliés sur le bois mort et se sont mis à attaquer les bois sains. Il faut donc procéder en plusieurs étapes, stocker ces bois dans des aires dédiées, les asperger pour qu'ils gardent leurs propriétés », poursuit-il.

■ Miser sur la régénération naturelle

Avant de penser à reboiser totalement, d'autres options sont encouragées par les spécialistes. Dans certains secteurs, la forêt peut en effet... renaître de ses cendres. « Le pin maritime se régénère très bien après le feu. Les cônes s'ouvrent et les graines de pins maritimes aiment germer sur un sol nu. C'est intéressant aussi de laisser la nature revenir, de protéger les arbres restants », explique Sylvain Angerand, ingénieur forestier de formation et directeur de Canopée, association de protection des forêts.

Mais cette option reste difficile à appliquer partout. « La régénération naturelle est une option qui a été utilisée sur un cordon littoral dans les forêts domaniales gérées par l'ONF (9 % des forêts françaises), mais elle a été très peu utilisée dans le secteur privé », constate Christophe Plomion. Elle demande en effet du temps et beaucoup de main-d'œuvre, là où une forêt plantée en rangs est plus simple à entretenir, et donc plus rentable pour les sylviculteurs. Car la forêt de pins des Landes n'est pas seulement un espace naturel. « On est sur une forêt de production intensive, qui crée des emplois, en plus de sa fonction écologique. Il y a donc un enjeu économique », rappelle Christophe Plomion.

■ Prévoir des pare-feu naturels

Pourtant, avec le changement climatique, l'enjeu n'est plus seulement de replanter, mais de changer la manière d'aménager le territoire, insistent les chercheurs. « Il faut anticiper de vrais pare-feu de plusieurs centaines de mètres, pas les construire lors des catastrophes. Qu'y met-on ? Soit rien, soit des feuillus, voire de l'agriculture. Cela créerait des ruptures à la propagation des incendies », estime Christophe Plomion.

Les spécialistes invitent ainsi à davantage « compartimenter » la forêt. En Provence, où les incendies sont récurrents, certains pare-feu sont faits d'oliviers ou de vignes. Dans les Landes, le principe pourrait être adapté avec d'autres cultures agricoles, avance Jean-Pierre Wigneron, directeur de

recherche à l'Inrae Bordeaux, spécialiste du suivi des forêts dans le contexte du changement climatique : « Avant, les forêts étaient plus compartimentées avec des cultures, c'était plus facile de lutter contre les feux. »

■ Diversifier avec davantage de feuillus

Enfin, le modèle de la pinède en monoculture montre aujourd'hui ses limites et, d'une même voix, les chercheurs interrogés regrettent qu'après les feux

de 2022 seuls des pins maritimes ont été replantés, en dépit de leurs recommandations. Le pin maritime est en effet très inflammable, notamment en raison de la présence de résine, et « dans les Landes, aujourd'hui, le feu peut faire des bonds de plusieurs centaines de mètres », explique Jean-Pierre Wigneron.

D'où l'intérêt d'une forêt plus diversifiée, avec notamment l'introduction de feuillus à plus forte teneur en eau, « comme le chêne-liège ou le chêne tauzin, sur le modèle d'une forêt mosaïque plutôt qu'un peuplement uniforme »,



résume le chercheur. Christophe Plomion, qui travaille depuis longtemps sur l'expérimentation de nouvelles essences dans les Landes pour s'adapter au changement climatique, en a vu les limites et les promesses. « Le feu a détruit une grande partie de notre dispositif expérimental. Il a été pris en tenaille entre deux incendies, où l'on expérimentait des espèces depuis des dizaines d'années. On perd des dispositifs inestimables », déplore-t-il. Mais « on a eu de bonnes surprises, notamment avec le chêne-liège, très bien adapté à la zone et

plus résistant au feu avec une écorce très épaisse ». « En revanche, le chêne vert souffre plus du climat océanique », poursuit-il, indiquant avoir également testé des « mélanges » de peuplement « avec des pins et des bouleaux, des chênes ». Sylvain Angerand cite également l'intérêt « des chênes pubescents et des chênes pédonculés, des chênes tauzin ».

Toutefois, les possibilités restent limitées en raison des particularités du sol de la région : « On a un sol sableux qui se dessèche l'été et est pauvre en minéraux organiques, tandis que,



Fleurs, reptiles, mammifères, papillons... Après le passage du feu, tout un écosystème est à reconstruire

Delphine Chayot

Les photos de chevreuils fuyant le feu ou perdus parmi les troncs noircis ont brisé le cœur des internautes. Les grands mammifères sont les victimes les plus visibles des incendies survenus dans le sud-ouest de la France. « Beaucoup ont réussi à fuir, mais il leur faut maintenant trouver de l'eau, de la nourriture et un autre territoire, en évitant les collisions avec les voitures », souligne le responsable d'un centre de soins de la faune sauvage. Signe de l'inquiétude qui s'exprime à leur sujet, une pétition réclamant un moratoire sur la chasse avait recueilli vendredi plus de 345 000 signatures (lire ci-contre).

Au-delà des grands animaux, ce sont des écosystèmes entiers qui ont été réduits en cendres sur les 45 000 hectares balayés par les flammes. Champignons, fleurs, insectes du sol ou cachés dans les arbres, grenouilles, hérissons, amphibiens, chauves-souris, serpents... Les naturalistes, qui n'ont pas encore accès aux zones sinistrées, savent que les animaux peu mobiles auront subi de lourdes pertes. D'autres ont dû aban-

donner leur progéniture. « Chez les oiseaux, des nichées étaient encore en cours, regrette Annabelle Roca, responsable de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) en Aquitaine. La bondrée apivore, un petit rapace migrateur qui niche dans les arbres, et le busard cendré ont certainement perdu leurs petits. Tout comme les engoulevents d'Europe, une espèce nocturne à fort enjeu écologique. »

« L'incendie a frappé une faune et une flore déjà malmenées par la sécheresse et les canicules des dernières semaines »

William Caudron

Chargé du projet « Laboratoire vivant forêt de demain » au parc naturel régional des Landes de Gascogne

Les parcelles de forêt cultivées accueillent une biodiversité plus ou moins riche selon l'ancienneté des pins maritimes. Mais la région offre aussi une variété de milieux de vie : de vieux pins, des lisières de feuillus, de grandes prairies sèches au sol sablonneux et acide, ainsi que des lagunes

d'eau douce typiques des Landes. Certains de ces habitats, notamment dans les environs de Saumos et du Porge, ont été touchés par le feu.

« L'incendie a frappé une faune et une flore déjà malmenées par la sécheresse et les canicules des dernières semaines », souligne William Caudron au parc naturel régional des Landes de Gascogne. Il s'inquiète notamment pour la vipère aspic, la cistude d'Europe (une tortue d'eau douce) et surtout pour le lézard vivipare, déjà menacé par le réchauffement climatique. Ce petit reptile datant du passé glaciaire du territoire est très particulier : ici, contrairement à ce que son nom indique, il est en effet ovipare. Les craintes concernent aussi les trois espèces de leucorrhines, des libellules protégées extrêmement rares qui vivent dans les lagunes formées au cœur de la forêt des Landes.

La Nouvelle-Aquitaine abrite enfin l'un des papillons les plus menacés en Europe, le fadet des laïches. L'insecte, qui ne se reproduit qu'une fois par an, venait de finir de pondre ses œufs dans la végétation. Cela signifie que la nouvelle génération sera perdue dans les sites brûlés.

Le sinistre aura des répercussions à long terme, assure Christian Chauvin,

président du conseil scientifique du Parc naturel régional des Landes de Gascogne : « Les résidus de combustion des arbres, tels que les hydrocarbures naturels, et les produits toxiques épanchés par les moyens aériens de lutte vont générer une pollution énorme qui finira dans les rivières quand la pluie lessivera les sols. La faune aquatique sera alors impactée. »

Comment la nature se remet-elle d'un tel traumatisme ? Au lendemain de l'incendie de Landiras, poussé sur près de 20 000 hectares en 2022, le parc naturel a mis en place un groupe de travail afin de réaliser des suivis de la faune et de la flore dans les milieux détruits. « L'estimation des pertes n'a pas été possible par manque de données sur le nombre d'insectes, d'amphibiens et d'oiseaux présents avant le passage du feu », précise William Caudron, chargé du projet « Laboratoire vivant forêt de demain » au sein du parc.

Les scientifiques ont cependant pu observer le processus de recolonisation des milieux. Pour de nombreuses espèces, le retour a été rapide. Dès le printemps suivant, la végétation basse avait repris ses droits dans les zones calcinées. « Les amphibiens semblent avoir été peu affectés car ils

Landes et de la Gironde ?

sont préconisées par les chercheurs, pas toujours entendus.

À gauche, de haut en bas : des plantations brûlées, mercredi, près de la forêt du Temple (Gironde), dans laquelle erre un chevreuil au milieu des arbres calcinés.

Ci-dessous : un paysage de désolation dans la forêt de Saumos, mardi, en Gironde.

PHOTOS YVES HERMAN/REUTERS

L'hiver, l'arbre est submergé par les nappes phréatiques affleurantes », décrit Jean-Pierre Wigneron, qui plaide pour tester davantage l'introduction d'espèces dites exotiques, comme l'acacia, même si l'idée ne fait pas l'unanimité chez les défenseurs de la biodiversité.

■ Zones humides et densité

L'après-incendie pose aussi la question d'une ressource essentielle : l'eau. Avant la plantation des pins maritimes des Landes, commencée à la fin du

XVIII^e siècle, « il y avait des zones humides (lagunes), des marécages, des mosaïques avec des pins maritimes, mais aussi des feuillus », rappelle Sylvain Angerand. Puis les Landes « ont été massivement drainées pour favoriser ces plantations ».

Pour Christophe Plomion, « la densité de populations d'arbres doit aussi être retravaillée. Moins d'arbres, c'est certes moins de production de bois, mais c'est surtout une façon de diminuer la consommation d'eau du massif. L'eau est puisée dans le sol par les racines, puis les pins en perdent une partie via les stomates de leurs aiguilles. Si la densité est plus faible, la forêt prélève moins d'eau et se dessèche moins vite. »

■ Laisser vieillir les arbres

Limiter la replantation massive permet également de laisser davantage vieillir les arbres, donc de développer « des écorces plus résistantes au feu, argue Sylvain Angerand. Quand le gouvernement parle d'un plan de renouvellement des forêts, c'est prendre le problème à l'envers. Les forêts sont jeunes dans les Landes, où les arbres sont récoltés tous les 30 à 40 ans. Le problème, c'est que le pin maritime est particulièrement inflammable entre 20 et 30 ans. » Des peuplements plus jeunes favorisent davantage les feux convectifs, confirme Christophe Plomion. « Après la tempête de 2009, à Saumos, la forêt a été replantée avec des pins jeunes et denses, avec beaucoup de sous-bois. Ce type de peuplement favorise la montée du feu vers la canopée, alors qu'une forêt plus âgée, avec moins de sous-bois, laisse plus souvent le feu au niveau du sol. »

Enfin, les arbres plus âgés jouent un rôle de réservoir de graines, explique Sylvain Angerand. « En 2010, après la grande tempête dans les Landes, les endroits où on a laissé de grands arbres ont mieux redémarré. Là où on avait tout nettoyé et replanté, douze ans après, lors des incendies de 2022, les pins n'avaient pas assez grandi pour faire des graines », rappelle-t-il.

« La gestion des massifs, c'est l'angle mort des politiques forestières », estime enfin Jean-Pierre Wigneron, en rappelant que le droit forestier reste surtout pensé à l'échelle de la parcelle et de la propriété. C'est peut-être là la principale leçon de cet été : reconstruire une forêt ne consiste pas seulement à replanter des arbres. Il faut repenser tout un écosystème, sans oublier la pression croissante de l'urbanisation autour des forêts. Le tout, en conciliant les impératifs économiques avec la protection des populations, dans un contexte de risques toujours plus élevés. ■

À Cestas, l'Inrae a perdu près de 80 hectares dédiés à la recherche

Clément Arion Bordeaux et Soline Roy

Les incendies de Gironde, en dévorant les pins, ont aussi effacé des décennies de science. Ce ne sont pas seulement des hectares de forêt qui sont partis en fumée le 22 juillet, mais des observatoires uniques au monde, patiemment construits année après année pour comprendre comment les arbres résistent, ou succombent, au changement climatique.

Le feu « XXL » qui s'est déclaré à Saumos a provoqué la destruction de parcelles et dispositifs expérimentaux dédiés à la recherche forestière sur le domaine de Castillonville, à Cestas. Selon l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), les incendies ont touché « plusieurs observatoires uniques suivis depuis des décennies ». Cette perte « affecte des programmes de recherche nationaux, européens et internationaux consacrés à la compréhension et à l'accompagnement de l'adaptation des forêts au changement climatique » et « met fin à des observations et expérimentations menées sur le long terme ».

Près de 80 hectares sont partis en fumée sur le domaine, où le feu a touché le conservatoire de ressources génétiques du pin maritime. Les deux arboretums ont toutefois été relativement épargnés. « L'engagement exceptionnel des sapeurs-pompiers, sous l'égide des pouvoirs publics (...), a heureusement permis de préserver les bâtiments, les équipements scientifiques et les autres terrains expérimentaux du domaine de recherche Inrae de Cestas, soit plus de 300 hectares », souligne l'institut. « Le domaine de l'Hermitage, soit 150 hectares qui abritent l'ensemble de nos bâtiments, était pris en tenaille entre deux incendies mais il a été protégé par les sapeurs-pompiers, explique Christophe Plomion, chercheur en génétique forestière à l'Inrae de Bordeaux et directeur de l'unité Biogeco. Une seule expérimentation sur ce site a été détruite, volontairement, pour éviter un saut de feu vers la commune de Cestas. Il y a eu beaucoup de départs d'incendie, mais des personnes de l'Inrae faisaient des rondes toutes les heures la nuit. Ces feux ont donc à chaque fois été très rapidement éteints par les pompiers à qui le domaine servait de base arrière de repos et pour l'entretien mécanique. »

Sur le domaine de Castillonville, les dispositifs détruits servaient notamment à étudier différentes provenances de pins maritimes, à tester le mélange d'espèces forestières et à développer de nouveaux itinéraires sylvicoles. Une recher-

che stratégique pour le sud-ouest de la France, où le pin maritime (*Pinus pinaster*) occupe une place centrale : cette essence représente l'essentiel du massif forestier des Landes, la plus vaste forêt de l'Hexagone, composée à 92 % de parcelles privées et très exploitée par la filière bois. Ces expérimentations, datant parfois de trente ans, constituaient des « observatoires scientifiques uniques », indique l'Inrae. Elles permettaient de suivre sur le temps long les effets du dérèglement climatique, des maladies et des bioagresseurs sur les écosystèmes forestiers, mais aussi d'évaluer des stratégies pour concilier production de bois, préservation de la biodiversité et adaptation des forêts aux nouvelles contraintes environnementales.

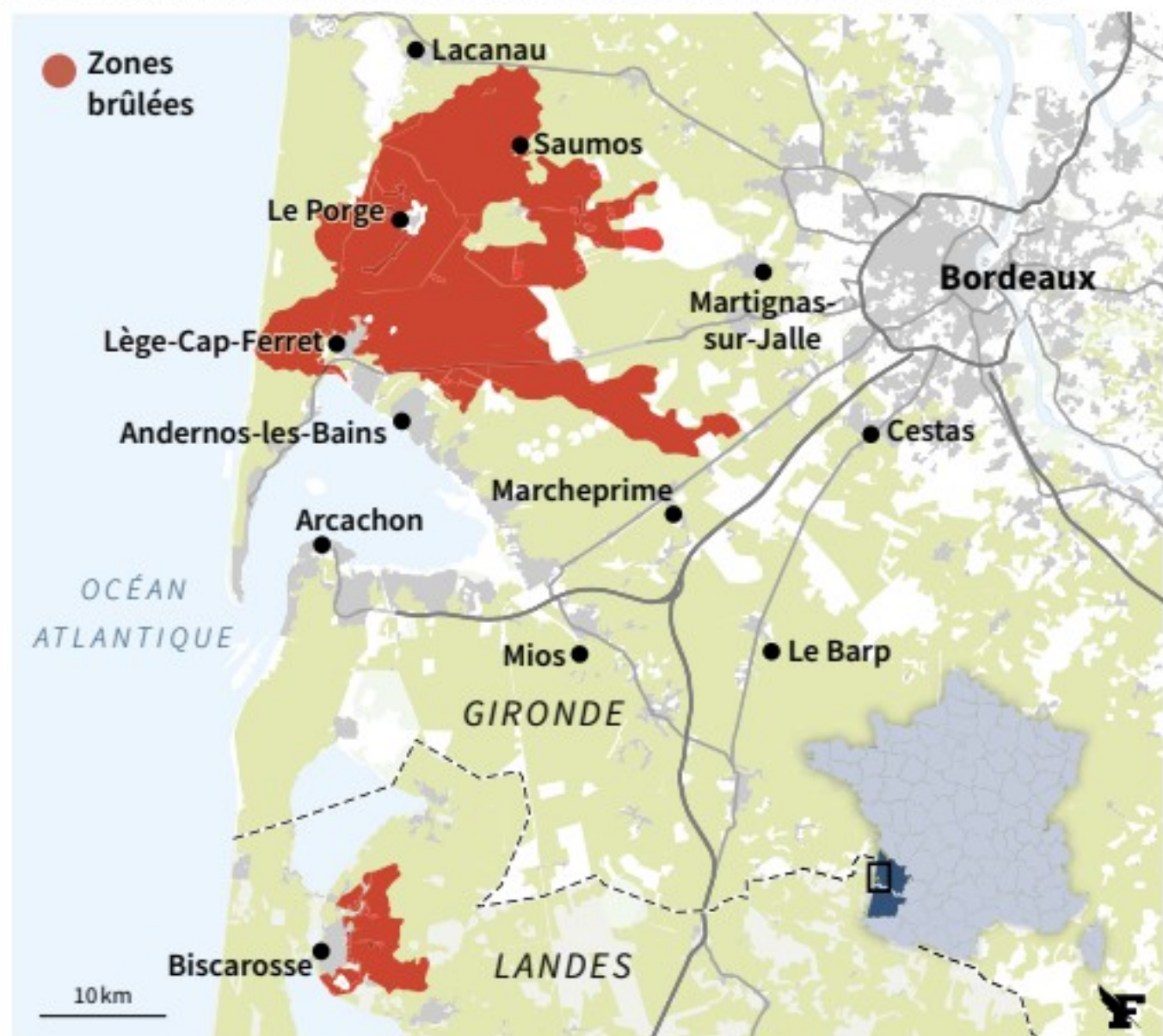
« Avant de replanter sur le site, il va falloir faire un diagnostic de l'état écologique des sols, car si le feu a été trop intense il a pu "vitrifier" la microfaune nécessaire à la croissance des arbres »

Christophe Plomion Chercheur en génétique forestière à l'Inrae de Bordeaux et directeur de l'unité Biogeco

La destruction de ces parcelles représente un manque difficilement compensable. Les expérimentations en foresterie s'inscrivent dans des temps longs, car il faut plusieurs années, voire des décennies, pour observer l'évolution des arbres face aux conditions climatiques ou aux nouvelles menaces. Cette destruction constitue « une perte importante » pour les recherches menées dans la région, mais aussi pour les réseaux scientifiques internationaux auxquels plusieurs de ces dispositifs étaient intégrés. Les équipes vont poursuivre leurs travaux afin de « comprendre et accompagner l'adaptation des forêts aux changements globaux ».

« Avant de replanter sur le site, il va falloir faire un diagnostic de l'état écologique des sols, car si le feu a été trop intense il a pu « vitrifier » la microfaune nécessaire à la croissance des arbres, précise Christophe Plomion. Nous allons mener ce diagnostic dès le mois d'août avec des collègues d'Avignon. » En attendant, une cellule psychologique a été mise en place par l'Inrae pour venir en aide à ces chercheurs et techniciens qui, en quelques jours, ont vu disparaître plusieurs décennies de travail. ■

Les zones dévastées en Gironde et dans les Landes



avaient eu le temps de se reproduire, détaille Aurélien Besnard, responsable de l'équipe Connaissances à la LPO. Les insectes ont suivi. Le fadet des laïches a réinvesti les prairies humides à partir des zones non brûlées. » Les bois morts ont été attaqués par les insectes xylophages, et les oiseaux,

comme la mésange charbonnière, sont réapparus.

Les espaces laissés à ciel ouvert ont même attiré de nouvelles espèces. Dès la première année, l'alouette des champs, en fort déclin à l'échelle nationale, et le courlis cendré se sont installés. D'autres ont pris un peu plus

de temps. Il a par exemple fallu deux à trois ans pour que la fauvette pitchou, un passereau typique des landes, y retrouve ses quartiers.

« La capacité de résilience de la nature est toujours surprenante, remarque Pierre Seliquer, directeur général du Conservatoire des espaces naturels de Nouvelle-Aquitaine. Mais il faut lui laisser le temps et la place de se réinstaller en permettant, quand c'est possible, une régénération naturelle. »

Dans les parcelles détruites par l'incendie de 2022, le groupe de suivi a constaté l'impact du reboisement sur la biodiversité. « L'évacuation des troncs morts et le labour du sol donnent lieu à des passages récurrents d'engins mécaniques très destructeurs, souligne William Caudron. Ensuite, il faut attendre plusieurs années pour que les parcelles plantées redeviennent intéressantes pour la faune. »

La reconfiguration des surfaces forestières incendiées sera au cœur des réflexions dans les mois à venir. Plusieurs mesures d'aménagement mises en avant par les scientifiques permettraient, selon eux, de sauvegarder la biodiversité tout en ralentissant la propagation du feu. Parmi elles, la préservation de zones ouvertes (landes, lagunes) dans la forêt, le renforcement de la présence des feuillus en lisière des parcelles ou encore la restauration des ruisseaux. Annabelle Roca espère que ces sujets pourront être discutés en bonne entente avec les acteurs de la filière sylvicole, « quand le traumatisme de l'incendie sera passé ». ■

Faut-il interdire la chasse dans les zones brûlées ?

« Pas de fusils sur les cendres », proclame une pétition (parmi d'autres) lancée sur le site « change.org » qui, vendredi, avait déjà réuni plus de 345 000 signatures. Le texte demande un « moratoire immédiat de la chasse dans nos forêts incendiées (...), de la majestueuse forêt de Fontainebleau (...) aux massifs de l'Aude et de l'Ardèche. » L'auteur, qui dit gérer dans le Cantal « un refuge personnel pour animaux » et admet n'être « ni un expert en écologie, ni un politique de carrière », demande « l'interdiction totale de toute forme de chasse (tir, chasse à courre, vénerie sous terre) dans tous les massifs forestiers ayant subi des incendies durant l'été 2026 », la mise en place d'un « périmètre de protection autour des zones brûlées pour permettre aux animaux de trouver refuge », et « un moratoire de 3 ans minimum, le temps nécessaire pour que la végétation se régénère et que les cycles de reproduction reprennent naturellement. »

« Surenchères idéologiques »

La Fédération nationale des chasseurs (FNC) a regretté ce vendredi dans un communiqué des « surenchères idéologiques » venues de personnes « qui n'habitent pas dans les zones touchées, qui n'ont évidemment pas aidé dans la

lutte contre le feu, qui s'opposent à l'entretien des forêts et au débroussaillage, qui ne sont d'aucune aide humanitaire concernant les populations qui vivent un drame sans précédent, mais qui ont une seule chose en tête, profiter d'une situation de crise exceptionnelle pour arriver à leurs fins... arrêter la chasse ! »

En Gironde, la préfète a interdit « toute action de chasse ou de destruction » depuis le samedi 25 juillet et ce « jusqu'à nouvel ordre », indique la Fédération départementale des chasseurs de Gironde. Pour la plupart des espèces chassables en France, la période de chasse à tir ne commence de toute façon pas avant le 13 septembre, seule la chasse au gibier d'eau et aux oiseaux de passage est d'ores et déjà ouverte.

À plus long terme, la pratique de la chasse sur les territoires concernés, rappelle la FNC, « se discutera au cas par cas avec les préfets concernés ». Les plans de chasse et de gestion, rappelle la FNC, permettent de calculer « les prélèvements compatibles avec la nature en fonction de l'état des populations et du milieu. L'expérience des années antérieures vient prouver que les choix qui ont été faits après des situations similaires ont été les bons, puisque la biodiversité a pu rapidement reconquérir ces zones brûlées. » ■ **S.R.**

« Il n'y a pas de vacances pour ceux qui veulent le vrai-faux été des députés avant le budget et les

Wally Bordas

Revenus dans leurs circonscriptions après la fin de la session extraordinaire, les parlementaires ne comptent pas rester inactifs cet

« **P**ause estivale, désolée. Bon été ! » Le message de cette députée écologiste est laconique. Comme beaucoup de parlementaires, l'élue a décidé de couper complètement pendant quelques semaines pour profiter des vacances en famille. Éreintés par une année usante dans une Assemblée sans majorité, les 577 députés ont quitté l'Hémicycle il y a un peu plus d'une semaine avec la fin de la session au Parlement. Ils n'y reviendront pas avant début septembre, où une session extraordinaire devrait être convoquée

par le président de la République et le premier ministre.

En attendant, beaucoup ont décidé de « couper à fond », comme le confie un député RN. « Je n'ai quasiment rien en circonscription l'été, donc je vais déconnecter. Ça fait deux ans que je fais comme ça et personne ne m'en veut », sourit-il. Un député des rangs de la droite, abonde : « Les dernières semaines ont été d'une grande platitude pour nous, entre les ponts de mai et les textes pas intéressants ensuite. Maintenant, les vacances vont nous permettre de véritablement penser à autre chose que la politique, et ça va nous faire du bien. »

« Il faut se reposer, car ça ne va pas être du tout tranquille à la rentrée. Il va y avoir la loi intégrale, le budget, etc. Ça va prendre beaucoup de temps. L'année qui s'annonce ne va pas être "cool" du tout et il y a la présidentielle et les législatives à préparer », prévient la députée communiste Elsa Faucillon, qui va profiter de la première quinzaine d'août pour se ressourcer, mais entrevoit déjà les débats électrocinétiques qui animeront le Palais Bourbon à la rentrée.

Pour beaucoup, il sera donc difficile de véritablement couper. « J'ai les cérémonies sur les guerres napoléoniennes

dans ma circonscription début août », confie par exemple le député du Rassemblement national Théo Bernhardt, qui devra rester dans son territoire du Bas-Rhin pour y participer.

« Rythme infernal »

Une socialiste est sur la même tonalité : elle ne sait pas si elle parviendra véritablement à débrancher cet été. « Je ne prévois pas de vacances car c'est ingérable. Je suis en stress tout le temps, d'une potentielle dissolution, donc je travaille dans ma circonscription tous les jours, je ne rate aucun événement où je peux me montrer », confie-t-elle.

Pour beaucoup, les deux ans qui viennent de s'écouler ont été « infernaux », dit une autre parlementaire de gauche. Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, en 2024, les parlementaires n'ont pas arrêté, entre leur activité au Palais Bourbon, leur travail en circonscription et la préparation des futures échéances électorales de 2027 qui approchent à grands pas. « On ne s'en rend pas compte, mais notre rythme est infernal et les vacances d'été ne durent pas deux mois. Le travail des commissions reprend souvent la dernière semaine d'août et les événements en circons-



Emmanuel Macron et Sébastien Lecornu, accompagnés de membres du gouvernement, arrivent à l'Élysée pour le dernier Conseil des ministres avant l'été, le 27 juillet, à Paris. LEO MALON/ABACA

Le Sud-Est de la France, destination préférée des ministres du gouvernement Lecornu

Kiara Carrière et Collin Sctrick

Le dernier Conseil des ministres, lundi, devait ouvrir la porte aux vacances d'été. Mais Sébastien Lecornu a mis sa menace à exécution, en commençant par se l'appliquer à lui-même. En juin, le chef du gouvernement avait laissé entendre qu'en raison de la multiplication des vagues de chaleur caniculaire, il pourrait priver ses troupes de congés estivaux. Or, les mégafeux qui ont ravagé le pays ces derniers jours ont conduit l'Élu de Vernon à retarder son départ en Normandie, dans le Var et en Nouvelle-Aquitaine. Une évidence « compte tenu du contexte », explique-t-on dans son entourage, sans donner de date précise à ce stade. Notes, documents pour préparer le budget 2027... « J'ai beaucoup de choses à lire », confie-t-il en petit comité.

Il faut dire que l'exécutif garde en mémoire la polémique de 2003, lorsque le ministre de la Santé d'alors, Jean-François Mattei, avait dû démissionner après être intervenu au « 20 heures » de TF1 en polo, depuis sa résidence secondaire, en pleine canicule. Depuis, la vigilance a beau être maximale au sommet de l'État, cela n'empêche pas quelques écarts. Le Canard enchaîné a ainsi révélé mercredi que, dans la foulée du psychodrame de sa vraie-fausse démission, Monique Barbut (Transition écologique) a cru bon de s'écarter quelques jours dans sa villa à Sainte-Maxime (Var). Revenue à Paris depuis, elle s'est vu confier par Matignon une mission sur l'adaptation au changement climatique, dont les conclusions sont exigées pour l'automne. Une sorte de rappel à l'ordre pour celle qui a dit accepter de rester en poste « à la demande » d'Emmanuel Macron.

Pour ce qui concerne le chef de l'État, justement, qui s'appête à vivre les dernières vacances de sa présidence après deux mandats consécutifs, il a posé cette semaine ses valises, comme à son habitude, au fort de Brégançon, résidence officielle située à Bormes-les-Mimosas (Var). Choisie pour tenter de limiter au maximum le risque de polémique, après la plainte que la première dame et lui avaient déposée – puis retirée – contre un paparazzi en marge de leurs premiers congés estivaux à Marseille en 2017, cette destination ne les a toutefois pas totalement préservés des controverses.

L'exécutif garde en mémoire la polémique de 2003, lorsque le ministre de la Santé d'alors, Jean-François Mattei, avait dû démissionner après être intervenu au « 20 heures » de TF1 en polo

Ainsi du choix du couple d'installer une piscine hors sol en 2018, qui leur a valu de nombreuses critiques à l'époque. « C'est un Élysée-sur-Méditerranée qui me permet de travailler, relativisait cependant Emmanuel Macron auprès du Figaro, il y a quelques années, pour dépassionner le sujet. Je pars toujours avec beaucoup de livres, plus que je ne peux en lire », précisait-il encore.

Bien qu'à distance, le président de la République continuera de se tenir informé de la situation sur le front des incendies. Tout comme Laurent Nuñez (Intérieur), qui prévoit de prendre un « temps de repos dans le Cher » tout en restant à proximité de la capitale, car il se doit « d'être proche de Paris et mobilisable à tout moment ». Ce, tandis que

Gérald Darmanin « ne prendra pas de congés », assure son entourage, à l'exception de quelques jours sur la Côte d'Opale. Bousculé par l'affaire Lyhanna, le garde des Sceaux continue de s'entretenir avec les procureurs généraux pour faire un point sur les quelque 85 000 plaintes recensées concernant de potentiels crimes et délits de nature sexuelle sur les mineurs. « Le principe est qu'il travaille », insiste son cabinet.

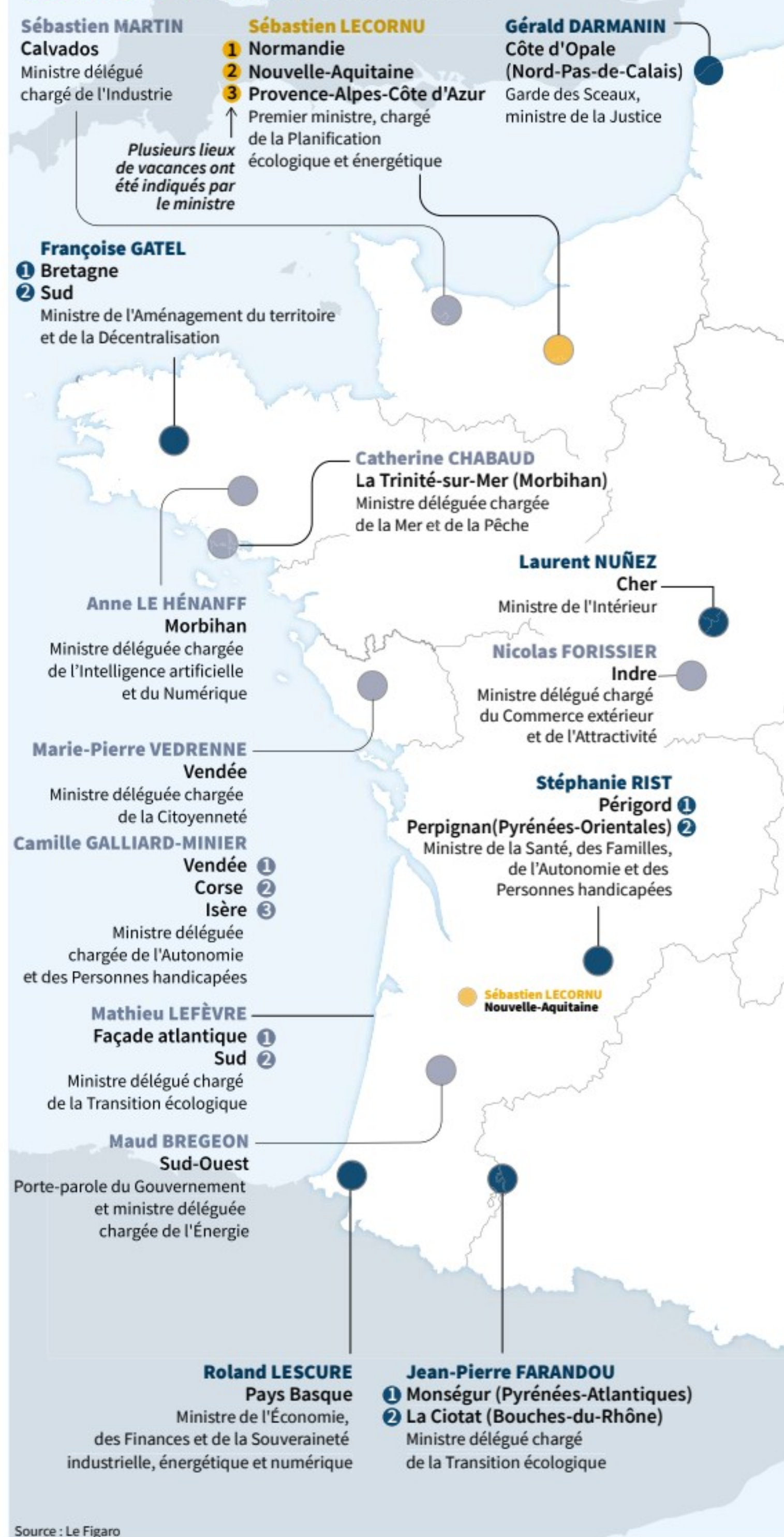
Héliotropisme oblige, nombreux sont ceux qui ont choisi le Sud, que ce soit pour y retrouver leurs proches ou tout simplement pour y profiter du climat. Philippe Tabarot (Transports) restera par exemple « chez lui, en famille », dans les Alpes-Maritimes, non loin de Sabrina Roubache (Enseignement, Formation professionnels et Apprentissage), qui partagera ses congés entre le Var et sa ville de Marseille. Si Jean-Pierre Farandou (Travail et Solidarités) fera étape dans son village pyrénéen d'enfance, Monségur, il se rendra aussi à La Ciotat, où il exerce des fonctions locales. Bouches-du-Rhône, où se trouvera enfin Serge Papin (PME, Commerce, Artisanat, Tourisme et Pouvoir d'achat). Mais pas David Amiel (Action et Comptes publics), qui, à Bercy, dit avoir « pas mal de pain sur la planche » avant un automne budgétaire particulièrement tendu. Il prendra donc seulement quelques jours avec les siens, sans destination arrêtée à ce stade.

Si Éléonore Caroit (Francophonie, des Partenariats internationaux et des Français de l'étranger) est attendue en Amérique du Sud afin de se rendre à un « événement familial », Roland Lescure (Économie) se reposera au Pays basque et Maud Bregeon (porte-parole du gouvernement, Énergie), dans le Sud-Ouest. Stéphanie Rist (Santé, Familles, Autonomie et Personnes handicapées) ira, « dès qu'elle le pourra », dans le

La carte des ministres en vacances

Lieux de villégiature des membres du gouvernement

● Premier ministre ● Ministre ● Ministre délégué



Périgord, puis potentiellement à Perpignan. Mathieu Lefèvre (Transition écologique) naviguera entre le Sud et l'océan Atlantique, entouré des siens. Quant à Jean-Didier Berger (Intérieur), il ne partira « quasiment pas » : « Beauvau est un ministère de crise permanente », indique son cabinet. Après trois jours dans le Sud en juillet, il prévoit une petite semaine à la mi-août.

Aurore Bergé (Égalité entre les femmes et les hommes et Lutte contre les discriminations) sera quant à elle en famille dans le Sud-Est, chez des amis proches, et restera « joignable et pleinement mobilisée », assure son entourage. Avec une escale publique : l'arrivée du Tour de France Femmes à Nice, le 9 août. Dans l'Est, Annie Genevard (Agriculture, Agro-alimentaire et

sauver leur peau» : législatives de 2027

été même si certains ont décidé de déconnecter.

cription sont nombreux», détaille la même députée des rangs de la gauche.

En dépit des vacances parlementaires, donc, nombre de députés comptent continuer d'investir leur territoire. D'autant que les actualités ne manquent pas, notamment avec les « méga-feux » qui ravagent plusieurs départements ces derniers jours. « Les Français ne comprendraient pas que le pays brûle et que les élus partent à l'autre bout du monde pour se dorer la pilule. Cela vaut pour nous comme pour les députés », considère une ministre et ancienne parlementaire, qui prendra juste un peu de repos en famille dans l'Hexagone.

Par ailleurs, la présidentielle et les prochaines législatives étant déjà dans toutes les têtes, certains, à l'instar du député-candidat Gabriel Attal, comptent rester hyperactifs durant tout l'été. « C'est très important de faire du terrain en circo, même pendant cette période de l'année », appuie le député ciottiste Charles Alloncle (UDR). Un autre parlementaire, macroniste cette fois, abonde : « J'ai gagné de très peu dans ma circo en 2024... La vague RN peut me faire très mal en 2027, donc je suis en campagne permanente. » Avant de conclure : « Il n'y a pas de vacances pour ceux qui veulent sauver leur peau. » ■

LES CHEMINS DU POUVOIR : DANS LES COULISSES DES DÉPLACEMENTS POLITIQUES ■ 1/6

L'Orly-Nice, le vol qui fait l'union et la désunion des droites



N'a pas encore décidé :

David AMIEL, ministre de l'Action et des Comptes publics

N'a pas souhaité répondre :

Naïma MOUTCHOU, ministre des Outre-mer

Benjamin HADDAD, ministre délégué chargé de l'Europe

Laurent PANIFOUS, ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement

Éléonore CAROIT

Amérique latine

Ministre déléguée chargée de la Francophonie, des Partenariats internationaux et des Français de l'étranger

Catherine VAUTRIN

Reims
Ministre des Armées et des Anciens Combattants

Vincent JEANBRUN

Île-de-France
Ministre de la Ville et du Logement

Michel FOURNIER

Les Vosges (Vosges)
Ministre délégué chargé de la Ruralité

Annie GENEVARD

Doubs
Ministre de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire

Philippe BAPTISTE

Beaufortain (Savoie)
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace

Marina FERRARI

Savoie
Ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative

Édouard GEFFRAY

Alpes
Ministre de l'Éducation nationale

Aurore BERGÉ

Sud-Est
Ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations

Catherine PÉGAR

Corse
Ministre de la Culture

Sébastien LECORNU

PACA

Sainte-Maxime

Ministre de la Transition

écologique, de la Biodiversité

et des Négociations

internationales sur le climat

et la nature

Sabrina ROUBACHÉ

1 Marseille

2 Var

Ministre déléguée chargée

de l'Enseignement et de la Formation

professionnels et de l'Apprentissage

Lucas Hélin

Les élus des Alpes-Maritimes empruntent régulièrement le vol « navette » pour Paris et se croisent souvent dans les premières rangées. Et ce, malgré certaines inimitiés.

Il a beau emprunter ce vol toutes les semaines depuis de nombreuses années, Éric Ciotti prend toujours plaisir à admirer par le hublot l'atterrissage à Nice (Alpes-Maritimes), au-dessus de la baie des Anges. Parfois, il lui arrive même de prendre une photo avec son téléphone, comme le ferait un touriste américain découvrant pour la première fois cette piste avancée sur la mer, avec les montagnes en toile de fond. Une arrivée réputée et spectaculaire, d'autant plus prisée aux premières lueurs du jour et aux derniers rayons du soleil.

Le nouveau maire de la cinquième ville de France est un habitué de cette « navette » Orly-Nice en tant que député depuis 2007. Même si la loi lui interdit de cumuler ses deux mandats, il continuera de se rendre à Paris, au siège de l'UDR, son jeune parti allié du Rassemblement national. Comme lui, tous les élus azuréens se retrouvent dans ce vol pour rallier la capitale chaque semaine : le lundi soir ou le mardi matin pour l'aller ; le mercredi soir ou le jeudi matin pour le retour. Neuf députés et cinq sénateurs s'y croisent avec, quelquefois, les édiles des grandes villes du département, à l'instar de celui de Cannes, David Lisnard, mais aussi certains parlementaires du Var. Un trajet d'un peu moins de 1 heure 30 devenu très politique avec ces figures de la droite comme passagers anonymes.

Les premières rangées leur sont souvent réservées et deviennent alors propices aux conciliabules. Et malgré des inimitiés tenaces, certains élus ne peuvent pas vraiment s'éviter. Turbulences ? En pleine campagne des municipales, les deux frères ennemis Christian Estrosi et Éric Ciotti se sont ainsi retrouvés assis côte à côte dans l'avion, ce qui n'a pas manqué de faire sourire les autres voyageurs. Comme à l'accoutumée, les deux élus, séparés seulement par

un accoudoir, ne se sont pas adressé la parole. Le vol était matinal, les deux ont préféré s'ignorer... en piquant du nez. Et même lorsque Christian Estrosi a attrapé la veste de son ancien protégé dans le compartiment supérieur, après l'atterrissage, celui-ci ne l'a même pas remercié, a un jour confié, amer, l'ancien édile.

En connaissance de cette coriace rivalité, le personnel d'Air France essayait pourtant de faire en sorte que les deux barons azuréens ne soient jamais assis à côté. Quitte à ce qu'un passager hors du milieu politique se retrouve, bien malgré lui, à la place embarrassante du milieu. Tous les deux jouissent en tout cas de ne pas passer par les contrôles habituels de sécurité, leur permettant d'arriver quasiment au dernier moment à l'aéroport. Avec un vol presque toutes les heures, il leur arrive de changer leur billet en dernière minute, peu importe le prix. Dans l'avion, chacun a ses habitudes : Éric Ciotti aime lire la presse version papier, Christian Estrosi préfère sortir sa tablette. Mais désormais, le maire déchu de Nice n'emprunte plus aussi régulièrement ce vol et a donc moins de chances de tomber sur son plus grand rival.

L'avion reste bien la solution privilégiée pour « monter » à Paris, faute d'une alternative rapide en train, Nice étant encore, par sa géographie, une ville enclavée

Il y a bien d'autres élus qui espèrent ne pas se retrouver côte à côte ou se croiser dans le salon avant d'embarquer : la sénatrice LR Dominique Estrosi-Sassone n'a pas que des amis sur la Côte d'Azur et certains préfèrent l'éviter sur ces vols hebdomadaires, comme la députée UDR Christelle D'Intorni. C'est aussi le cas de David Lisnard et des Tabarot, Michèle (la députée LR) et Philippe (le sénateur et actuel ministre des Transports), en conflit de longue date. Lors d'un embarquement, ce dernier en a d'ailleurs déjà profité pour régler un petit contentieux avec, cette fois, le député ciottiste Bernard Chaix, les deux s'échangeant alors quelques viriles amabilités. Pas loin de s'empoigner et de se froisser le costume !

Pendant longtemps, tous ces élus azuréens partageaient la même fa-

De gauche à droite : Michèle Tabarot, députée des Alpes-Maritimes, Christian Estrosi, président délégué du conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Éric Ciotti, maire de Nice, David Lisnard, maire de Cannes et Philippe Tabarot, ministre des Transports.

milie politique, ce vol se transformant alors en une sorte de « préréunion » du groupe LR. Mais, désormais, se trouvent aussi à bord des députés UDR et RN. En jean et tee-shirt, l'élus nationaliste Lionel Tivoli (2^e circonscription) peut ainsi passer inaperçu... et étendre ses jambes au premier rang. Ces nouvelles nuances politiques n'empêchent pas quelques discussions informelles et même, à l'occasion, le partage d'un taxi pour rejoindre l'Assemblée nationale et, ainsi, prolonger l'échange.

Au-delà des étiquettes, tous ces élus se sont au moins entendus sur une chose : la défense de cette historique « navette » Orly-Nice lorsqu'Air France a annoncé, en octobre 2023, la cession à sa filiale low cost Transavia. Ils avaient même cosigné un courrier au premier ministre Gabriel Attal, laissant derrière eux leurs inimitiés afin de sauver cette desserte par la compagnie tricolore qu'ils empruntent chaque semaine. Éric Ciotti ira jusqu'à dénoncer une décision « honteuse et scandaleuse » de la direction d'Air France, qui, dans le même temps, discutait avec Christian Estrosi pour conserver la fréquence des vols et la qualité du service. Malgré cette pression commune, Transavia a bien récupéré cette liaison domestique, l'une des plus empruntées du pays, avec environ 1 million de passagers par an. Tant pis pour le café ou le jus de tomate ainsi que les deux bagages à main gratuits en cabine, des services forcément appréciés par les élus.

L'avion reste bien la solution privilégiée pour « monter » à Paris, faute d'une alternative rapide en train, Nice étant encore, par sa géographie, une ville enclavée. Outre les parlementaires, il n'est pas rare de croiser d'autres personnalités politiques. Éric Dupond-Moretti, qui dispose d'une villégiature niçoise, est un habitué du vol. Le néo-Mentonnois Louis Sarkozy devient également un usager régulier de la ligne. Il est aussi arrivé à Jordan Bardella, avec sa compagne Maria Carolina de Bourbon des Deux-Siciles, d'emprunter cette navette aérienne avec d'autres personnalités politiques locales. Difficile de passer inaperçu dans le très politique Orly-Nice. ■

LA SÉRIE

Train, avion, métro, vélo...

Les responsables politiques ne se déplacent pas tous de la même façon. Entre trajets imposés, déplacements discrets et flotte officielle de l'exécutif, le service politique du Figaro raconte leurs habitudes et anecdotes.

» Retrouvez lundi un nouvel épisode **LA MODE DU VÉLO**, UN SIGNE DE DISTINCTION IDÉOLOGIQUE À GAUCHE

Souveraineté alimentaire) restera chez elle, dans le Doubs, et Michel Fournier (Ruralité) retrouvera Les Vosges, dans les Vosges, village dont il est le maire depuis 1989. Philippe Baptiste (Enseignement supérieur, Recherche et Espace) sera enfin dans le Beaufortain, au cœur des Alpes. « Ça peut évoluer, ça ne sera jamais totalement fixé », prévient son cabinet. Édouard Geoffray

(Éducation nationale) séjournera dans les Alpes françaises et Marina Ferrari (Sports, Jeunesse et Vie associative) en Savoie principalement.

Sollicités comme l'ensemble de leurs collègues, Laurent Panifous (Relations avec le Parlement), Benjamin Haddad (Europe) et Naïma Moutchou (Outre-mer) ont fait savoir qu'ils refusaient de répondre. ■

Marc Henry Tel-Aviv

Donald Trump a annoncé un « accord historique », qui doit être accompagné en parallèle par un retrait militaire progressif de l'armée israélienne.

Donald Trump a décidé de passer en force dans le dossier de la bande de Gaza. Après près d'un an de discussions sur son plan de paix dans l'enclave palestinienne, le président américain a annoncé jeudi la conclusion d'un accord « historique » prévoyant un désarmement complet du Hamas, responsable des massacres du 7 octobre 2023 dans le sud d'Israël. En parallèle, l'armée israélienne est censée procéder à un retrait, dont le rythme dépendra de l'avancée du désarmement.

La feuille de route prévoit le déploiement d'une « force internationale de stabilisation » composée de 5000 soldats de différents pays comme le Maroc, l'Ouganda, le Kosovo et l'Albanie, notamment, ainsi que d'une nouvelle force de police composée de 2000 Gazaouis chargés d'assurer la sécurité en lieu et place du Hamas. Si tout se passe comme prévu, le désarmement complet du Hamas devrait prendre entre deux cents et trois cent cinquante jours. L'administration de la bande de Gaza, exercée jusqu'à présent par le Hamas, sera transférée à un nouveau gouvernement palestinien, qui gèrera les affaires en coopération avec le Conseil de la paix. Cet organisme, présidé par Donald Trump en personne, a été créé fin septembre de l'an dernier et comprend des dirigeants étrangers comme Javier Milei, le président argentin, et Viktor Orban, l'ancien premier ministre hongrois, ainsi que des représentants de la plupart des pays arabes du Golfe.

Le Conseil de la paix s'est félicité de cet accord en soulignant « que le Hamas s'est pour la première fois engagé à mettre en œuvre un plan concret pour rendre ses armes, ce qui sera suivi par un retrait israélien de la bande de Gaza ». L'accord prévoit également que les échéances des différentes étapes seront fixées dans les deux semaines, notamment à propos de la gestion de la bande de Gaza, qui doit être assurée par un nouveau gouvernement de « technocrates » palestinien travaillant en coopération avec le Conseil de la paix.

Du côté israélien, le premier ministre Benjamin Netanyahu, qui a rencontré cette semaine Donald Trump à Washington, est resté discret dans un



Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président américain Donald Trump, le 28 juillet, à Washington. DANIEL TOROK/WHITE HOUSE

Israël sceptique après l'accord sur le désarmement du Hamas à Gaza

premier temps. Cité par les médias, un haut responsable américain, prenant les devants, a prévenu que le président américain serait « très déçu si Israël ne permettait pas d'aller de l'avant ». Détail important : Israël n'est pas partie prenante de cet accord conclu entre le Hamas et le Conseil de la paix.

Plus disert, le bureau de Benjamin Netanyahu s'est efforcé de réfréner le moindre enthousiasme. « La proposition de désarmement du Hamas ne répond pas aux exigences d'Israël concernant la dé-militarisation complète de la bande de Gaza en échange d'un retrait de nos forces de cette région », a souligné le bureau du premier ministre, à Jérusalem.

Sur le front intérieur israélien, la marge de manœuvre du premier ministre est très étroite à moins de trois mois des élections législatives. L'accord van-

té par Donald Trump a été immédiatement dénoncé par l'extrême droite représentée par Itamar Ben Gvir, le ministre de la Sécurité nationale. Alors que les sondages donnent perdante la coalition au pouvoir, Benjamin Netanyahu ne peut se permettre de faire preuve de « souplesse ». Cela serait immédiatement présenté comme une concession

« J'ai de très sérieux doutes sur cet accord. Le Hamas a besoin de ses armes non seulement contre Israël, mais aussi pour se défendre contre ses adversaires locaux »

Eyal Zisser

Spécialiste du Moyen-Orient

au Hamas, alors qu'il n'a cessé de faire miroiter une « victoire totale » sur le mouvement islamique, au pouvoir dans la bande de Gaza depuis 2007.

Eyal Zisser, spécialiste du Moyen-Orient à l'université de Tel-Aviv, est dans ces conditions très pessimiste. « J'ai de très sérieux doutes sur cet accord. Le Hamas a besoin de ses armes non seulement contre Israël, mais aussi pour se défendre contre ses adversaires locaux comme le Fatah (le mouvement rival dirigé par Mahmoud Abbas, qui contrôle une partie de la Cisjordanie, NDLR), les membres de clans familiaux gazaouis qui lui sont hostiles ou des miliciens locaux armés par Israël. » David Hacham, ancien conseiller auprès du ministère de la Défense déplore, pour sa part, « l'immense fossé entre les déclarations publiques grandiloquentes et

la réalité sur le terrain » à propos de Donald Trump et d'ajouter : « Nous n'avons pas le choix, il faut parfois avoir le courage de résister aux pressions exercées par un président américain, même s'il est dans l'ensemble favorable à Israël. »

Du côté du Hamas, le ton est à peine plus encourageant. Ghazi Hamad, un des négociateurs du mouvement islamique, a fixé des règles du jeu qui laissent mal augurer de la suite. « Nous ne prendrons aucune mesure concernant notre désarmement avant le retrait israélien de la bande de Gaza », a-t-il prévenu. Autrement dit, le Hamas et Israël se renvoient la balle d'entrée de jeu. Reste à savoir si un éventuel coup de sang Donald Trump pourrait suffire à forcer la main aux deux protagonistes, qui ont tendance à avancer à reculons. ■

Friedrich Merz face à une « mutinerie » au sein de la CDU

David Philippot Berlin

Le chancelier allemand fait l'objet de vives critiques après avoir engagé un remaniement à quelques semaines d'élections régionales.

Un peu d'air frais pour le chancelier allemand. Avec un score de 91,9 % des suffrages, son fidèle Thorsten Frei a été élu mercredi chef du groupe parlementaire de la CDU au Bundestag. Friedrich Merz espère que cette élection triomphale lui permettra de tourner la page la plus turbulente de son mandat. La démission, le 19 juillet dernier, du prédécesseur Jens Spahn, après avoir recouru aux services d'une mère-porteuse, a enclenché une dynamique de forte contestation. Un simple remaniement gouvernemental a entraîné le départ de 3 ministres dont celui des Transports, Patrick Schnieder, tenu pour responsable de la dégradation de la ponctualité des trains de la Deutsche Bahn.

Ce limogeage a été salué par les usagers du train de l'association Pro Bahn, mais a provoqué un torrent de critiques dans les rangs du parti conservateur jugeant Schnieder compétent et loyal. « Arbitraire », « scandaleux » : les critiques ont fusé. Lundi dernier, le président de la CDU de Brême, Heiko Strohmann, a reproché directement au chancelier Merz, lors du comité di-

recteur fédéral de la CDU : « Vous ne dirigez pas ici une entreprise, mais un parti ». Les partisans du chancelier font remarquer que la composition de son équipe gouvernementale fait partie de ses prérogatives. Venu en soutien, le chef de la CSU, Markus Söder, a fait la comparaison avec « un sélectionneur de football qui décide qui entre et qui sort du terrain ».

« C'est un désastre, un croche-pied dans une campagne déjà mal engagée face à l'AfD, largement en tête »

Un représentant de la CDU

Le plus préoccupant pour le chancelier n'est pas seulement que ces critiques se soient souvent exprimées à découvert, mais qu'elles soient venues de franges de son parti qui s'étaient jusqu'ici rangées derrière lui. « Aux attaques des nostalgiques de Merkel » comme l'ancien ministre de l'Économie Peter Altmaier « se sont ajoutées celles de ses « anciens partisans » : les conservateurs et leurs sections

régionales, le camp de Spahn, l'organisation de jeunesse Junge Union, souligne l'éditorial de l'hebdomadaire conservateur Focus. Les sections régionales d'Allemagne de l'Est, engagées dans la campagne électorale en Mecklembourg-Poméranie et en Saxe-Anhalt, sont furieuses de la manière dont a été traité le secrétaire d'État à la Santé, seul originaire de cette dernière région.

Son éviction, un mois et une semaine avant le vote dans ce Land, a provoqué de vives réactions : le chancelier se voyant reprocher un comportement de « mammoth dans un magasin de porcelaine » et « son manque de compréhension vis-à-vis de l'Est ». Avec ce remaniement du gouvernement fédéral, les fédérations locales espéraient une impulsion venue de Berlin. « C'est le contraire », se plaint un représentant du parti, « c'est un désastre, un croche-pied dans une campagne déjà mal engagée face à l'AfD, largement en tête ». Le secrétaire d'État Tino Sorge s'est plaint publiquement de ne pas avoir reçu un appel du chancelier. « Le fait qu'un secrétaire d'État se permette ce commentaire démontre une perte d'autorité et de res-



Le chancelier allemand, Friedrich Merz, le 29 juillet, à Berlin.

pect », relève Ursula Münch, directrice de l'Académie de formation politique.

De mémoire de politiste, elle ne se souvient pas avoir déjà assisté à pareille « mutinerie contre le capitaine » au sein du parti conservateur. Certains lui prédisent une destinée à la Keir Starmer, l'ex-premier ministre britannique, ou rappellent les précédents Ludwig Erhard ou Helmut Schmidt, tous pous-

sés vers la sortie par leur affaiblissement progressif. Leur lointain successeur a fait passer le message : en tant que chancelier, il a pris ses décisions et les controverses internes au parti à ce sujet finiront bien par s'apaiser.

Le quotidien conservateur FAZ est venu à sa rescousse en pointant la nomination d'une femme, l'ancienne ministre de la Santé Nina Warken comme chef de la Chancellerie : « N'importe qui d'autre aurait été félicité pour cela, mais Merz a du mal avec les femmes, et ce jugement est, quoi qu'il arrive, définitif », écrit le quotidien de Francfort. Ursula Münch relève aussi ce deux poids, deux mesures appliqué à « cet homme du XX^e siècle qui a en grande partie été réélu pour ramener la CDU et la République fédérale dans sa grandeur des années 1970 ou 1990. Il agit comme un homme d'autrefois et on le lui reproche, comme si les attentes à son sujet étaient exagérées ». Friedrich Merz part 3 semaines en congés sur une mauvaise nouvelle : le franchissement symbolique de la barre des 3 millions de chômeurs. Déjà au plus bas dans les sondages de popularité, il mise sur le mois d'août pour tasser la colère dans les rangs. ■

Iran-USA : radiographie d'une « guerre éclair » qui a dégénéré en crise régionale

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

Le conflit déclenché par Donald Trump, qui entre dans son sixième mois, englobe désormais toute la région dans un affrontement impliquant de multiples acteurs et est centré sur le contrôle du détroit d'Ormuz.

La « petite excursion » militaire annoncée par Trump au début du conflit contre l'Iran est devenue une longue randonnée. Alors que la guerre entre dans son sixième mois, le président américain se trouve une fois de plus face à un dilemme. Une intensification du conflit en représailles aux attaques iraniennes, de nouveau annoncées, n'offre pas de garanties de faire capituler Téhéran ni de rouvrir le détroit d'Ormuz à la navigation. Le retour à de frustrantes négociations pour calmer les marchés énergétiques mondiaux ne garantit pas non plus d'enlever à l'Iran son nouveau contrôle sur cette route maritime. Aucune de ces deux options ne laisse entrevoir une fin rapide à cette guerre qui dure depuis le 28 février.

L'Iran a aussi rappelé qu'il avait son mot à dire en étendant cette semaine le conflit, frappant des cibles américaines en Jordanie, pendant que ses alliés régionaux, les houthistes yéménites ont attaqué le trafic maritime en mer Rouge. Cette extension régionale augmente la pression sur les États-Unis, auxquels Téhéran veut faire accepter sa souveraineté sur un détroit situé jusqu'aujourd'hui dans les eaux internationales.

Face à ces attaques, le commandant du CENTCOM, l'amiral Brad Cooper, en charge des opérations, aurait proposé au président américain une nouvelle phase de bombardements intenses de 10 à 14 jours, visant les sites mobiles de lancement de missiles iraniens qui menacent la navigation, ainsi que les bases américaines et les installations pétrolières des pays alliés du Golfe. L'amiral a expliqué que sans cette escalade, l'effet stratégique des frappes irait en décroissant, en raison de la diminution du nombre de cibles à bombarder. La campagne aérienne a déjà atteint ses limites. Elle a considérablement affaibli la capacité de l'Iran à menacer le trafic maritime, mais ne peut pas imposer la réouverture du détroit sans des opérations militaires navales et même terrestres que Trump a jusqu'à présent soigneusement évitées.

Donald Trump doit tenir compte du déclin prononcé du soutien de l'opinion publique américaine à une guerre qui a coûté aux États-Unis dix-huit morts, plus de 600 blessés américains et la somme astronomique de 37,5 milliards de dollars, sans avoir apporté de résultats tangibles

Trump doit aussi tenir compte de plusieurs contraintes, dont les effets vont eux aussi en s'accroissant. L'une est la diminution alarmante des stocks de munitions de précision, plus rapide que la capacité de l'industrie américaine à les reconstituer. Les intercepteurs destinés à la défense antimissiles, tirés à chaque attaque de missiles balistiques iraniens, ont été considérablement entamés par des mois de guerre. Selon des estimations publiées par le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), un groupe de réflexion basé à Washington, DC, les États-Unis ne disposeraient plus qu'autour de 800 intercepteurs Patriot, contre 2300 au début du conflit. Les intercepteurs du système de défense à haute altitude THAAD auraient diminué de 38 % selon les mêmes sources. Cette consommation a obligé les Américains à ponctionner sur leurs munitions déployées en Asie et dans l'Indo-Pacifique.

Les ponctions sur les stocks de ces coûteuses munitions sont augmentées par la décision de Trump de recourir à des munitions d'attaque de précision comme les missiles de croisière Tomahawk et JsRM. Le président américain veut éviter au maximum le risque de voir un nouvel appareil abattu dans



Le destroyer américain USS Rafael Peralta approche un navire battant pavillon iranien dans le détroit d'Ormuz, le 26 avril. U.S. NAVY

une mission de bombardement direct au-dessus de l'Iran, dont les conséquences politiques avaient été évitées début avril grâce à une mission d'extraction à haut risque des pilotes. Or ces missiles, ainsi que les nouveaux PrSM, Precision Strike Missiles, sont aussi consommés plus vite qu'ils ne sont fabriqués. La perspective de voir la Chine livrer des missiles antiaériens portatifs, révélée cette semaine par l'agence Reuters, vient s'ajouter aux contraintes opérationnelles mais aussi stratégiques.

Selon le *Wall Street Journal*, la diminution de ces inventaires aurait été l'un des facteurs ayant conduit le président américain à renoncer à une nouvelle phase de bombardements la semaine dernière. Cette pause a été interrompue par l'attaque surprise de l'Iran mardi dernier, qui a tiré cinq missiles balistiques contre une base américaine en Jordanie, obligeant Washington à tirer de nouvelles salves de Patriot, et à reprendre ses bombardements.

Trump doit aussi tenir compte du déclin prononcé du soutien de l'opinion publique américaine à une guerre qui a coûté aux États-Unis dix-huit morts, plus de 600 blessés américains et la somme astronomique de 37,5 milliards de dollars, sans avoir apporté de résultats tangibles. L'aventure avait même entraîné une crise de la navigation dans le détroit d'Ormuz qui n'existait pas auparavant. Ce conflit aux objectifs peu clairs, qui n'a jamais eu l'approbation de l'opinion publique est plus impopulaire que jamais. Selon les derniers sondages, seuls 28 % des Américains approuvent encore la conduite de la guerre par Trump, par rapport à 34 % le mois dernier. Même les républicains semblent de plus en plus mécontents. Ils ne sont plus que 61 % par rapport aux 71 % enregistrés en juin à soutenir le président dans ce qui ressemble de plus en plus à l'une des « guerres sans fin », que Trump se targuait d'éviter.

En diminution rapide est aussi l'effet des déclarations publiques de Donald

Trump, qui rythment le conflit et la diplomatie depuis le début. Ses commentaires, entre menaces d'escalade et promesses de paix ne sont plus suivis que par les marchés financiers et ceux des matières premières, qui considèrent ces déclarations contradictoires comme une garantie que le président américain demeure réticent à une escalade et à une guerre prolongée. Cette analyse, sans doute partagée par Téhéran, a conduit les Iraniens à se montrer plus agressifs, augmentant le risque d'une erreur de calcul, ou d'induire des pertes aux États-Unis obligeant Trump à une réaction massive.

Après la rupture début juillet du cessez-le-feu instauré par le protocole d'accord signé le mois précédent sous l'égide du Pakistan, les affrontements entre l'Iran et les États-Unis étaient d'abord restés au niveau d'affrontements navals, circonscrits au golfe Persique et au détroit d'Ormuz. L'Iran a récemment pris le risque d'étendre ses attaques à travers toute la région, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses mandataires, transformant de nouveau la crise du détroit en un conflit régional à l'issue incertaine. Les houthistes yéménites ont attaqué des pétroliers et des installations saoudiennes en mer Rouge et dans le détroit de Bab al-Mandab.

Des attaques ont aussi été lancées depuis l'Irak par les milices chiites des Forces de mobilisation populaires, conduisant l'Arabie saoudite à mener des raids de représailles contre l'Irak. Des drones ont même attaqué des navires gaziers sur la côte méditerranéenne de l'Égypte. Les attaques contre les États du Golfe ont aussi continué, faisant apparaître les limites d'une alliance américaine longtemps considérée comme une garantie de sécurité. L'Iran a pris pour cible des installations civiles et militaires à Bahreïn, qui abrite le quartier général de la 5^e flotte. Le Koweït a vu son principal aéroport international bombardé, ainsi que des usines de dessalement, des centrales électriques et des plateformes pétrolières

offshore. Même le Qatar et Oman, qui tentent de conserver une position moins hostile à l'Iran, ont subi des attaques sur leur territoire.

Ces attaques de drones et de missiles balistiques, qui ont transformé le rapport de force, ont été la mauvaise surprise pour les États-Unis depuis le début du conflit. Ces armes continuent de poser un problème à Washington, qui se voit obligé de protéger ses bases par de coûteux systèmes d'armes, que l'Iran cherche à saturer par des attaques répétées. Ce sont sur ses bases que les Américains ont subi l'essentiel de leurs pertes humaines et de leurs dégâts matériels, ces derniers ayant été révélés récemment comme plus importants que le Pentagone ne l'avait précédemment admis.

L'Iran a récemment pris le risque d'étendre ses attaques à travers toute la région, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses mandataires, transformant de nouveau la crise du détroit en un conflit régional à l'issue incertaine

Le champ de bataille, à la fois militaire et économique, médiatique et diplomatique, englobe désormais presque toute la région. Mais s'il s'étend, le conflit n'a pas gagné en intensité. Les pertes civiles et militaires demeurent relativement limitées, et les frappes servent avant tout à exercer une pression pour obtenir des concessions de l'adversaire. La guerre, commencée comme une campagne aérienne et balistique, continue de se livrer à distance, par avions, missiles et drones, sans jamais s'être étendue jusqu'à présent à des opérations terrestres.

S'il avait été déclenché avec des objectifs multiples et changeants, le conflit se livre à présent pour le

contrôle du détroit d'Ormuz. Le blocage du détroit par l'Iran avait été la mauvaise surprise du début de la guerre. Il demeure cinq mois plus tard au cœur du dilemme, et a jusqu'à présent déjoué les tentatives de Donald Trump pour mettre fin au conflit par la voie diplomatique, même au prix de concessions comme la levée des sanctions contre l'Iran ou de la remise à une date ultérieure une solution au dossier nucléaire iranien. « Ouvrez ce putain de détroit, bande de tarés ! », le message délivré par Trump à l'Iran lors du week-end de Pâques en avril dernier, en même temps qu'il exprimait la frustration du président américain, continue de résumer l'importance qu'a prise cette voie maritime. Le protocole d'Accord signé en juin dernier, était resté délibérément vague sur le statut du détroit pour que les deux adversaires aient accepté de le signer. Mais cette même ambiguïté a conduit à la reprise des affrontements avant même que soit écoulé le délai de soixante jours pendant lequel les signataires s'étaient engagés à le rouvrir à la navigation. Depuis, l'Iran entend rendre permanent le contrôle qu'il exerce sur la navigation, quitte à reprendre les combats avec les États-Unis, ayant même refusé de partager avec le sultanat d'Oman le contrôle du transit maritime.

« L'enjeu principal demeure le contrôle du Détroit d'Ormuz », explique Mark Cancian, ancien officier des Marines, et analyste au CSIS. « Cette voie navigable est désormais fermée par les États-Unis et l'Iran qui s'en disputent le contrôle. Les conséquences immédiates sont d'entraver les exportations pétrolières en provenance du Golfe, mais à plus long terme, elle remet en cause le principe fondamental de la liberté de navigation, que le monde entier considérerait comme acquis. Si les Iraniens parviennent à faire admettre leur souveraineté sur ce détroit, cela risque de déboucher sur une remise en cause mondiale des règles maritimes, et entraîner potentiellement de nombreux conflits ». ■

Sébastien Ferreira

Mardi, la Fifa a révélé son projet d'accueillir des investisseurs privés. De nombreux acteurs y voient une mise en vente de la Coupe du monde. Depuis, le monde du ballon rond est sens dessus dessous, et la crispation, totale.

Il en faut plus. Encore plus. Toujours plus. Car plus, ce n'est pas assez pour Gianni Infantino. Le président de la Fifa a provoqué un séisme dans le monde du football cette semaine, neuf jours après la finale de la Coupe du monde 2026 remportée par l'Espagne contre l'Argentine (1-0 après prolongation) dans le New Jersey. En amont de celle-ci, lors d'un discours qui tressait les lauriers du tournoi qui s'achevait - et ignorait les nombreuses polémiques, notamment l'ingérence politique de son grand ami Donald Trump -, l'Italo-Suisse confiait son désir de «libérer le potentiel commercial de la Fifa». Nous y sommes.

Ce mardi 28 juillet, le Times a révélé «le plan de Gianni Infantino de vendre des parts du Mondial». Quelques heures plus tard, la Fifa publiait un communiqué. Elle y présentait son souhait de créer une société commerciale, Fifa Forward Enterprise (FFE), dont des «investisseurs de long terme pourront être actionnaires minoritaires» après avoir été «choisis soigneusement». Jusqu'à 20% des parts de la FFE seraient mises en vente, ce qui pourrait rapporter près de 4 milliards de dollars. Dans le détail, elle promet 20 millions de dollars immédiats pour chacune de ses 211 fédérations membres, 20 millions de plus sur le cycle 2027-2030 (alors que 8 millions étaient budgétés), 22 millions sur la période 2031-2034 et 24 millions pour 2035-2038.

Il n'en fallait pas plus pour susciter une levée de boucliers à travers le globe dans les 24 heures qui ont suivi. «Personne n'a le droit de vendre notre sport», s'est insurgé Sepp Blatter, prédécesseur d'Infantino à la tête de la fédération internationale (1998-2015). «Un projet qui soulève beaucoup d'interrogations», a jugé Philippe Diallo, président de la Fédération française de football, au micro de France Inter. Les réactions ne se sont pas limitées à l'univers du ballon rond. «Pas touche à notre sport», a prévenu le commissaire européen Glenn Kicillef. C'est «un projet qui pourrait profondément transformer l'équilibre de notre sport», a commenté la ministre des Sports française, Marina Ferreri. «Une proposition scandaleuse», a renchéri le nouveau premier ministre britannique, Andy Burnham.

Dans les couloirs des bureaux zurichois de la Fifa, c'est l'incompréhension. Dans son communiqué, elle rassurait : «La Fifa conserverait le contrôle exclusif de la FFE ainsi que l'autorité exclusive sur la gouvernance du football, les compétitions, le calendrier des matchs et toutes les décisions réglementaires et sportives.» Oui, mais voilà : plus grand monde ne fait confiance à Infantino pour respecter une certaine éthique. Le Mondial 2026 a grandement écorné son image sur cet aspect, avec en point d'orgue l'affaire Folarin Balogun, du nom de l'attaquant américain dont la suspension pour le 8^e de finale de Coupe du monde contre la Belgique, le 6 juillet, avait été annulée à la demande de Donald Trump.



Gianni Infantino, président de la Fifa, à son arrivée au stade de New York, le 19 juillet, avant la finale du Mondial 2026, Espagne-Argentine.

Ces cinq jours qui ont mis le feu à la planète football

Mais, si tant de nations sont en émoi cette semaine, c'est parce qu'elles n'ont pas été consultées en amont. «Nous avons découvert à travers un communiqué de presse un projet très important sur lequel nous n'avons aucun détail», s'est étonné Diallo. La Confédération de football d'Amérique du Nord, centrale et des Caraïbes (Concacaf) s'est dite «profondément préoccupée par l'absence de toute procédure réglementaire», et la Confédération asiatique (AFC) «déçue qu'une question d'une telle importance soit devenue publique avant que la famille de l'AFC n'ait eu la possibilité de l'examiner et d'en débattre par les canaux de gouvernance appropriés et établis».

Pourquoi un tel emballement?, a feint de s'interroger Infantino. «C'est une opportunité, mais pas une obligation. Cela marque le coup d'envoi du processus de consultation», a-t-il ajusté dans une réinterprétation de la démocratie. Le premier communiqué de la Fifa expliquait pourtant qu'elle attendait «un groupe d'investisseurs géographiquement diversifié» et que ce groupe sera mené par Thrive Eternal. Pourquoi cette société américaine? La réponse n'est pas donnée, mais on peut la deviner. Thrive Eternal a été fondée en avril dernier par Joshua Kushner, frère de Jared Kushner, qui est le gendre et le conseiller de... Donald Trump.

Dans le même temps, le Times a mis la main sur un courrier transmis par Infantino aux 211 fédérations membres de la Fifa. Il y était fait mention d'une date, le 19 septembre. Si une décision en faveur de l'ouverture à des investisseurs privés était prise avant, la Fifa et ses membres toucheraient 10 milliards de dollars, contre 2,7 milliards si elle est rejetée. «De la corruption pure et simple», ont vitupéré des sources sous couvert d'anonymat citées par le journal britannique.

L'opposition est réelle. Mais elle n'est pas unanime. La Confédération africaine de football (CAF) a appelé ses associations membres à «examiner» le projet de la Fifa. Elle ne dit pas qu'elle est pour, mais elle dit encore moins qu'elle est contre. Saïd Ali Saïd Athouman, président de la Fédération des Comores, a résumé la tendance sur le continent pour L'Équipe : «En ce moment, nous n'avons aucun sponsor. Nous avons Comores Telecom pour à peu près 100 000-150 000 euros l'an passé. Donc comment fait-on pour rivaliser avec le Maroc, l'Algérie, la Côte d'Ivoire? Les nations les plus riches peuvent former, avoir des infrastructures, des équipements et ce n'est pas un hasard ensuite si vous avez des résultats. Les pays européens dans leur majorité n'ont pas ces soucis.»

«Aucune sélection européenne ne participera à une compétition de la Fifa tant que ce projet restera d'actualité»

L'UEFA

Le dirigeant comorien le jure, ni lui ni aucune autre Fédération ne veut «perdre en autonomie», il s'inquiète de voir «un pays viré parce qu'il ne rapporte rien en termes de marketing». Mais il aimerait que sa fédération, comme tant d'autres, puisse payer ses salariés dans les temps. L'appât du gain fonctionne mieux dans les fédérations moins fortunées, Infantino le sait, il a bâti une grande partie de son pouvoir là-dessus. C'est ce qui lui garantissait déjà sa réélection en mars 2027 à la tête de la Fifa, pour un quatrième mandat, qui l'emmènera jusqu'en 2031. Personne n'oserait le défier seul. Alors la solution pourrait être collective, comme on en a eu un aperçu jeudi dans un nouveau coup de tonnerre.

Après une réunion d'urgence, l'UEFA et ses 55 fédérations membres ont annoncé, dans un communiqué puissant, rejeter «unaniment et sans équivoque la proposition de la Fifa», décrivant un projet «irresponsable et indéfendable», parlant d'un «échec cuisant de leadership». L'UEFA a surtout fait usage de son plus gros levier : la menace d'un boycott. «Aucune sélection européenne ne participera à une compétition de la Fifa tant que ce projet restera d'actualité, à moins qu'il ne soit abandonné dans son entièreté et que des garanties fermes soient fournies quant au fait que la Fifa n'ouvrira jamais sa gouvernance ou ses compétitions à des investisseurs privés.»

Dans ce ping-pong médiatique, la Fifa a de nouveau renvoyé la balle vendredi matin. «Personne n'est en train de vendre le football. C'est quelque chose que la Fifa n'envisagerait jamais», s'est-elle défendue. L'UEFA (55 membres), en rejetant ce plan, a marché dans les pas de la Concacaf (41 membres). Vendredi, l'AFC (47 membres, dont 46 affiliés à la Fifa) leur a apporté son soutien, même si elle n'a pas clairement exprimé un rejet. Il faut, en théorie, que 75% des 211 membres de la Fifa approuvent ce projet pour qu'il soit enclenché, même si Infantino a dit, dans son courrier aux fédérations, que 50% seraient suffisants.

L'Italo-Suisse pourrait-il se faire débordé et souffrir d'un premier camouflet de grande ampleur, lui qui dirige depuis dix ans la plus grande fédération sportive internationale au monde? Une mauvaise nouvelle s'est ajoutée vendredi en fin de matinée, avec la démission de Carlos Cordeiro. Cet ancien banquier américain, nommé conseiller principal d'Infantino en 2021, n'a pas participé à l'élaboration de cette vaste proposition «qui n'a guère de sens», et ne pouvait pas «rester les bras croisés» devant cette «mauvaise affaire pour le football».

L'ensemble des corps gouvernants du football se crispe. Infantino n'a pas attendu aujourd'hui pour se créer des ennemis. Aleksander Ceferin, président de l'UEFA, est en guerre larvée avec lui depuis au moins sept ans, la faute à des intérêts divergents. Le Slovène enrage à chaque bataille gagnée par le chef de la Fifa, comme la naissance du nouveau format de la Coupe du monde des clubs (première édition en 2025, la prochaine en 2029) qu'il rêve d'organiser tous les deux ans. Il imaginait la même chose il y a encore quelques années pour la Coupe du monde des nations, qu'il a élargi de 32 à 48 participants cette année, et peut-être bientôt 64. Des mesures qui n'ont fait qu'étendre le pouvoir de la Fifa au détriment du football européen.

Mercredi, l'Association européenne des clubs (EFC), présidée par le patron du PSG, Nasser al-Khelaïfi, avait aussi partagé sa «vive inquiétude». «En tant qu'institution représentant plus de 850 clubs - dont les clubs membres, leurs joueurs et leurs communautés jouent un rôle fondamental dans le football mondial, notamment dans les compétitions de la Fifa -, il serait tout à fait légitime que l'EFC soit pleinement consultée sur une proposition d'une telle ampleur», avait-elle déploré.

Les clubs détiennent peut-être, eux aussi, une clé dans ce dossier, de par leur influence sportive et financière. La CAF, de son côté, doit tenir la semaine prochaine une réunion qui permettra d'y voir plus clair quant au soutien (ou non) du continent africain. L'UEFA, par l'annonce de son boycott qui laisse imaginer des Coupes du monde (seniors et jeunes, masculines et féminines) sans la France, l'Allemagne, l'Espagne ou encore l'Angleterre, s'est chargée elle-même d'une lourde tâche : rester solidaire. Au moins jusqu'au 19 septembre. ■

FORTES CHALEURS

suivez l'évolution de la situation en direct avec

www.lachainemeteo.com

la chaîne météo

La meilleure info météo

DISPONIBLE SUR Google Play

Téléchargez dans l'App Store

Lucas Michel

Vainqueur du Tour féminin l'an passé, la championne olympique est, à 34 ans, l'une des favorites à sa succession alors que la Grande Boucle s'élance ce samedi de Lausanne.

En deux ans, Pauline Ferrand-Prévot est entrée à grands coups de pédales dans le cœur des Français. En deux étés, plus précisément, passés à promener sa fluette carcasse sur la route ou le petit écran de ses compatriotes, amateurs de la petite reine ou non. Deux étés à triompher sur les routes françaises, d'une démonstration à une autre, du VTT à la route, de l'or olympique au maillot jaune, « PFP » est devenue une compagne et un repère durant les vacances estivales des Français.

Après plus de onze mois passés dans l'ombre, la Rémoise de 34 ans va retrouver la célébrité, en qualité de principale tête d'affiche du Tour de France Femmes, dont le départ est donné ce samedi 1^{er} août à Lausanne, en Suisse. « Pauline remet son beau maillot jaune et elle sera l'une des grandes favorites au général », promet ainsi Marion Rousse, la directrice d'une épreuve passée dans une nouvelle dimension l'an passé.

Un an après son dimanche en or sur la colline d'Élancourt, dans une France encore sous le charme de la cérémonie d'ouverture des Jeux, deux jours plus tôt, l'ancienne spécialiste du VTT paraissait son chef-d'œuvre de transition sur route en survolant les deux dernières étapes du Tour de France Femmes. Pour le remporter, 36 ans après Jeannie Longo. Lors de sa dernière envolée, vers Châtel, un pic à 7,7 millions de téléspectateurs était enregistré sur France Télévisions, la deuxième audience cycliste de l'année après le feu d'artifice des garçons sur la butte Montmartre une semaine plus tôt. Un double triomphe.

« J'ai vraiment hâte de retrouver le public français, salive "PFP". L'an dernier, je ne m'attendais pas à un tel soutien, c'est quelque chose que j'ai vraiment envie de revivre. » Après deux jours entre Lausanne et Genève, avec un Grand Départ célébré le jour de la fête nationale suisse (1^{er} août), Ferrand-Prévot retrouvera son précieux public tricolore en début de semaine. Et vice versa. « Forcément, quand une Française gagne le Tour de France, ça crée de l'émulation. Il y a eu derrière un suivi aussi bien à la télé que sur le bord des routes, même dès le début de l'édition », se réjouit Franck Perque, le directeur course de l'épreuve. Ferrand-Prévot était déjà l'attraction de l'édition 2025, un an après le soula-



Tour de France : Pauline Ferrand-Prévot remet son maillot jaune en jeu

gement de sa consécration olympique, elle, la triple championne du monde de VTT qui réalisait le grand saut vers la route. L'objectif d'alors était de remporter la mise dans les trois ans. Mais la Champenoise n'avait pas le temps. Un triomphe dès sa première tentative, avec deux succès lors des deux dernières étapes donc, d'abord dans le mythique col de la Madeleine, puis vers Châtel. La marque des grandes. « Remporter l'or olympique en VTT, c'était vraiment l'objectif de ma carrière. Gagner le Tour, c'est plus un défi. Je voulais savoir si je pouvais le faire », avouait l'intéressée il y a un an après sa victoire.

Une femme de défis. Le prochain s'inscrit dans le prolongement naturel de ce succès. Avec moins de pression, cette fois. « L'emporter une nouvelle fois ne va pas changer ma vie, même si je suis hyper-motivée. Ça me permet d'être vraiment détendue », se ravit-elle en conférence de presse. Un état d'esprit léger. Pas forcément l'image véhiculée habituellement par l'ancienne gloutonne des sous-bois au guidon d'un VTT. Bien que son tatouage « Life is a joke » (« la vie est une blague »), réalisé après une opération de l'artère iliaque qui l'a longtemps freinée, cherche à attester le contraire.

« Je n'ai rien à perdre parce que j'ai déjà gagné, répète-t-elle avec le sens de la formule. Il n'y a pas de pression, c'est plutôt de l'excitation et de la curiosité de voir comment je vais me sentir et de me comparer aux autres. » Et la concurrence promet d'être rude, de la Néerlandaise Demi Vollering, vainqueur sortante du Giro, entourée de son armada française chez FDJ United-Suez, à la Polonaise Katarzyna Niewiadoma, les deux anciennes vainqueurs (2023 et 2024), qui prétendent, elles aussi, au titre de première cycliste à remporter deux fois le Tour Femmes, depuis sa résurrection, en 2022. Sans oublier la très

« L'emporter une nouvelle fois ne va pas changer ma vie, même si je suis hyper-motivée », déclare Pauline Ferrand-Prévot (ici, sur le Tour des Flandres, qu'elle a terminé, le 5 avril dernier, à la deuxième position).

JASPER JACOBS/BELGA VIA REUTERS CONNECT

prometteuse Espagnole Paula Blasi, victorieuse de la Vuelta début mai.

Autant de rivales comme de réelles menaces à « PFP ». D'autant plus que cette dernière n'a pas levé les bras depuis... la dernière étape du Tour l'an passé. Hormis des podiums sur le Tour des Flandres (2^e), puis Paris-Roubaix (3^e), où elle était au service de la doyenne Marianne Vos, la Rémoise a été très discrète. Y compris depuis la fin de la Vuelta, début mai. Un tableau de marche cependant identique à celui de l'an dernier.

« Je n'ai jamais vraiment eu en tête de gagner toutes les courses. Je sais qu'il me faut une préparation spécifique pour pouvoir l'emporter. J'ai simplement choisi mon combat. Et j'ai choisi le Tour »

Pauline Ferrand-Prévot

Vainqueur du Tour de France 2025

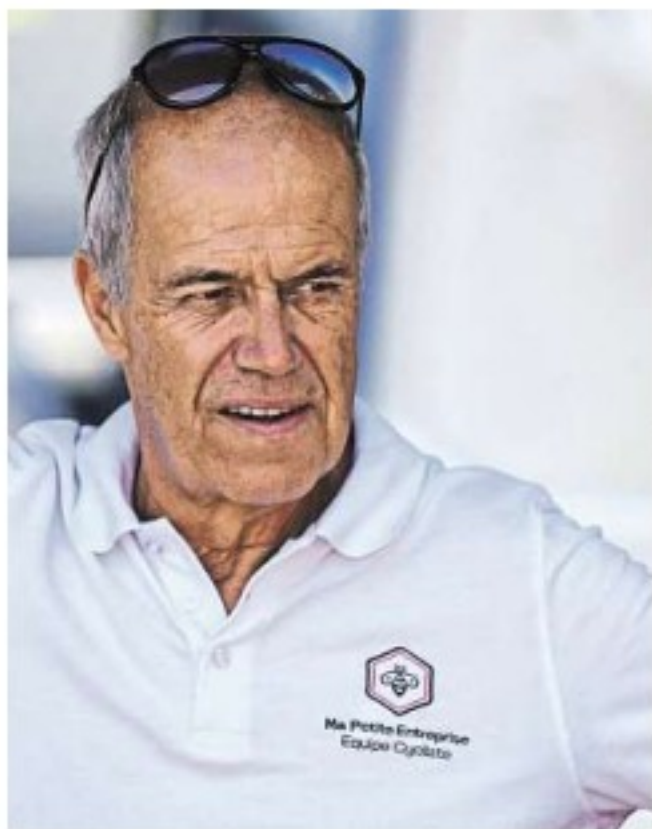
« Une fois arrivée dans sa préparation, Pauline se recentre vraiment sur elle-même, son entraîneur et son entourage proche », confie Paul Brousse, le sélectionneur de l'équipe de France féminine. Plus de son, plus d'image. Sa marque de fabrique. « Être dans sa bulle, c'est sa manière de fonctionner et on peut imaginer qu'elle sera prête le jour J, complète le coach des Bleues de la petite reine. Pauline a 34 ans maintenant, et elle sait que c'est cette méthode qui lui a permis d'être championne olympique à Paris, puis Maillot jaune sur le Tour. Elle s'était mise dans son cocon pour vraiment se centrer sur sa préparation, sa performance et ainsi arriver au maximum de son potentiel. »

Ce culte du secret de la préparation, monacale, cette stakhanoviste de l'entraînement l'a toujours défendu. « Mon objectif depuis le début (de l'année) était d'être à 100 % en août », rappelle celle qui s'est préparée à Tignes, où elle a notamment travaillé sur l'exercice du contre-la-montre, où elle s'attend à perdre un peu de temps (une 4^e étape longue de 21 km, mardi prochain, entre Gevrey-Chambertin et Dijon). « Je n'ai jamais vraiment eu en tête de gagner toutes les courses. Je sais qu'il me faut une préparation spécifique pour pouvoir l'emporter. J'ai simplement choisi mon combat. Et j'ai choisi le Tour. » Là où la légende s'écrit et s'imprime plus qu'ailleurs. Avec un nouveau jour de gloire espéré pour la Française sur les pentes du mont Ventoux, vendredi prochain, lors d'une étape qui s'annonce aussi titanessque que décisive. ■

L'emblématique manager Vincent Lavenu passe au peloton féminin

Deux ans après sa dernière apparition sur la route du Tour, où il a longtemps régné en patron respecté de l'équipe historiquement adossée AG2R La Mondiale – la plus ancienne du peloton français –, Vincent Lavenu va faire son grand retour sur le Tour de France. Mais cette fois, exit les trois semaines de stress pour une victoire d'étape ou une place au général. L'emblématique dirigeant haut-alpin va plonger dans l'univers du Tour de France Femmes avec Zwift, qui s'élance de Lausanne ce samedi, à la tête de la jeune formation Ma Petite Entreprise, une équipe entièrement financée par des PME et TPE et invitée par les organisateurs sur cette édition.

Avec la même pression avant le grand départ? « Non, je ne suis plus vraiment nerveux, sourit l'intéressé. Je délègue beaucoup, je ne mets pas autant d'implication que j'en avais quand j'étais patron d'équipe et que je travaillais quinze heures par jour. » Arrivé en tant qu'ambassadeur du projet début 2025, quelques semaines après avoir été licencié par Decathlon CMA CGM – qu'il avait créée au début des années 1990 et, désormais, équipe de Paul Seixas –, Vincent Lavenu en est devenu le



Avec Ma Petite Entreprise, Vincent Lavenu ambitionne de participer aux Tours de France masculin et féminin à l'horizon 2030.

manager... bénévole pour cette première année dans le peloton.

« Aujourd'hui, je rends au cyclisme ce qu'il m'a donné pendant trente ans, avance le dirigeant. J'ai mérité ce que j'ai gagné à la sueur de mon front, mais j'ai

aussi eu la chance de côtoyer des partenaires comme AG2R La Mondiale qui m'ont été fidèles. Le cyclisme m'a apporté beaucoup de choses. Aujourd'hui, l'état des finances ne me permet pas d'être salarié, donc je donne de mon temps bénévolement. La priorité, ce n'est pas que Vincent Lavenu tire profit de ça. »

Un cyclisme à taille humaine

Le budget de l'équipe, « en bas sur l'échelle face à certains budgets assez importants » – de l'ordre de 1 million d'euros –, ne permet pas d'envisager la folie des grandeurs, mais plutôt d'être malin. Le retour aux prémices, à un cyclisme artisanal, à taille humaine. Comme au début des années 1990 quand l'ancien coureur (un Tour de France bouclé en 1989, trois victoires sur route) s'associait à un charcutier du Jura et à un parfumeur pour lancer l'équipe Chazal-Vanille et Mûre en 1992, au moment « où personne n'y croyait ». Reprise trois ans plus tard par le groupe Casino, avec déjà une ouverture à des petits investisseurs extérieurs, « du crowdfunding avant l'heure », la formation chambérienne entrera par la suite dans une nouvelle dimension avec l'arrivée d'AG2R La Mondiale.

Le projet Ma Petite Entreprise reprend ainsi ces codes participatifs pour former « l'équipe cycliste des entrepreneurs français » avec un investissement entre 750 euros et 15 000 euros par an pour les TPE et PME, en échange de diverses prestations, jusqu'à voir le nom de l'entreprise sur le bas du maillot. 517 partenaires, qui peuvent également être de simples supporters (120 ou 360 euros à l'année), ont déjà rejoint l'aventure et permettent à l'équipe de voir plus loin, avec l'ambition de monter une déclinaison masculine dès l'an prochain, avant de participer aux deux Tours de France, masculin et féminin, à l'horizon 2030.

Mais pour l'heure, c'est bien la première participation au Tour Femmes qui occupe tous les esprits. Bénévole comme les deux fondateurs, Michaël Amand et Émeric Ducruet, deux passionnés de cyclisme originaires de la même région, Vincent Lavenu apporte son expertise avant tout pour pérenniser le projet. « Je fais bénéficier à l'entreprise de mon réseau pour que ça avance et qu'on se structure, promet l'historique patron d'équipe. J'apporte aussi mon expérience sur le niveau sportif, même si je fais beaucoup confiance aux techniciens. »

Embauchés pour mener à bien la direction sportive, Damien Baucheron et Gaël Le Bellec, expérimentés dans le cyclisme féminin, conservent les prérogatives sur la course. « Ils font un formidable travail avec un bon mélange d'expérience, d'enthousiasme, de professionnalisme. J'essaie de les accompagner, mais je ne suis pas impliqué comme je l'étais : à 200 %, remarque en vieux sage celui qui a fêté ses 70 ans. Je fais le mieux possible avec mon temps, avec mon cœur, avec mon enthousiasme, avec mon envie, mais je laisse beaucoup la direction sportive. »

Et les résultats commencent à payer pour cette équipe, limitée pour l'heure à dix coureuses, avec deux bouquets déjà cette année. Le principal pour Célia Le Moël, vainqueur surprise du chrono national à la Tour-du-Pin en juin, avant le titre de Nina Lavenu, la fille de Vincent, le lendemain chez les amateurs. « Des émotions extrêmement fortes en deux jours, revisite le passionné. D'abord Célia qui l'emporte devant les meilleures Françaises, avant Nina qui remporte la course en ligne... C'est riche en émotions quand c'est la chair de votre chair qui gagne. » Il va en connaître de nouvelles durant toute la semaine. ■

L.M.

Thierry Hillériteau

Le Festival de Prades célèbre le maître catalan avec la crème des violoncellistes. Tous lui reconnaissent un statut unique dans l'histoire de la musique.

Pablo Ferrandez l'avoue volontiers : « s'il n'y avait pas eu Pablo Casals, je n'aurais jamais été violoncelliste. » À 36 ans, celui que d'aucuns n'hésitent pas à décrire comme le possible héritier spirituel du célèbre musicien n'a jamais connu son aîné, disparu en 1973. Mais l'ombre du Catalan plane sur sa vie depuis sa petite enfance. « Avant ma naissance, mon père était tombé fou amoureux de sa sonorité en écoutant l'un de ses enregistrements, raconte-t-il. Du jour au lendemain, il a plaqué ses études de sciences pour s'acheter un violoncelle et devenir musicien... Et, lorsque je suis né, c'est en songeant à Pau Casals que lui et ma mère ont décidé de m'appeler Pablo... »

Un héritage lourd à porter si le jeune homme n'avait fini, sans le vouloir, par être rattrapé par l'ombre du maître. En 2012, le tout jeune diplômé de l'école Reine Sofia de Madrid, membre du trio Flamel (qu'il partage avec deux Français, le pianiste David Kadouch et la violoniste Carole Petitdemange, rappelant la composition du célèbre trio Cortot-Thibaud-Casals), se voit sélectionné par la Fondation Pau Casals pour recevoir une bourse. « Cela m'a permis de poursuivre ma formation en Allemagne, à la Kronberg Academy. Mais aussi et surtout de rencontrer Marta Casals, son ancienne épouse, qui n'est autre que la vice-présidente de la fondation. Nous avons pu échanger. Rencontrer celle qui a partagé les quinze dernières années de sa vie et qui a accompagné bon nombre de ses projets (dont le Festival Pablo Casals, à Prades, qu'elle avait repris après sa mort, NDRLR), fut pour moi un tournant décisif », se souvient-il encore avec émotion.

D'autant que l'histoire ne s'arrête pas là. En 2013, le violoncelliste, alors âgé de 22 ans, devient le tout premier musicien espagnol à se voir prêter un Stradivarius par la puissante Nippon Music Foundation... Où Marta Casals siège dans le jury. L'instrument en question n'est autre que le « Lord Aylesford » ayant



Lisa Strauss, grande admiratrice de Casals, se produira au Festival Pablo Casals de Prades, le vendredi 7 juillet.

Cent cinquante ans après sa naissance, que reste-t-il de l'héritage de Pablo Casals ?

appartenu à Janos Starker. Or le géant américain, disparu précisément en 2013, était considéré comme le plus proche héritier, dans l'esprit, de Pablo Casals. Que ce soit pour son amour des Suites de Bach ou ce mélange de rigueur formelle et de feu intérieur qui caractérisait son jeu.

« Cette double dimension était la signature de Casals, estime Ferrandez. Il a révolutionné l'approche de l'instrument

en montrant, à une époque où la virtuosité était particulièrement prisée, que la technique à tout prix n'était pas la seule voie possible. Qu'on pouvait trouver, dans la rigueur et l'humilité, une voix intérieure d'une grande intensité. Capable de toucher directement les gens. »

Un point de vue partagé par Lisa Strauss. À 27 ans, celle qui se produira le vendredi 7 juillet, tout comme Pablo Ferrandez, au Festival Pablo Casals de

Prades, l'assure : « Derrière ce côté humble et terrien de son jeu, qui fait songer à la culture catalane dont il est issu, se ressent une liberté de ton, d'imagination et de phrasé qu'on ne trouve nulle part ailleurs à son époque. » Elle aussi a été bercée par ses enregistrements. « Mon père, qui fut mon premier professeur (et pendant près de quarante ans le titulaire de la classe de violoncelle au CNSM de Paris), était très admiratif de

Casals. On avait tous ses disques, et j'ai toujours été touchée par son jeu bouleversant d'hométété, qui ne cherchait pas la perfection de la note mais sa vérité. »

Si les jeunes générations semblent toujours aussi admiratives du jeu du maître catalan, doit-on parler d'« école Pablo Casals » ? « Je ne le crois pas, tranche la jeune interprète. Autant il y a une école française du violoncelle fortement incarnée par un Maurice Gendron ou un André Navarra, qui ont sans conteste fait des émules, autant Casals restera Casals. » « Il est comme un ovni dans l'histoire de la musique. Il est apparu de nulle part et reste comme un personnage unique et difficilement imitable », renchérit Pablo Ferrandez... Qui estime que si l'on voit émerger aujourd'hui une école espagnole du violoncelle, celle-ci reste très récente et doit probablement plus à l'héritage universel d'un Rostropovitch qu'à celui d'un Casals.

« Derrière ce côté humble et terrien de son jeu, se ressent une liberté de ton, d'imagination et de phrasé qu'on ne trouve nulle part ailleurs à son époque »

Lisa Strauss
Violoncelliste

Ce que confirme Sol Gabetta. De dix ans son aînée, celle qui se produira cette année en clôture du festival s'est beaucoup intéressée à la figure de Casals, pour avoir joué sur deux instruments que le maître a côtoyés de près : le Stradivarius ayant appartenu à Guilhermina Suggia, première compagne de Casals dans ses années parisiennes. Et un Matteo Goffriller de 1730 joué par l'un de ses assistants.

Elle le reconnaît : « Il n'y a pas avec Casals une filiation directe comme avec les élèves de Rostropovitch. Il n'a pas non plus dédié une grande partie de sa vie à l'enseignement ni à la création d'un nouveau répertoire. » Mais, pour elle, son héritage transcende la simple notion d'école ou de technique de jeu. « Son côté sans compromis, tant dans son jeu que dans son engagement politique, avec sa prise de position contre le régime de Franco, a sans doute ouvert la voie à un Menuhin ou à un Rostropovitch. Sans oublier son travail pionnier de redécouverte autour des Suites de Bach... Il n'a peut-être pas créé autant que Rostropovitch, mais il nous a quand même légué la bible du violoncelle », conclut-elle dans un sourire. ■

Festival Pablo Casals de Prades, jusqu'au 8 août. Concerts de Pablo Ferrandez le 5, Lisa Strauss le 7 et Sol Gabetta le 8.

Le bras de fer entre Trump et la Smithsonian Institution se tend

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

Un nouveau décret présidentiel ordonne à l'organisation d'installer des panneaux mettant en garde le public contre des expositions qui ne raconteraient pas l'histoire de l'Amérique avec « honnêteté et gratitude ».

Le long du National Mall, la longue esplanade du centre de Washington, se situe l'un des champs de bataille des guerres culturelles qui déchirent l'Amérique. Les musées du Smithsonian y sont l'objet d'un nouveau décret présidentiel de Donald Trump.

Intitulé « Restaurer la confiance dans l'Institution Smithsonian », le texte ordonne que des panneaux temporaires soient installés devant les entrées pour mettre en garde le public contre des expositions qui ne raconteraient pas l'histoire de l'Amérique avec « honnêteté et gratitude ». « Ces panneaux doivent informer les visiteurs que les expositions du musée doivent être réaménagées et les orienter vers des lieux et des ressources leur permettant d'obtenir des informations exactes sur l'histoire des États-Unis », dit le décret.

Le premier visé est le Musée de l'histoire américaine. Ce vaste édifice de marbre abrite des expositions permanentes et temporaires consacrées à l'histoire et à la culture américaine. Les collections sont éclectiques et comprennent des objets aussi variés que la première ampoule à filament de Thomas Edison, le haut-de-forme d'Abraham Lincoln, le drapeau étoilé déchiqueté par la mitraille qui flottait sur le fort McHenry, à Baltimore, en

1814, et qui inspira l'hymne national américain, ou encore les chaussures portées par Judy Garland dans *Le Magicien d'Oz*.

La culture populaire voisine aussi avec des objets plus politiques, comme le sac à dos et les affaires de toilettes d'un migrant clandestin retrouvés dans le désert de l'Arizona. Ou la canne de Toussaint Louverture, le héros de l'Indépendance haïtienne, dont un texte salue le rôle dans la révolte des esclaves dans cette ancienne colonie française. Mais ce sont surtout les absences que déplore le rapport commandé au début de l'année par la Maison-Blanche. Ce document de 160 pages, publié le 4 juillet, intitulé « Sauver l'histoire des États-Unis », annonce sa conclusion dès son sous-titre : « Comment la mainmise idéologique sur le Musée de l'histoire américaine de l'Institution Smithsonian efface notre patrimoine. »

Il souligne l'absence d'exposition consacrée à la Déclaration d'Indépendance, dont les États-Unis célèbrent cette année le 250^e anniversaire, ou aux fondateurs de la République américaine. « Les Pères fondateurs sont minimisés, voire totalement exclus, estime le rapport. Les récits patriotiques traditionnels sont traités avec suspicion, voire avec un mépris pur et

simple, et les symboles et les récits fondamentaux qui ont autrefois contribué à unir les Américains sont présentés non pas comme des sources de gratitude et d'inspiration, mais comme des éléments qui doivent être intrinsèquement remis en question, démantelés, « problématisés » et réinterprétés pour servir des fins idéologiques. »

« L'histoire en tant que pratique est pour moi un outil de premier ordre au service de la justice sociale »

Anthea Hartig Directrice du Musée de l'histoire américaine

La directrice du musée, Anthea Hartig, est accusée de traiter l'histoire américaine comme un « instrument politique visant à diviser, à démoraliser et à décourager nos concitoyens ». La semaine dernière, elle a été auditionnée par le Congrès. Les républicains lui ont demandé si « elle aimait l'Amérique ». Les démocrates ont dénoncé une « chasse aux sorcières ». Comme dans les autres batailles de cette guerre mémorielle, engagée par Donald Trump depuis son retour au pouvoir, en 2025, cette contre-révolution se

base sur une réalité. L'historiographie progressiste qui domine ces dernières décennies le monde culturel américain, et la fièvre woke qui s'est emparée des universités, a aussi atteint les musées, en particulier ceux consacrés à l'histoire américaine. L'un des premiers à avoir fait l'objet de cette révolution culturelle avait été le Musée de l'Indien américain, appartenant lui aussi à l'Institution Smithsonian.

Inauguré en 2004, le musée avait cessé d'exposer ses extraordinaires collections d'objets ayant appartenu aux nations indiennes, sous prétexte de ne pas les « objectiver », avant de les disperser en les « restituant » à leurs descendants pour ne pas perpétuer « la domination blanche ». Vidé de sa substance, l'édifice n'abrite plus que des « narratifs contemporains » aux contenus assez pauvres et dépourvus de tout sens. Au bout du Mall, le Musée afro-américain, inauguré en 2016 à la fin du mandat d'Obama, a aussi été conçu autour d'une historiographie militante, présentant l'esclavage comme l'élément fondateur de l'histoire américaine.

Nommée en 2019 à la tête du Musée de l'histoire américaine, Anthea Hartig a elle aussi introduit cette lecture progressiste de l'histoire (en ne manquant pas d'ajouter à sa biographie les néopronoms elle, la, iels). Au plus fort de la

vague woke, elle avait adopté en 2021 un « plan d'interprétation » destiné à « poser des questions qui abordent les enjeux fondamentaux de notre époque ». Concevant l'histoire des États-Unis comme une succession de mouvements sociaux, le musée a délibérément laissé de côté les récits traditionnels et chronologiques. Dans une présentation intitulée « Remettre en question le paysage narratif du passé pour créer un avenir plus juste au Smithsonian », la directrice avait expliqué son intention de « démanteler » le « carcan narratif dont beaucoup d'entre nous ont hérité ». « L'histoire en tant que pratique est pour moi un outil de premier ordre au service de la justice sociale », avait-elle déclaré en 2024. Les salles du Musée de l'histoire américaine rappellent que les profondes divisions politiques ne sont pas apparues avec la vague woke ni avec Donald Trump.

Dans l'exposition consacrée à la démocratie américaine figure une casquette rouge Maga dans une vitrine consacrée aux campagnes électorales. Et le musée a l'an dernier réécrit le panneau consacré aux deux destitutions de Donald Trump, enlevant toute référence à son discours du 6 janvier 2021 « encourageant » l'émeute contre le Capitole, précisant qu'il avait été acquitté par le Sénat. ■

LA SÉRIE

Ils fuient les projecteurs, cultivent le secret et ont bâti leur légende. Et si les créateurs les plus insaisissables se racontaient mieux à travers la fiction ?

Collage *Le Figaro* avec, au centre, une broche Tulipe exposée au Met en 2013, des boucles d'oreilles vendues chez Christie's en 2025 et la manchette Camélia du Musée des arts déco, sur fond d'une scène du film *Gatsby le Magnifique* (1974) avec Robert Redford et Mia Farrow.



ILLUSTRATION CHARLOTTE PAROELLE POUR LE FIGARO. PHOTOS : JAR / BRIDGEMAN

Jar le Magnifique

« **M**erci de votre appel mais cela ne l'intéressera pas. » Telle est la réponse que s'est vue donner au téléphone une consœur du *Figaro* il y a une dizaine d'années tentant de décrocher le Graal : un entretien avec le joaillier le plus mystérieux et le plus fascinant de la place Vendôme, Joël Arthur Rosenthal, dit « Jar ». La personne au bout du fil se présente comme son secrétaire. La journaliste est convaincue qu'il s'agit de Jar lui-même, tentant une fois de plus d'éloigner les importuns.

Quelques années auparavant, une autre spécialiste joaillerie du *Figaro* avait réussi à l'interviewer, à l'occasion d'une exposition à Londres qui a marqué les annales. L'interrogeant sur les dizaines de bijoux rassemblés, le créateur lui répond : « *Je ne peux rien en dire, regardez-les, c'est tout...* » Quelques lignes avant cette réplique cinglante, l'homme explique ne pas « *souhaiter parler ou exister sur le papier* ». Il dit admirer Thomas Mann qui a écrit « *Fais ce que tu aimes et tais-toi* », mais ajoute : « *Et puis un jour, lorsque j'étais très jeune, j'ai lu une interview de lui dans un journal américain et j'ai été très choqué de le voir parler de son travail.* »

Cette déception l'a-t-elle marqué à vie contre la presse ? Si lui dédaigne disserter sur son parcours et ses créations, en revanche, les passionnés de joaillerie n'aiment rien tant de rapporter les multiples histoires qui circulent autour de cet autodidacte devenu « *le meilleur joaillier du monde* », « *l'alchimiste du bijou* », « *le "Fabergé" du XXI^e siècle* », « *le "Matisse" de la joaillerie* » et même « *le "Garbo" joaillier* ». À l'instar de l'entourage de *Gatsby* qui spéculait sur sa vie et sur l'origine de sa fortune, le monde de la haute joaillerie bruisse de légendes, renforçant son aura par le simple pouvoir du silence.

Commençons donc par les faits officiels et avérés. Comme le héros de Fitzgerald, Joël Arthur Rosenthal vient d'un milieu plutôt modeste. Il est né aux États-Unis, dans le Bronx, d'un père postier et d'une mère professeur de biologie. Il aime lire, aller au musée avec ses parents. Après ses études à Harvard en histoire de l'art, il s'envole vers Rome et s'installe finalement à Paris en 1966, à 23 ans. Là, il rencontre Pierre Jeannet, un étudiant suisse en psychiatrie qui est toujours aujourd'hui son partenaire dans les affaires comme dans l'intimité.

Quelques années plus tard, ensemble, ils ouvrent une boutique de broderie, « *de petits points* », rue de l'Université. Les esthètes se pressent pour acheter ses laines aux mille couleurs. L'aventure dure à peine un an. Le cou-

Élodie Baërd

Inconnu du grand public mais adulé par les milliardaires, celui qui a donné ses initiales à sa marque s'est installé en 1978 place Vendôme. Depuis, il fait se pâmer la haute société, à l'image du *Gatsby* de Fitzgerald.

ple s'intéresse aux bijoux, court les antiquaires, les maisons de vente aux enchères. Rosenthal parvient à se faire embaucher chez Bulgari, à New York, où il s'essaie à la vente et à la création pendant quelques mois.

Quand le duo revient à Paris, il fonde en 1978 une marque de bijoux ultra-précieux baptisée « Jar », aux initiales du créateur (Pierre Jeannet, lui, gère les affaires quotidiennes). Ils trouvent une boutique dans un passage entre la place Vendôme et la rue Saint-Honoré, où ils travaillent toujours près de cinq décennies plus tard.

« *Je les ai rencontrés tous les deux au début des années 1970 à Genève, se souvient François Curiel, chairman de Christie's Europe, la seule personne à avoir accepté de nous parler ouvertement. Ils voulaient venir à une vente que j'organisais chez Christie's. Ils pensaient qu'il fallait acheter sa place pour y assister ! Je leur ai expliqué le fonc-*

tionnement, eux m'ont raconté leur passion pour les bijoux, notamment les diamants de Golconde et les perles naturelles. Ils étaient timides, attentifs. Le soir, on dînait ensemble et on est restés amis toutes ces années. »

Contrairement aux personnages oisifs de Fitzgerald, Jar a une imagination et une créativité débordantes, doublées d'un instinct hors pair, autant de qualités qui l'ont hissé au sommet de son art. Avec une petite production d'une centaine de bijoux par an, il impose son style et son élitisme. Il mise tout sur les pierres, avec des pavages très serrés, très généreux, qui font disparaître le métal, mais aussi des gemmes centrales très grosses ou aux couleurs particulières, qui attirent le regard.

Côté design, il imagine des fleurs d'un réalisme renversant, des drapés d'une souplesse jamais vue, des animaux inexistant dans le bestiaire joaillier (comme l'éléphant ou le zèbre), des boucles d'oreilles asymétriques... Des pièces uniques dont il suit la fabrication dans des ateliers parisiens de façon quasi maniaque, et que les connaisseurs identifient au premier coup d'œil.

« *Ses clients forment un club international, anonyme, de passionnés, qui se reconnaissent entre eux, dit François Curiel. Mais le plus fascinant est qu'il a fédéré autour de lui, sans aucune stratégie de développement ou de marketing, avec une seule et unique boutique parisienne, la même depuis cinquante ans, sans bijoux en vitrine, fermée les deux mois d'été, à Pâques, à Noël, jamais ouverte le samedi et le dimanche, ce qui défie les lois du commerce ! Sans compter qu'il n'a jamais fait une publicité de sa vie dans un magazine, n'accepte pas de prêter des pièces pour des shootings ou pour des célébrités sur tapis rouge.* »

La face sombre du personnage est entretenue par les rumeurs. La plus persistante concerne sa relation avec ses clients, qu'il choisit (et non l'inverse) et qu'il peut parfois malmenier. Les nouveaux venus ne sont acceptés que par cooptation, et doivent présenter un pedigree impeccable (social, bancaire, familial, industriel...). Il n'hésite pas à dire à une femme qu'une couleur, un collier, un parfum, une tenue ne lui va pas, même s'il s'agit de Madonna ou d'Elizabeth Taylor. Il peut renvoyer une autre qui essaierait de négocier un « prix d'ami » (« *Je ne comprends pas ce concept, nous ne vendons pas à nos ennemis* »), pratique des tarifs exorbitants avec les uns et sympathiques avec les autres, sort selon les cas un large choix ou seulement une ou deux pièces.

Dans une des rares interviews accordées dans sa vie, en 2013 au *Harper's*

Je ne suis pas un monstre, mais je sais précisément ce que j'aime et ce que je n'aime pas. Il m'arrive de dire franchement ce que je pense, mais je suis aussi très timide »

Joël Arthur Rosenthal
Dans « *Harper's Bazaar* » en 2013

Bazaar, il assume complètement. « *Je ne suis pas un monstre, mais je sais précisément ce que j'aime et ce que je n'aime pas, ce que je veux et ce que je ne veux pas. Il m'arrive de dire franchement ce que je pense, mais je suis aussi très timide (...). Cela dit, c'est très pratique d'être considéré comme un monstre, car les gens vous laissent tranquille ; on gagne ainsi un temps précieux.* »

Son assurance s'est encore accrue ces dernières années avec sa cote qui n'a cessé de grimper aux enchères. Il est le seul joaillier (peut-être avec Belperron, mais qui ne produit plus) dont les prix atteignent sous le marteau des sommets dix fois supérieurs à ceux du neuf. « *Ses clients peuvent attendre longtemps, payer cher, et parfois se faire maltraiter, ils s'en moquent, ils ne perdront jamais d'argent avec un bijou Jar et entrent du même coup dans un cénacle ultra-fermé* », décrypte un expert.

Joël Arthur Rosenthal a construit sa réputation et la fascination qu'il exerce grâce à trois expositions qui furent aussi importantes dans son parcours que les fêtes somptueuses organisées par Jay Gatsby où se presse la haute société new-yorkaise. Ce sont aussi les seuls moments dans sa carrière où il est un peu sorti de sa réserve.

La première s'est tenue à New York en 1987, puis a été reprise à Londres en 2002, à la Somerset House. Ces deux expositions ont marqué l'histoire de la joaillerie, et les esprits, non seulement car jamais personne n'avait vu autant de trésors signés Jar en même temps, mais surtout parce qu'une scénographie inédite avait été imaginée : les salles étaient plongées dans le noir et les visiteurs évoluaient minilampe torche à la main. « *Même les gens les plus avertis n'avaient jamais vu ça* », se souvient Curiel. La légende raconte que le joaillier et son partenaire étaient tapés dans l'ombre pour observer les réactions. Comment ne pas penser à *Gatsby*, toujours à la fois présent et absent avec ses invités ?

Il y a aussi celle qui lui a été consacrée au Metropolitan Museum de New York en 2014. Avec presque 400 pièces empruntées à d'illustres propriétaires, il est le « *premier artiste joaillier contemporain* » (dixit le catalogue) honoré de son vivant par une rétrospective dans ce musée où il allait enfant.

À Paris, le Musée des Arts déco rêve de lui dédier une exposition depuis des années, alors qu'une de ses manchettes exceptionnelles, en argent blanchi et rubis, figure depuis plusieurs années en vitrine de la galerie des bijoux. Selon nos informations, l'idée était sur le point d'aboutir dernièrement, mais le maître s'est ravisé, à nouveau. Du côté du MAD, les équipes gardent espoir que cela se fasse un jour. Mais si c'est le cas, ce sera au bon vouloir de Jar. ■

JEU DE ROIS

EMBRAS-SADE OFFICIELLE

DUPONT OU DUPOND

BLEU DES COCKTAILS

DON DU CIEL OU D'AILLEURS

IL DONNE DU LOLO

BRILLANTE

PAYSAGE À LA NOR-VEGIE

INDICATEUR DE NIVEAU

REMI-LITARISER

EAU QUI NE DORT PAS

ESPACE DE TEMPS

FAIRE SOUFFRIR DE FAIM

FARCI

SES FEUILLES SE MÂCHENT

PAIR IMMORTEL

QUI EST À POIGNÉE

DOMMAGE

CERCLE D'ADMIRA-TEURS

JOLI SPECTACLE

SAUCISSE À CUIRE

TRAFFIC D'OBJETS SACRÉS

GONFLE DE VARS, DANS LES ALPES

IL EN SORTAIT DES HUILES

ECHAPPE AU DUBITATIF

IL RAMPE

ACCUEILLIR AVEC FAVEUR

RATTRAPE

ABIMÉE, GÂTÉE

ÉLEVATEUR À BATEAUX

SIEGE DE BUREAUX

BOÎTE À OUVRAGE

PAS MAL ADROITS

CRATÈRE JAPONAIS

IL AP-PARTIENT À L'HISTOIRE RUSSE

BRUIANT À LA CHAIR DÉLICATE

POT DE L'AMITIÉ

ANIMAUX FOUS-SEURS

PÉPIN AMANDE

DRESSÉS

CHANGER D'AVIS

IL DESSERT LA BANLIEUE

ADO AMÉRICAIN

GAZ COM-PRESSIBLE

MONSIEUR TRUC

ENZYMES

PLUTÔT DODUES

FAMILLE XXL

RAMASSÉE AU CHANTIER

IL EST NUMERO UN

CITÉ DES EUDOIS

POUSSE UN CRI BESTIAL

EXCEPTION

GRAND HUMORISTE

IL EST NUMERO UN

CITÉ DES EUDOIS

PREQU'IL NORMANDE

FOUGUEUX

SYMBOLE DE L'ARGON

PRIVA-TISATIONS

VIEUX RA-COLEURS

CONTRAT DE LOCATION

ARTICLE PLURIEL

HABITANT DE VENISE

L'ALU-MINIUM

TUBERCULE RICHE EN AMIDON

CE QU'IN-A PAS D'EXIS-TENCE

PILE SUR LE SOL

NE PAS CON-SERVER

BAS D'UN REGISTRE

BOU-LEVERSA

PRÉCISE L'EPOQUE

PINGRE

CRANTIVE

AUSSI FAMILIER

IL EST À DROITE SUR LA CARTE

IL EST SYNONYME DE VACANCES

DEMEURER INEBRAN-LABLE(S)

LASSA

INSTALLA

IL VAUT UNE REGLE

IL SUIF SA VOIE

MORCEAU DE PARQUET

NOBLES DAMES

ACCUMULÉ, AMASSE

DIT DES CRAQUES

POURRIES

MESON INSTABLE

PASSANT AU TAMIS

TYPE D'EN-TREPRISE

MINI-BOLIDE

ADEPTE D'UN CULTE ANTIQUE

LE CÉRIUM

DÉPITE

IL SE PERD À GRA-VELINES

AIRS QUI FATIGUENT

COUP AU GOLF

BIEN SÛR QUE OUI

JET DE FLECHE

DUR RÉVE LES YEUX OUVERTS

BONJOUR À CESAR

PRÉNOM FÉMININ

VU SUR LA BOBINE

ACRONYME ÉNERGE-TIQUE

STELLAIRE

GAZ LOURD

ABEILLE OU BOURDON

SOUTIEN DE L'ETAGERE

MILIEU DE GAMME

AJUSTE À SES BESOINS

CHANTEUR ANCIEN

TEL UN TEINT VERMEIL

PASSÉE SOUS SILENCE

ENFANT TAQUIN

VERS MELUN

SPIRALE DE NUAGES

SAVATES

VEUVE À BOMBAY

FINAUDE

COR

PRÈS DE WINDSOR

DÉCOR D'ORFÈVRE

CANAPÉ À DOSSIER ARRONDI

MARIE

PLANÈTE NAIN

PUISSANT DÉCAPANT

CROCHET À VIANDE

ON EN TIRE DE L'HUILE

CONNU

À LE MONNAIE DIVISION-NAIRE DANOISE

BAIER ROUGE DU HOUX

NIASES

TRAVERSÉE PAR UNE BRISE

MÛRIS PAR L'ÉTÉ

PATRON MINIATURE

A DU MAL À SORTIR LE PORTE-FEUILLE

QUI EST EN HARMONIE

NON EVASÉE

MESURE ANGULAIRE

DIRECTION SUR LA BOUSSOLE

SOMME DE RECUPÉRATION

PRÊTE POUR LE CLAFOUTIS

CE QUE L'IF EST TOUJOURS

NOUVEAU

LE FIGARO LITTÉRAIRE

Les mystères de l'orthographe, conquérir sans faille, la magie des expressions, les caprices de la grammaire...

LE GRAND QUIZ DE LA LANGUE FRANÇAISE

1000 QUESTIONS POUR JOUER CET ÉTÉ

LE FIGARO LITTÉRAIRE

PRÉSENTE

LE GRAND DÉFI LANCÉ À LA LANGUE FRANÇAISE !

ACTUELLEMENT EN VENTE

8€ 50

CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET SUR WWW.FIGAROSTORE.FR

SUDOKU

RCT Jeux

En partant des chiffres déjà placés, remplissez les grilles de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne, et chaque carré de 3 x 3 contienne une seule et unique fois tous les chiffres de 1 à 9.

GRILLE 5522

FACILE

1			9	4		3		
3	5	8	2					
2					1	8	6	
4		3		1	5	6		
		1		8		4		
		7	3	2		5		8
6	4	9						1
					7	2	6	3
		2		5	6			9

GRILLE 5523

DIFFICILE

		1	6					
	6	9	3			5		
						4		
2		7						
4				1				9
						3		6
	9							
		3			7	4	2	
					4	7		

GRILLE 5524

DIABOLIQUE

	7						6	
6	9						8	2
			8		3			
5								7
			2		6			
7			1		9			8
		4		8		2		
				9				
	3	2				1	5	

CHAUSSETTE OU JACQUARD DÉGOUTÉE

ROIDE JARRY

DIVISÉE

ON Y TAILLE DES BAVETTES

FRUIT D'UN PALMIER INSTAURÉ

DÉSERTS DE SABLE

PECARIEN AMÉRIQUE

CARRÉS DE SOL

MOT DE CHENAPAN

MAMMIFÈRE DE L'ARCTIQUE

CHEMIN DE BERGE

CAVITÉ

EXAMEN DE REPEÇAGE

ROI DU STADE

PORTEMANTEAU

LIEN AU COU DE LA BÊTE

CORDONS DE PIÈCES

MIS AU SECRET

L'ERBILUM AU LABORATOIRE

ALOÏ

POINT RELIGIEUX

EX-GARDIEN DU PAF

PROFÈRE

ON Y FÊTE LA SAINT PATRICK

QUI Y MET TOUT SON CŒUR

BASE DE SOUPE OU DE CONFITURE

DAUPHINS, MAIS NON DAUPHINES

SEME AUX QUATRE VENTS

GARDÉ EN SOI

AMATEUR DE BAINS DE BOUE

SAC SALE... SALE!

BON DÉBARRAS

ACCABLER DE CHARGES

FORMULEE

BOIS PRÉCIEUX EN INDE

DÉCHIFFRAGE DE LETTRES

MONTS BRETONS (D')

EN VUE DE

LIQUIDE NOURRICIER

PLAT APPRÉCIÉ

DONNANT DU GOUT

QUI DEVRA MAINTENANT VIVRE SA VIE

SUINTER DU FRONT

HONORÉ EN BIGORRE

EXERCICE EN SALLE

ENSEMBLE D'ETRES VIVANTS SEMBLABLES

PUNCH SANS ALCOOL

VILLE DES BENS

FIL CONDUCTEUR

INCONSCIENTE

MATCH

PAS DES MASSES

FADA

LABEL NATURE

HÉRITAGE

CONSIGNES ÉCRITES

UNE CONJONCTION

ACADÉMIE

ARBRE TROPICAL

EFFET VISUEL

CHATTERIE DE CHIEN

IL FAIT DES RIMES

IL PEUT ACCOMPAGNER LA TORTILLA

ENCOURAGEMENT À SAUTER

IMMUNISER

MANGER COMME AU PREMIER ÂGE

INTRODUCTION À L'EXPLICATION

AIGRELET

TEL UN TRIANGLE

BONUS DE LA DERNIÈRE LEVÉE

GRILLE DE CHATEAU FORT

BON MARCHÉ

SON JEU EST LABYRINTHIQUE

ÉLÉGANTS

UN PEU DE CHLORE

IL NE CONTIENT QUE QUELQUES TITRES

BANDAGE À LA GOMME

RECIPENT DE CHIMISTE

LA SUISSE

GESTE SALUE AU CAMP

À SEC

MINAUDERIE

COUCHE DE SURFACE

ATTENDRIE À L'EXCÈS

OUI, CERTES

MARQUE UNE PAGE

BOUCHE DES OISEAUX

PATELIN ISOLÉ

UN AIR DE RIO

TRAJETS SIMPLES

EMA-NATIONS

CUBE DE LARD

REPÈTE EN RIANT

INTELLIGENCE DES ROBOTS

POSSESSIF

FIBRE SENSITIVE

1000 À ROME

ARCHITECTE DE LA PYRAMIDE DU LOUVRE

ACCÈS PATHOLOGIQUE

TEST PSYCHOLOGIQUE

JEUNE FILLE

CERISE DES ANTILLES

NULLITÉ SUR L'ÉCHIQUIER

SE PROMENA

UN BULLETTIN ATTENDU

COUSIN DE L'UNAU

LUEUR DU MATIN

FENOUIL BÂTARD

CAPITALE AU MAGHREB

L'EUROPE EN BREF

PRENDRE EN REMORQUE

Système de télévision

VA ET VIENT

MACHINE-OUTIL

MOYENS D'ACTION

CHARACTÈRE GREC

CRÈME ANGLAISE

DÉLICE À DELHI

DÉCIBEL SYMBOLISÉ

ALOUETTE D'AFRIQUE DU NORD

HOMME D'ART ET D'ARGENT

PARFUMER À LA PROVENCE

TRACES CREUSÉES

SILENCIEUX

LAC D'EUROPE

IL N'EST PAS BLOND DE NAISSANCE

COMPTE SUR LA CHANCE (SE)

MENDIER

DENTELLE DE FILS TRESSÉS

CHANSON EN IMAGES

URSIDÉ FEMELLE

IRONIE

PAR ICI

COLLÈGUE

N°4 NOUVEAU

LE FIGARO présente

Michel Luchas

LE FIGARO JEUX

MOTS FLÈCHES - BUDGUS - MOTS CROISÉS

THAÏGUS - MOTS MELES - KENIGUS

LES MEILLEURS JEUX DU FIGARO

Par Michel Luchas, Pierre Ollivier, Julien Soulié, Bernard Gervais

N°4

6€ EN VENTE ACTUELLEMENT

90c

chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 7298

HORIZONTALEMENT

1. Forment de jolis tapis blancs dans les rocaillies. - 2. Belle plante marine. - 3. Appelé à servir. Neuf mais vieux. - 4. Nature peu polie. - 5. Est dans la portée. Facile à gagner. - 6. Soutenu par des gones. Mâle de mère. - 7. Ascension, Pâques ou Trinité. Deux mille siècles de froid glacial. - 8. Protégé par un sceau. - 9. Plus intouchable. Suisse au long cours. - 10. Recolle les morceaux. - 11. Réunit toutes les bandes. Si le loup en prend, c'est pour mieux l'attraper. - 12. A plus que lui.

VERTICALEMENT

1. Stratégie de dissimulation malveillante. - 2. À l'heure qu'il est. - 3. Couleur laine. Me couvris de mousse. - 4. Édouard d'Ys. Hurlé avec la gueule de bois. - 5. A dépassé le taux d'escompte. Accompagne sa nana. - 6. Queue nenni. Pas vacciné contre la rage. - 7. Converties en livres. La mer ou la fille, pour des Russes et selon le sens. - 8. Bases de rapports. Voix d'eau.

1 2 3 4 5 6 7 8

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

SOLUTION DU PROBLÈME N° 7297

HORIZONTALEMENT

1. Standard. - 2. Urcéolée. - 3. Picoleur. - 4. Éson. Ana. - 5. RTL. ASIC. - 6. Cœur. Si. - 7. Hurlés. - 8. En. Isolé. - 9. Rets. Nom. - 10. Ite. Dopé. - 11. Étal. Min. - 12. Semblant.

VERTICALEMENT

1. Supercherie. - 2. Tristounette. - 3. Accoler. Team. - 4. Néon. Ullis. Ib. - 5. Dol. Arès. - 6. Aléas. Sonoma. - 7. Réunis. Lopin. - 8. Déracinement.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

SOLUTIONS DES JEUX DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

Mots fléchés n°4515

B	J	G	J	A	G	O	A	P	C	A
M	I	T	T	E	R	R	A	N	D	
P	R	V	O	I	C	I	P	I	N	
O	B	E	R	E	S	I	N	S	O	M
I	N	A	S	C	N	A	T	R	A	
O	P	T	I	M	I	S	T	A	C	
A	S	A	O	H	M	S	E	C	O	
A	G	I	O	T	A	G	E	P	C	
A	N	N	E	O	I	S	A	T	I	
M	U	E	R	A	N	I	S	C	A	
L	A	N	G	E	A	N	T	I	E	
R	O	U	L	E	R	P	R	O	I	
I	N	T	R	E	P	I	D	E	S	
A	S	I	E	A	I	E	L	E	D	
E	T	R	E	I	N	T	S	R	E	
G	R	A	L	A	R	A	S	I	A	
M	E	R	A	N	S	A	E	R	I	
S	E	R	I	E	E	S	P	E	N	

Sudoku n°5520

1	5	4	9	2	7	8	3	6
2	8	7	4	6	3	5	1	9
9	6	3	5	1	8	4	7	2
5	3	2	1	8	9	7	6	4
8	4	1	3	7	6	2	9	5
7	9	6	2	5	4	3	8	1
6	2	8	7	9	5	1	4	3
3	1	9	8	4	2	6	5	7
4	7	5	6	3	1	9	2	8

Sudoku n°5521

4	2	5	9	6	7	8	1	3
9	6	3	4	8	1	7	2	5
7	1	8	5	3	2	4	9	6
5	8	7	1	4	9	3	6	2
3	4	6	8	2	5	1	7	9
2	9	1	3	7	6	5	4	8
8	3	9	2	1	4	6	5	7
1	7	2	6	5	8	9	3	4
6	5	4	7	9	3	2	8	1

Kemaru n°12

4	1	2	5	4	1	3	2	5	1	5	3	2	3
3	5	4	1	3	2	5	4	3	2	4	1	4	1
1	2	3	2	5	4	3	2	5	1	3	2	5	2
4	5	1	4	1	2	1	4	3	4	5	4	3	1
1	2	3	5	3	4	5	2	1	2	3	1	5	2
3	4	1	2	1	2	1	3	5	4	5	2	4	3

Tous les programmes
dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag

« En famille » : vacances dans le maquis corse

Émilie Paul

Dans cette quatorzième saison, les Le Kervelec séjournent sur l'île de Beauté. Et rien ne va se passer comme prévu...

Après avoir passé des vacances en Bretagne (2019), fêté le réveillon de Noël (2019), réalisé ses rêves (2020), célébré le mariage de Marjorie (Jeanne Savary) au Pays basque (2022) et vécu la vie de château (2023), la famille Le Kervelec part au grand complet en Corse. Jacques (Yves Pignot) est invité à une cérémonie célébrant le 50^e anniversaire d'un barrage qu'il a contribué à construire quand il était jeune chef de chantier. Et il a décidé d'emmener tous les siens en vacances sur l'île de Beauté. L'occasion pour le patriarche et son épouse Brigitte (Marie Vincent) de replonger dans leurs souvenirs et de les partager avec leurs enfants et petits-enfants. Mais, comme il faut s'en douter, tout ne va pas se passer comme prévu.

Dès leur sortie de l'aéroport, le séjour ne démarre pas sous les meilleurs auspices : leur chauffeur de taxi, un brin roublard, n'a pas fait le plein d'essence et ils sont obligés de pousser le véhicule. Le reste des vacances sera tout aussi rocambolesque.

Mésaventures cocasses

Entre leur gendre Jean-Pierre (Olivier Mag), pour le moins maladroit, qui va mettre à mal leur maison de location luxueuse à cause d'un robinet qui fuit, un concours de Miss auquel vont participer Antoine (Axel Huet) et Annabelle (Antoinette Giret), et Gaspard (Calixte Broisin-Doutaz) tombant sous le charme d'une serveuse, les grands-parents ne sauront pas où donner de la tête. Le pire ? Quand des membres de la famille improviseront une randonnée dans le maquis pour partir à la recherche de



Marjorie Le Kervelec (Jeanne Savary, à gauche) et sa mère Brigitte (Marie Vincent) sont de retour sur M6.

Jacques. Des mésaventures cocasses qui devront ravir les téléspectateurs.

En famille a fait son retour en quotidienne le lundi 20 juillet. Chaque soir, les épisodes inédits de la saison 14 de la série réunissent environ 1,5 million de fidèles et plus de 10 % de part d'audience. Des scores tout à fait honorables qui n'augurent pas pour autant d'une suite. En effet, malgré le succès de la fiction humoristique, M6 n'a pas commandé une nouvelle salve d'épisodes. De quoi susciter une véritable inquiétude chez les acteurs. « Normalement, nous avons six sessions de tournage par an. Là, nous n'avons pas de nouvelles », a révélé Gérémy Crédeville (Milo) en octobre dernier dans le podcast Télépro de David Barbet. « Je ne trouve pas cela très respectueux pour les comédiens mais surtout pour les téléspectateurs car nous n'avons pas tourné d'épisode final », a-t-il déploré.

Il y a un an, la chaîne avait fait le choix de ne pas diffuser En famille durant l'été, comme c'est le cas depuis 2012, pour lancer Nouveau jour. Mais ce feuilleton n'avait pas rencontré son public, obligeant M6 à le déprogrammer au bout de seulement trois mois. « Ils ont reprogrammé En famille sans prévenir les téléspectateurs, sans nous prévenir nous », a ajouté le comédien, visiblement remonté, précisant qu'à ce moment-là certains de ses partenaires à l'écran avaient réclamé des explications à la chaîne. Et de conclure dépité : « Je ne sais pas ce qu'ils veulent faire avec ce programme mais on sent qu'ils veulent l'enterrer, c'est dommage. » ■

« En famille »
À 21h10, sur M6
Notre avis : ●●●○

TF1 21.10 Le grand concours Jeu



Prés. : Arthur. 2h55. Spécial 20 ans. Invitées : Carole Rousseau, Laurence Boccolini. A l'occasion de la soirée du « Grand Concours Spécial 20 ans », enregistrée au Cirque d'Hiver Boulogne, 19 des plus grands champions de l'émission sont venus remettre leur titre en jeu.

00.05 Le grand concours. Jeu.

france 2 21.12 Fort Boyard Divertissement



Prés. : Cyril Féraud. 2h13. Association Les Bonnes Fées. Invités : Camille Cerf, Hinaupoko Devèze, Philippe Risoli, Baghera, Mahaut Drama, Laila. Cyril Féraud guide les candidats dans le dédale des couloirs pour les conduire au bout de l'aventure.

23.15 Les chaises musicales infernales. Jeu. Prés. : Florent Peyre.

france 3 21.10 Cassandre Série. Policière



Fra. 2022. Saison 7. Avec Gwendoline Hamon, Alexandre Varga. Beauté éternelle. Une participante au concours de Miss de la région est retrouvée morte. Sa mère est dévastée d'autant qu'elle élève seule sa sœur handicapée mentale.

22.45 Cassandre. Série. Policière. Loup gris. Avec Gwendoline Hamon.

L'essentiel du dimanche

TF1 21.10 Madame Web

Film. Fantastique. EU/Can/Mex. 2024. Réal. : S.J. Clarkson. 1h56. Avec Dakota Johnson, Sydney Sweeney. Inédit. Capable de prédire l'avenir, une ambulancière new-yorkaise tente de s'extirper d'un piège mortel avec trois jeunes femmes menacées par le même homme mystérieux.

france 2 21.10 Yo Mama

Film. Comédie. Fra. 2023. Réal. : Leïla Sy, Amadou Mariko. 1h37. Avec Claudia Tagbo. Inédit. Trois mères de famille originaires de banlieue parisienne se lancent dans le rap et rencontrent rapidement, et à leur grand dam, un important succès public.

france 3 21.10 Enquête à haut risque

Série. Dramatique. Irl. 2017. Saison 1. Avec Elaine Cassidy. Episode 4. Alors que le lieutenant Emer Byrne hésite à abandonner son enquête, elle comprend en discutant avec son mentor, le capitaine Heffernan, que certaines personnes veulent à tout prix étouffer l'affaire.

CANAL+ 21.13 Back 2 Back - Paris dans la légende

Documentaire. Après 120 minutes et une séance de tirs au but, le Paris-SG a remporté la Ligue des champions pour la deuxième année consécutive. De la Puskas Arena de Budapest au Parc des Princes, de la Géorgie à l'Espagne, du Portugal au Brésil, récit inédit de ce back-to-back !

arte 21.00 Recherche Susan désespérément

Film. Comédie dramatique. EU. 1985. Réal. : Susan Seidelman. 1h38. Avec Rosanna Arquette. Pour se divertir, une femme bon chic, bon genre, lasse de sa vie facile, emprunte l'identité d'une marginale traquée par des tueurs.

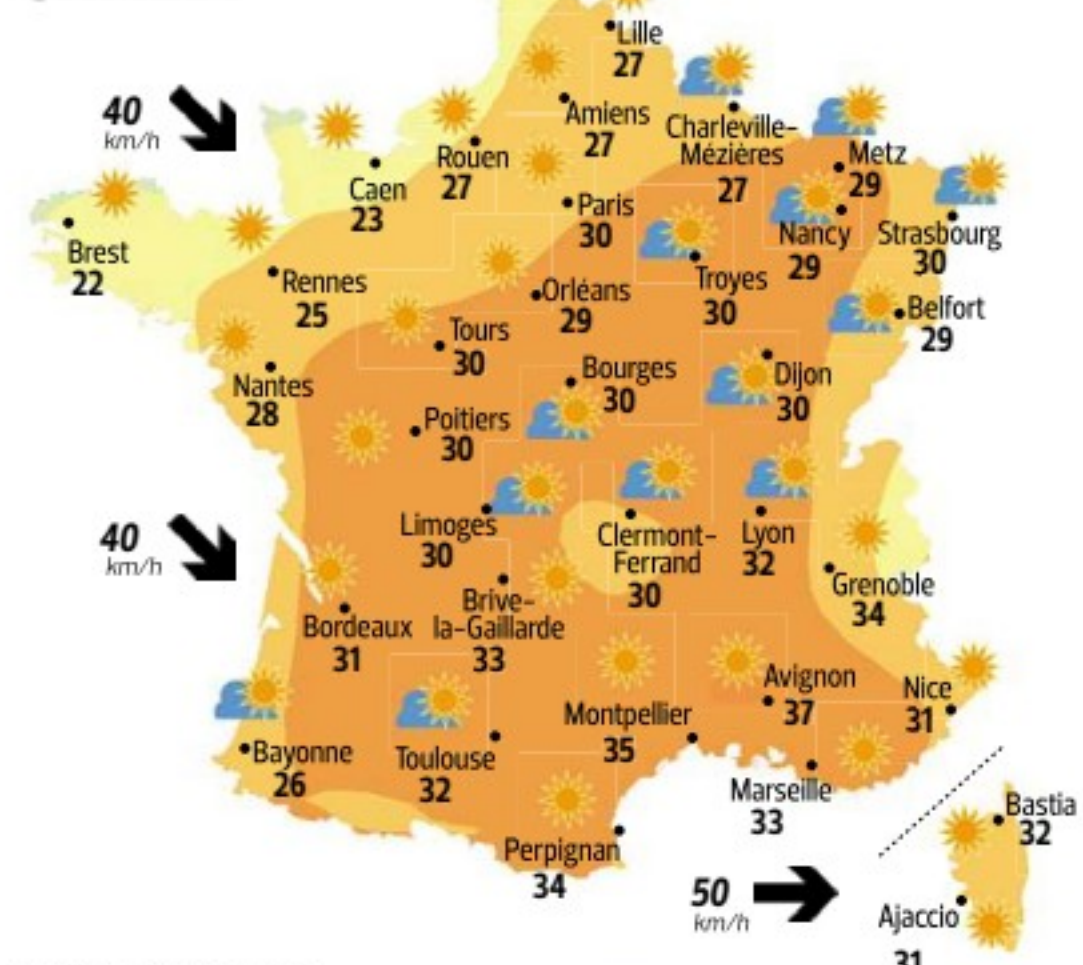
6 21.10 Capital

Magazine. Prés. : Julien Courbet. 1h55. Orléon, Ré, Belle-Ile : le match des îles est lancé ! Inédit. Chaque été, dans l'Atlantique, les îles de Ré, d'Oléron et de Belle-Ile-en-Mer se réinventent à coup de nouveautés et se livrent une bataille de prix féroce.

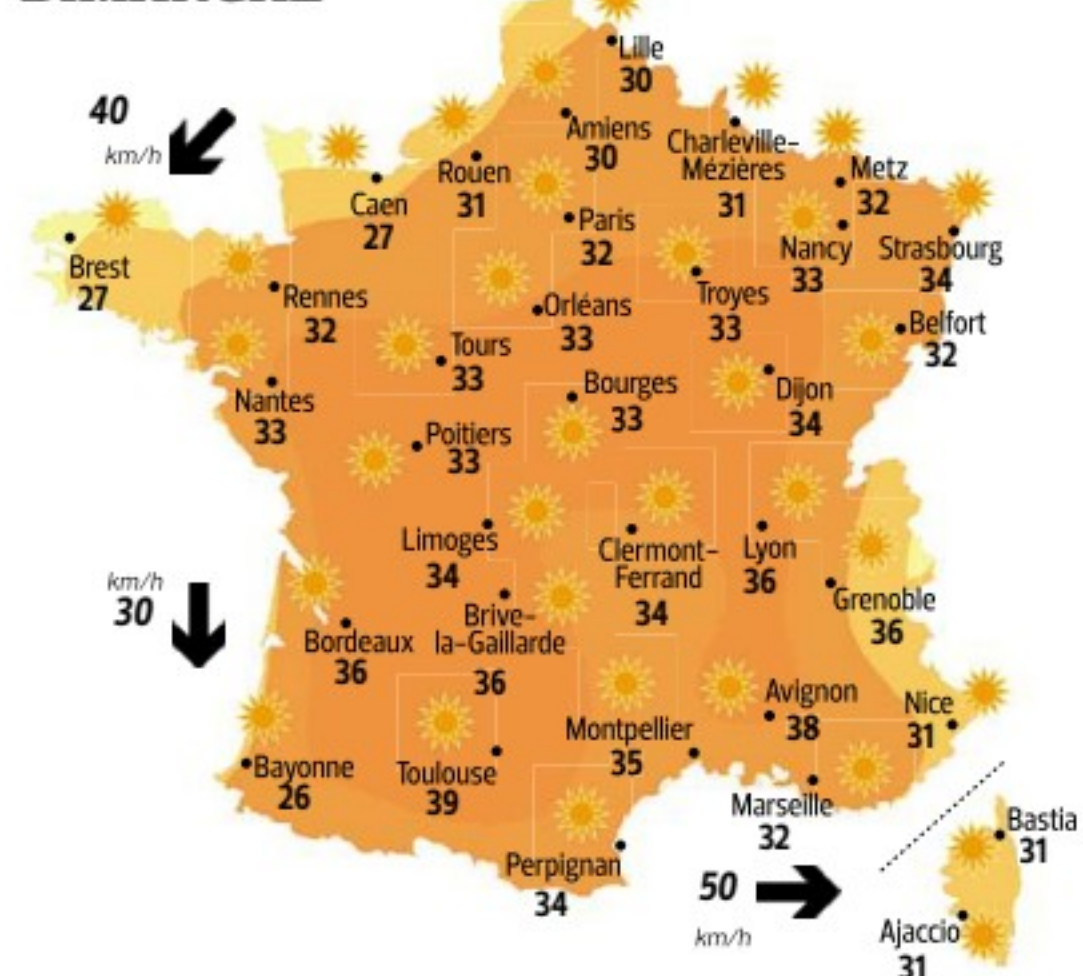
ÉPHÉMÉRIDE St-Alphonse

Soleil : Lever 06h24 - Coucher 21h29 - Lune décroissante

SAMEDI



DIMANCHE



T (en °C) -10 à 0 0 à 10 10 à 20 20 à 30 30 à 40

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	23/32	AMSTERDAM	14/23	ATHÈNES	22/31
BARCELONE	25/31	BELGRADE	23/37	BERLIN	20/24
BERNE	18/29	BRUXELLES	15/27	BUDAPEST	24/38
COPENHAGUE	16/21	DUBLIN	10/21	LISBONNE	18/31
LONDRES	16/26	MADRID	23/37	PRAGUE	23/28
RABAT	23/32	ROME	25/40	TUNIS	24/34



la chaîne météo lachainemeteo.com

LIVE 24/24 CANAL+ Sur L'APPLI GRATUITE La Chaîne Météo

SFR 194 | Orange 118 | Free 203 | Bouygues 247

LCP PUBLIC SENAT

19.30 La France aux fourneaux. Doc.

21.01 Brigitte Bardot : le serment fait aux animaux Documentaire. Fra. 2019. Réal. : François Chaumont, Rachel Kahn. 0h54. Brigitte Bardot revient sur le combat de sa vie : la défense des animaux. Une épopée jalonnée d'épreuves mais aussi couronnée de succès.

21.55 France, le fabuleux voyage.

france 5

20.47 A la découverte du monde. Doc.

21.00 Échappées belles Magazine. Prés. : Ismaël Khelifa. 1h30. Le grand spectacle du Vercors. Ismaël Khelifa découvre le Vercors, un territoire préservé et dynamique, et ses habitants passionnés par cette terre aux airs de « bout du monde ».

22.30 Échappées belles. Magazine. Martinique, l'Outre-mer au cœur.

W9

17.30 La petite histoire de France

21.10 La petite histoire de France Série. Humoristique. Fra. 2026. Avec Maxime Gasteuil. Les péripéties de quatre personnages oubliés de l'Histoire de France : les cousins de Vercingétorix, Jeanne d'Arc, Louis XIV, et Napoléon Bonaparte.

23.00 La petite histoire de France

RMC DECOUVERTE

19.25 SOS garage. Documentaire.

21.10 Le mystère d'Oak Island : la course au trésor Documentaire. EU. 2024. Réal. : Kevin Burns. 1h40. 2 épisodes. Après la découverte d'un fragment de chaussure en cuir près de la route de pierre, l'équipe étend ses fouilles.

22.50 Pearl Harbor, l'histoire vraie d'une attaque surprise. Doc.

TMC

20.00 Une famille en or. Div.

21.15 New York Unité Spéciale Série. Policière. EU. 2018. Saison 19. Avec Mariska Hargitay. 2 épisodes. La question de l'euthanasie provoque un débat au sein de l'équipe. Barba entre dans le débat et sème la confusion dans le bureau du procureur.

22.55 New York Unité Spéciale. Série. Policière. 2 épisodes.

HISTOIRE TV

18.25 Itinéraire d'un crime. Doc.

20.50 Autopsie royale Documentaire. GB. 2023. Réal. : Paul Olding. 1h30. 2 épisodes. La professeure Roberts enquête sur les circonstances de la mort du roi George IV d'Angleterre, à travers une reconstitution détaillée de l'autopsie.

22.20 À la recherche de l'art perdu. Documentaire. Le vol de La Joconde.

SAMEDI

20.00 INÉDIT : Le Buzz TV, magazine.

20.30 INÉDIT : Collections Madame Figaro. Prêt à porter femme Automne-Hiver 2026-2027.

21.00 INÉDIT : Le Figaro la nuit, magazine présenté par Thibaut Gauthier. Avec : Best of 2 (hiver 2025).

22.00 INÉDIT : Cantiques de Noël - Noël Anglais

DIMANCHE

20.00 INÉDIT : Le Buzz TV, magazine présenté par Damien Canivez, Nicolas Vollaire et Sarah Lecœur.

20.30 INÉDIT : Collections Madame Figaro. Prêt-à-porter femme, printemps-été 2025.

21.00 INÉDIT : Le Figaro la nuit, magazine.

22.00 INÉDIT : Les Echos de l'Histoire, doc.

Pour regarder le Figaro TV ?

Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box

SFR 194 | Orange 118 | Free 203 | Bouygues 247

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr

Téléphone
0156 52 27 27
sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Passez une annonce dès

260 € TTC pour un deuil,
145 € TTC pour un événement heureux.

Le détail de nos tarifs est sur notre site.

Tarif préférentiel pour les abonnés.

Naissances, Adoptions, Baptêmes, Fiançailles, Mariages, Anniversaires, Centenaires, Fête des Mères, Fête des Pères, Saint-Valentin, Noces, Communica-tions diverses, Conférences, Thèses, Portes ouvertes, Distinctions, Nominations, Commémoration, Signatures, Départs en retraite, Voeux, Deuils, Condoléances, Remerciements, Souvenirs, Messes et anniversaires, Offices religieux, Prise d'habit, Jubilé, Jubilé sacerdotal, Ordination, Voeux monastiques.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr

Tél Abonnements :
0170 37 3170



Une naissance ?
Entrez dans l'histoire
Publiez votre annonce dans le Carnet du Jour.

carnetdujour@media.figaro.fr
01 56 52 27 27

fiançailles

Le comte Olivier d'AVIAU de TERNAY et la comtesse, née Sophie t'Kint de Roodenbeke,

M. Louis-Nicolas DARAS SIFFAIT de MONCOURT et Mme, née Sophie Béthouart,

sont heureux de faire part des fiançailles de leurs enfants

Adéodat et Sixtine

mariages

Le comte et la comtesse Guillaume LALOË de MONTMOROT

M. et Mme François-Xavier SINNIER

ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants

Pauline et Jean-Marie

qui sera célébré ce samedi 1^{er} août 2026, en la basilique Saint-Rémi de Reims.

Nous sommes priés d'annoncer le mariage de

Mlle Albane de SAINT-EXUPÉRY

filles de M. Hervé de Saint-Exupéry et de Mme (†), née Laure Morel d'Arleux, avec

M. Antoine MÉNARD

filles de M. François Ménard et de Mme, née Marie-Pierre Feix,

ce samedi 1^{er} août 2026, en l'église Notre-Dame-de-l'Annonciation, à La Chapelle-Achard (Vendée).

naissances

M. et Mme Louis-Pierre CORADIN

ont la joie d'annoncer la naissance de

Célestine

le 26 juillet 2026, chez Olivier et Blandine DEHAN

Le comte Éric d'ARAMON et la comtesse, née Laure Manoncourt,

le vicomte Emmanuel de TRUCHIS-LAURISTON et la vicomtesse, née Claire Martineau,

ont la joie de vous faire part de la naissance de leur petite-fille

Iris

le 14 juillet 2026, chez le comte et la comtesse Stanislas d'ARAMON

Les docteurs Antoine et Catherine FOURQUET

ont la joie d'annoncer la naissance de leurs 13^e et 14^e petits-enfants

Colette

le 9 juillet 2025, chez Gonzague et Pauline de CAMBOURG-FOURQUET

Raphaëlle

le 5 août 2025, chez Arnaud et Léa FOURQUET-HUART

Béthune. Nantes. Lille.

M. et Mme Guillaume LIBAUDIÈRE

le comte et la comtesse Gilles de CHANTERAC

ont la joie d'annoncer la naissance de

Raphaël

le 27 juillet 2026, chez Sixte et Camille

Estelle et Jean-Marie SAUCIER

Marie-Joëlle et Michel BOKOBZA

ont la grande joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille

Rose

le 2 juillet 2026, au foyer de Diane et Joachim, Alix

deuils

En union avec Henri († 2010), son père, Christine Bucchini,

a la douleur de faire part du décès de sa mère,

Arlette BUCCHINI née Thébault,

rappelée à Dieu le 27 juillet 2026, à l'âge de 102 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 6 août, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-d'Auteuil, 4, rue Corot, Paris (16^e).

L'inhumation aura lieu le même jour, à 16 h 30, au cimetière d'Henrichemont (Cher).

Famille Bucchini, 116, boulevard Suchet, 75016 Paris.

Sa famille a le profond chagrin de faire part du décès de

Colette Ingrid CHMIELEWSKI veuve en premières nocces de Félix MECHOULAM

veuve en secondes nocces de Allain, comte de LESGUERN

survenu le 26 juillet 2026, dans sa maison, à Acapulco (Mexique), où elle repose désormais.

Yves-Jean Cordonnier (†), Jacques Cordonnier (†), Bruno (†) et Caroline Cordonnier, Yves et Véronique Cordonnier, Benoît et Véronique Cordonnier, Marine et Dominique (†) Henry en union avec Philippe Guiard (†), Dominique Cordonnier (†), ses enfants,

ses 14 petits-enfants et 32 arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Mme Jean CORDONNIER née Monique Géhu,

le 28 juillet 2026, à l'âge de 105 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 4 août 2026, à 10 heures, en l'église Saint-Antoine, à Compiègne (Oise).

Françoise Dagousset, née Held, son épouse,

Arnaud, Guillaume, Christophe, Bruno, ses fils, ainsi que Delphine, Elodie, Angélique, Orianne, leurs épouses,

Gaspard, Jeanne, Lise, Olivia, Constance, Victoire, Georges, Alice, ses petits-enfants,

et toute sa famille

ont la tristesse de faire part du décès de

Philippe DAGOUSSET médecin gynécologue,

survenu le 30 juillet 2026, dans sa 73^e année, à Paris.

Le service religieux sera célébré le lundi 3 août 2026, à 9 h 30, au temple de l'église protestante unie de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, à Paris (16^e).

Un culte d'action de grâce aura lieu au mois de septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

En union avec son épouse, Dot Deguen (†),

Lise et Nathalie Deguen, ses filles, Fanch Laborel, sa sœur, et toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Daniel DEGUEN officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques,

survenu le 29 juillet 2026, à l'âge de 98 ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

Greze-Neuville (Maine-et-Loire).

Mme Constance Desprez, M. et Mme Éric Desprez, M. et Mme Régis Desprez, M. et Mme François-Xavier Bironneau, ses enfants,

Joséphine et Louis, Guillaume, Max et Anastasia, Margaux, Zoé, Ludivine, Juliette, Olivia, Ernest et Vladimir, ses petits-enfants,

Victoria, Pia, Anouchka et Philippine, ses arrière-petites-filles,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Martin DESPREZ

survenu le 29 juillet 2026.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin-de-Vertou, à Greze-Neuville, le mardi 4 août 2026, à 15 heures.

Ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de la

vicomtesse de GOUVELLO née Anne-Noëlle le Monies de Sagazan, artiste peintre,

survenu le 16 juillet 2026, à l'âge de 95 ans, à Vannes, quatre jours après celui de son époux, le

colonel Jacques de GOUVELLO officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse commune a été célébrée le samedi 18 juillet, en l'église de Crac'h (Morbihan).

Manuel Guinard, son époux,

Aymeric et Cécile, Sébastien et Susana, Waleran et Aude, ses fils et belles-filles,

Clément, Margaux, Thibaud, Charlotte, Apolline, Arsène, Madeleine, Ambroise, ses petits-enfants,

et toute sa famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Sibylle GUINARD née Chardeau,

survenu le 30 juillet 2026, à l'âge de 80 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 4 août, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce-de-Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris (16^e), suivie de l'inhumation au cimetière de Montmartre, à 14 h 30.

Sophie de Lanversin, née Rondot, son épouse,

Thomas, Dimitri et Anastasia, Benoît et Clémentine, Grégoire et Anaïs, Pauline et Guy-Hubert, ses fils, belles-filles et gendre,

Colombe, Alexi, Victoria, Hadrien, Elisa, Raphaëlle et Margaux, ses petits-enfants,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Pierre de LANVERSIN « Pitou »,

survenu le 22 juillet 2026, à l'âge de 73 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Cyr-et-Sainte-Julitte, à Saint-Cyr-sur-Mer (Var), le mardi 4 août 2026, à 10 heures.

Tenues claires et estivales.

Ni fleurs ni couronnes, des dons à la SNSM.

Nous sommes priés d'annoncer la disparition de

Hélène LE BERRE née Géstal du Chaumeil,

à Brest.

Son compagnon, Philippe-Gérard Chabert. Résidence de la Champagne, 28, rue Louis-Ulbach, 10000 Troyes.

Marine et Bertrand Perrin, sa nièce et son neveu,

Sibylle, Basile et Archibald, ses petits-neveux,

ont la profonde tristesse de vous faire part de la mort accidentelle de

Lise de MARSAC en religion

sœur Bénédicte de la Sainte Face de la communauté des Petites Sœurs du Sacré-Cœur,

rappelée à Dieu le 30 juillet 2026, à l'âge de 77 ans, après 51 ans de vie religieuse, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité.

43, rue Delpèch, 80000 Amiens.

On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de la

comtesse MORÉ née Brigitte Palud,

le 29 juillet 2026.

De la part de :

le comte Moré, son époux,

et toute sa famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 août, à 14 h 30, en l'église de Trévou-Tréguignec (Côtes-d'Armor), suivie de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

45, quai Carnot, 92210 Saint-Cloud.

M. et Mme Renaud Pic-Pâris, ses parents,

Philippe Perrin, son époux, Clémence Perrin et David Diaz, Maxime et Alice Perrin et leur fils Éloi, Valentine Perrin et Vianney Joly, ses enfants, leurs conjoints et son petit-fils,

Marie Pic-Pâris Allavena, Béril Pic-Pâris et Michel Lanneau, Gabrielle et Benoît Arnaud, ses sœurs et leurs époux,

Jean-Luc Allavena, Stéphane Forissier, ses beaux-frères,

Laëtitia et Jean Tomietto et leurs enfants, Constance et Côme Arhanchague et leurs enfants, Clarisse et Astrid Allavena, Galmier, Augustin et Gaspard Forissier, Louis, Faustine, Apolline, Domitille, Inès et Théodore Arnaud, ses neveux et nièces,

ont la profonde tristesse de vous faire part du décès de

Patricia PERRIN née Pic-Pâris,

rappelée à Dieu le 27 juillet 2026, dans sa 63^e année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 30 juillet, à Paris.

L'inhumation aura lieu ce samedi 1^{er} août, dans l'intimité familiale, au cimetière de La Trinité-sur-Mer.

Françoise Ryst-Richard, son épouse,

ses filles, Nathalie, Sandrine, Aurélie,

son gendre Nicolas,

ses petits-fils, Adrien, Timothée, Maxence, Corentin, Jules, Maxime, Alexandre,

ses frères et sœurs, Jean-Paul (†), Pierre (†), Marie-Pierre, Marie-Suzanne, Bertrand,

vous font part du décès de

Michel RICHARD

le 26 juillet 2026, à Loix-en-Ré (Charente-Maritime).

La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 30 juillet, en l'église Sainte-Catherine de Loix-en-Ré.

Thierry Saint Germès, Carole et Pierre Scholtès, Claudine et Guy Labasse, ses enfants et gendres,

Rodrigue, Laura, Cécile, Clovis, Alexandre, Guillaume, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Marie-Claude SAINT GERMÈS née Lageix,

survenu le 24 juillet 2026.

Elle a rejoint son époux, Olivier Saint Germès, (†) le 28 février 2019.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 3 août, à 14 h 30, en l'église du Sacré-Cœur de La Genette, à La Rochelle.

La comtesse Gonzague de Saint-Seine, née Diane de Mieulle d'Angosse, son épouse,

M. et Mme Jérôme Giacomoni, le comte et la comtesse Thomas de Saint-Seine, le comte et la comtesse Rodolphe de Saint-Seine, le comte et la comtesse Charles-Elie de Saint-Seine, ses enfants,

M. et Mme

Maxime de Vauguérin, Maxence d'Esteve de Bosch, Capucine, Josepha, Héloïse, Clovis, Alexandre, Arthur de Saint-Seine, ses petits-enfants,

Mme Isabelle de Saint-Seine, sa sœur,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu du

comte Gonzague de SAINT-SEINE chevalier d'honneur et de dévotion de l'ordre souverain de Malte, commandeur Pro Merito Melitensi,

le 30 juillet 2026, à l'âge de 86 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 4 août, à 15 heures, en l'église de Toutlemonde (Maine-et-Loire).

Une messe sera célébrée ultérieurement, à Paris.

On nous prie de faire part du rappel à Dieu de

Mme Anne du TEMPLE de ROUGEMONT

le 30 juillet 2026.

En union avec son fils, Antoine Rain.

De la part de :

le comte et la comtesse François du Temple de Rougemont, son frère et sa belle-sœur,

le duc et la duchesse de Lorge, Mlle Béatrice de Durfort, le comte et la comtesse Jean de Durfort, le comte et la comtesse Jean-Baptiste de Proyard, le comte et la comtesse Laurent du Temple de Rougemont, Mme Garance du Temple de Rougemont, ses neveux et nièces, et leurs enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 août, à 15 h 30, en l'église Saint-Martin de Juigné-sur-Sarthe (Sarthe).

Une messe sera célébrée ultérieurement, à Paris.

Renescure (Nord).

Mme Olivier de Witte, née Marie Joséphe Ruffi de Pontevès Gévaudan,

ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants

font part du rappel à Dieu de

M. Olivier de WITTE docteur es sciences,

le 29 juillet 2026, dans sa 87^e année, à Blendecques, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, rue André-Thorel, à Renescure, le mercredi 5 août 2026, à 14 heures.

Lannion (Côtes-d'Armor). Caen. Lyon. Paris.

Nous sommes priés de vous faire part du décès de

M. Jean-Claude TRÉMEL

survenu à l'âge de 89 ans.

De la part de :

Marie-Josée Trémel (†), son épouse, Véronique Trémel (†), Olivier et Geneviève Trémel, Bertrand et Odile Trémel, Antoine et Caroline Trémel, Hélène et Patrick Fournet, ses enfants, Jules, Agathe, Mathilde, Arthur, Apolline, Louis, Jade, Charlotte et Gabriel, ses petits-enfants, et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 4 août 2026, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-du-Baly de Lannion, suivie de l'inhumation, au cimetière de Forlac'h.

La famille remercie par avance chaleureusement les personnes qui souhaiteraient témoigner leur soutien par un message, des fleurs ou un don à l'association Les papillons de Charcot.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme Jean-Philippe Horstmann, M. et Mme Jean-Louis Bauer, M. et Mme Laurent Sauquet, M. Édouard Vernes, ses enfants,

M. et Mme Jean-Charles Horstmann,

M. et Mme Guillaume Horstmann, Mlle Sophie Horstmann, M. Jean-William Bauer, M. Alexandre Bauer, M. Louis Sauquet, ses petits-enfants,

Côme, Timothée, Maximilien et Eulalie, Alexis, Alban, Bertille et Arthur, ses arrière-petits-enfants,

et sa fidèle Idaline

ont la tristesse de vous annoncer que le Seigneur a rappelé à Lui

Mme Christian VERNES née France Cruse,

le 27 juillet 2026, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Le service d'action de grâce sera célébré le samedi 5 septembre, à 11 heures, en l'église protestante unie de l'Étoile, 54-56, avenue de la Grande-Armée, Paris (17^e).

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes, des dons peuvent être adressés à la Fondation John Bost, www.johnbost.org Iban FR76 1240 6000 7700 1128 1811 036

« Ta parole est une lampe à mes pieds et une lumière sur mon sentier. » Psaume 119, 105.

messes et anniversaires

Il y a bientôt trente ans, le 3 août 1996,

Gaëtan PAYEN

était rappelé à Dieu.

Une messe en sa mémoire sera célébrée ce dimanche 2 août 2026, à 11 heures, en l'église de la Trinité, à Hossegor.

Vous êtes invités à vous y joindre ou à vous y associer par les pensées et la prière.

souvenirs

Souvenons-nous dans nos prières de

Olivier de COUPIGNY

en ce quaranti

LA SÉRIE

« D'abord, ne pas nuire. » Ce principe fondateur guide l'éthique des soignants. Mais parfois, certains dérapent. Ambition, cupidité, folie, idéologie, négligence... Plongée dans quelques-uns des recoins les plus sombres de la médecine.

Des milliers de morts sous bêtabloquants

Soline Roy

À la fin des années 1990, un médecin néerlandais influence profondément la prise en charge cardiologique des patients opérés. Mais ses données sont douteuses et ses recommandations dangereuses.

Prenez un cardiologue internationalement reconnu, signataire de nombreuses publications dans des journaux prestigieux, omnipotent dans les sociétés savantes. Et un obscur membre de son équipe pris de doutes quant aux méthodes de son mentor... Dans bien des cas, le jeune chercheur serait avisé de raval sa mauvaise conscience sauf à renoncer à sa carrière. Mais en juillet 2011, à Rotterdam, l'université Érasme a écouté David, enquêté sur Goliath, et en quelques mois entraîné la chute de cet inamovible mandarin. Le nom de Don Poldermans (Daniel, de son véritable prénom) ne vous dit probablement rien. Mais le Néerlandais pourrait, selon le calcul de chercheurs britanniques, être à l'origine de... 800 000 décès. Oui, vous avez bien lu : huit cent mille.

L'objet du délit ? Une série d'études cliniques publiées à partir de la fin des années 1990, nommées «Decrease» (pour «Dutch Echocardiographic Cardiac Risk Evaluation Applying Stress Echography»). Et notamment deux dans le très réputé *New England Journal of Medicine*, où Don Poldermans et ses cosignataires affirmaient que l'administration de bêtabloquants avant, puis quelques jours ou semaines après une opération, réduirait le risque d'infarctus chez les patients subissant une chirurgie cardiaque, et chez les patients à risque subissant une chirurgie d'un autre organe. Les résultats sont si puissants que Poldermans les imposera sans difficulté dans des recommandations qu'il pilote en 2009 pour la Société européenne de cardiologie (ESC).

Les bêtabloquants régulent le fonctionnement du cœur qui, «en période périopératoire, subit le stress chirurgical. Cela avait donc du sens», se souvient le Dr Damien Barraud, anesthesiste-réanimateur au CH de Metz-Thionville. Mais assez vite, des doutes émergent. «L'effet thérapeutique (...) est probablement trop beau pour être vrai», jugent dès 2005 des chercheurs américains. En 2008, l'étude Poise, menée par des Canadiens sur plus de 8 000 patients, montre que les bêtabloquants comportent plus de risques que de bénéfices, avec certes moins d'infarctus, mais plus d'AVC et de décès. En cause, leur caractère à double tranchant : ils préservent l'apport en oxygène du muscle cardiaque, mais abaissent sa capacité à augmenter son débit dans un contexte où les saignements peuvent être importants. Ils ne doivent donc pas être écartés... mais pas non plus prescrits de façon systématique.

En 2011, l'université Érasme lance une enquête sur les travaux de Poldermans. Deux rapports publiés en 2011 et 2012 portent essentiellement sur les études Decrease, un troisième en 2014 sur les presque 500 publications signées par le chercheur au cours de sa carrière. Les conclusions de 2011 et 2012 sont sévères : Poldermans n'a respecté ni l'éthique (le consentement des pa-

tients n'a pas été recueilli), ni l'intégrité scientifique (ses données semblent entachées d'erreurs «sévères», voire d'inventions). Les trois rapports dressent le portrait d'un chercheur «très motivé», productif et «stimulant» pour ses doctorants, mais œuvrant en solitaire. Le travail n'est pas très structuré (collecte et gestion des données négligentes, respect des protocoles aléatoire...) et les étudiants, en situation de «dépendance», sont vulnérables face à des choix méthodologiques qu'ils ne peuvent ni contrôler, ni questionner. Souverain en son royaume, Poldermans n'est pas non plus «contrôlé» par ses confrères. Et s'il a volontiers coopéré à l'enquête et exprimé des regrets, les auteurs estiment qu'il a livré des explications «erronées ou contradictoires» et ne semble «pas en mesure de porter un regard critique sur sa façon de faire».

En novembre 2011, le chercheur est licencié, trouve un poste dans un hôpital non universitaire et fustige une «chasse aux sorcières». Si l'université n'a pas réussi à retrouver la trace de certaines données, c'est parce que les dossiers des patients ont été abimés ou jetés par l'hôpital, dit-il. Et s'il admet sa responsabilité, en tant que chef, dans les

quelques erreurs vénielles commises «de bonne foi» par son équipe, il nie toute fraude. Quant aux dirigeants de la Société européenne de cardiologie, ils se disent dans un communiqué «attristés par la situation du professeur Poldermans» et «convaincus que les recommandations s'appuient sur des données fiables».

«La communauté périopératoire est dans un état de grande confusion», rapportent en 2012 des chercheurs américains dans *The American Journal of Medicine*. «Des centaines de patients ont été exposés à des traitements potentiellement nocifs dans le but de faire avancer ce programme de recherche», puis «des millions» lorsque les résultats se sont mués en recommandations de niveau I, celles avec le meilleur niveau de preuve. Devenues paroles d'évangile, elles ont même poussé des cliniciens à «prendre le risque de provoquer une hypotension, une bradycardie ou un AVC dans leur volonté d'obtenir un contrôle de la fréquence cardiaque».

«Quand j'étais interne, j'ai respecté ces recommandations. Et j'ai possiblement aggravé des patients, en toute bonne foi...», souffle le Dr Barraud. En 2013, les chercheurs britanniques Darrell Francis et Graham Cole réanalysent les essais restés «crédibles» et concluent que dans la chirurgie non cardiologique, les bêtabloquants augmentent la mortalité d'un tiers! Les sociétés savantes abaissent le niveau de confiance de leurs recommandations, mais les maintiennent. Un an plus tard, les deux Britanniques enfoncent le clou en se livrant à un calcul simple : si tous les patients concernés par ces recommandations y ont été soumis, elles pourraient avoir fait en Europe 800 000 morts entre 2009 et 2014. Un chiffre volontairement provoquant. «Il n'est évidemment pas réaliste, car on sait que, de façon générale, les recommandations ne sont appliquées que dans 40 % des cas», explique le Dr Barraud. Mais le chiffre réel peut monter à plusieurs dizaines de milliers de

morts. «C'est compliqué à calculer, car ce ne sont pas des décès qui surviennent sur-le-champ comme dans un empoisonnement. On fragilise les patients et on altère leur pronostic; mais il est difficile d'affirmer qu'un patient donné ne serait pas mort s'il n'avait pas reçu de bêtabloquants. C'est la même chose avec

l'hydroxychloroquine recommandée par Didier Raoult contre le Covid : on sait que c'est un médicament qui entraîne des problèmes cardiaques, mais aucun patient ne fibrille sous vos yeux, dans les minutes suivant son administration!»

Face à ce chiffre énorme de 800 000 morts, les premiers punis seront... Darrell Francis et Graham Cole. À peine publié sur le site internet du *European Heart Journal*, revue officielle de la Société européenne de cardiologie, leur article disparaît et l'éditeur les informe que la formule ayant servi à calculer le nombre de morts potentiels n'est pas jugée solide. C'est pourtant, défendent les deux Britanniques, celle-là même qui a

«La communauté périopératoire est dans un état de grande confusion. Des centaines de patients ont été exposés à des traitements potentiellement nocifs dans le but de faire avancer ce programme de recherche»

Des chercheurs américains
Dans *The American Journal of Medicine*

été utilisée par les auteurs des études Decrease pour arguer de l'utilité du traitement! En 2014, les sociétés savantes européenne et américaine mettent enfin à jour leurs recommandations. Les bêtabloquants en périopératoire ne concernent plus que certains patients à risque, dans certaines chirurgies lourdes.

Fraude, inconduite ou erreurs de bonne foi, l'affaire Poldermans montre à quel point la recherche est parfois plus fragile qu'elle ne s'en donne l'air. Les données biaisées ont toujours existé, parfois de façon totalement inconsciente. Et si l'intelligence artificielle peut aider à mieux les repérer... elle en fabrique aussi en quantités industrielles! Des revues dites «prédatrices» encouragent la triche, mimant les canons de la publication scientifique sans les respecter : «Tous les jours, je reçois une dizaine de sollicitations pour publier dans des revues dont je n'ai jamais entendu parler, évidemment contre monnaie sonnante et trébuchante», confie Hervé Chneiweiss, neuroscientifique, chercheur CNRS et président du comité d'éthique de l'In-

serm. Des officines surnommées «paper mills» (ou «usines à papier») vendent des articles scientifiques «clefs en main» à des chercheurs en mal de publication avec des données parfois créées de toutes pièces. Et aucune revue, même les plus réputées, n'est épargnée : «Ce genre de papier nous est régulièrement proposé», témoigne le Pr Christophe Bernard, chercheur en neurosciences (Inserm-université Aix-Marseille) et rédacteur en chef de la revue spécialisée *eNeuro*, auteur d'un éditorial sur le sujet en janvier dernier. «Nous disposons de logiciels pour les débusher... Mais ceux qui fabriquent ces articles s'adaptent.» Pour ne plus être dans le viseur des «paper mills», certaines revues s'offrent le luxe d'abandonner leur «impact factor», un outil bibliométrique détourné pour juger de la qualité des revues. «Le rédacteur en chef d'eLife m'a dit que, quand il a perdu son impact factor, du jour au lendemain il n'a plus reçu de sollicitations des papers mills!», s'exclame Christophe Bernard.

«Tout cela risque-t-il d'influencer la pratique médicale? C'est une question qui monte de plus en plus, notamment sur des données épidémiologiques, et les autorités sanitaires sont sur le qui-vive», indique Hervé Chneiweiss. Universités et instituts de recherche s'efforcent aussi de lutter contre les revues prédatrices. «Publier aujourd'hui dans une telle revue est délétère pour le dossier d'un candidat hospitalo-universitaire ou chercheur», précise Hervé Chneiweiss. Moins optimiste, Damien Barraud estime que «tout le monde se fiche un peu de la fraude. L'édition scientifique est une bulle qui profite aux médecins qui font carrière grâce aux publications, aux éditeurs qui font des marges énormes, aux hôpitaux qui touchent de l'argent sur les articles publiés par leurs chercheurs... Cela profite à tout le monde. Sauf aux malades. Et aux médecins qui, comme moi, se retournent et comprennent à quoi ils ont participé bien malgré eux.»

Face à l'affaire Poldermans, la réaction de l'université Érasme a été «exemplaire», salue Damien Barraud. Les universités ont plutôt tendance à protéger leurs membres même quand ils ont fauté, on en a des exemples français... » Difficile de ne pas penser à Didier Raoult et ses collaborateurs de l'IHU de Marseille : très écoutés durant la pandémie de Covid-19 malgré les nombreuses mises en garde de chercheurs et de médecins, ils ne cessent désormais de voir leurs articles rétractés par les revues qui les ont publiés. «Aujourd'hui, j'ai appris à me méfier des résultats miraculeux et je sais lire les études de façon critique, glisse le Dr Barraud. Mais les jeunes médecins ne sont toujours pas très armés. Tricher, dans la recherche scientifique, cela peut de façon silencieuse faire autant de morts qu'un conflit armé. Est-ce que ces gens se rendent compte du mal qu'ils font aux patients, à la société, et à la confiance en la science?» ■

Pour aller plus loin : «Les Mystificateurs», de Patrick Cohen (Flammarion), une plongée dans les eaux noires de la recherche scientifique.



Don Poldermans

Profession : médecin et chercheur en cardiologie
Lieu et date : Rotterdam (Pays-Bas), 2011
Nombre de victimes : Jusqu'à 800 000

De gauche à droite : un message affectueux adressé à Martin Nimier par ses parents pendant la période de Noël. Martin et Marie Nimier, les enfants de Roger Nimier. Marie Nimier, en 1967. Roger Nimier, en 1954.



LA SÉRIE
On croit tout connaître du hussard bleu, sa légende, ses amis, sa mort spectaculaire. Les archives de la Bibliothèque Jacques-Doucet révèlent un homme plus secret au talent éclectique (lettres, théâtre, pastiches...).

COLLECTION PERSONNELLE, STUDIO LIPNITZKI/ROGER-VOLLET

Martin et Marie, profession du père : décédé

Étienne de Montety

À sa mort brutale, en 1962, l'écrivain laissait un garçon et une fille. Marie a écrit sur son père. Martin entretient sa mémoire avec discrétion. Mais, si le souvenir est différent, il est vivace chez l'un et l'autre, et raconte un homme brillant, si présent dans l'histoire littéraire et qui leur fut tellement absent.

En 1951 paraît aux Éditions Gallimard, couverture blanche, liseré noir et rouge, un roman au titre mélancolique : *Les Enfants tristes*. Il s'achève sur ces mots : « Olivier lança la voiture à 130, brûlant les feux rouges, évitant de justesse des camions, des cyclistes (...). Catherine est la plus jolie veuve de Paris. » Le 28 septembre 1962, son auteur Roger Nimier meurt d'un accident de voiture sur l'autoroute de l'Ouest.

Depuis longtemps, il était hanté par la mort, et la mort violente en voiture. Il en parle souvent. « Se casser le crâne contre un pare-brise : notre idéal à tous », déclare-t-il à Mauriac. Provocation ? Exorcisme ?

Il laisse une veuve, Nadine, et deux orphelins, Martin et Marie, âgés de 6 ans et demi et 5 ans : ce sont d'abord eux, les enfants tristes de Nimier.

Martin et Marie ont vécu dans la légende de leur père, alimentée par ses amis et tous ceux que sa présence avait frappés : Blondin, Dormann, mais aussi Malaparte, Malraux ou Marie Laurencin (qui fit son portrait en 1952). Tous avaient été frappés par sa personnalité.

Pour des enfants, c'est différent. Que leur importa que « le hussard bleu » fût mort conformément à sa vie d'homme pressé, il leur fallut grandir avec l'absence. On ne leur a jamais dit qu'il était mort ; leur mère s'est contentée de parler d'un « grave accident ». À la mention « profession du père » les deux écoliers écrivaient « décédé ».

Une commune fidélité les unit à cette histoire romanesque mais tragique.

Chacun l'a vécue selon son tempérament. Chacun en a été marqué. Ostensiblement et parfois à son insu.

Martin s'est d'abord tenu à l'écart du sillon paternel. Il est devenu médecin, conduit dans cette voie par l'admiration que, dit-il, il voua à un ami de sa mère : le professeur Étienne-Émile Baulieu, le père de la pilule. Entre l'univers scientifique et progressiste Baulieu et Nimier, quel fossé... Martin a pris comme spécialité anesthésiste réanimateur. Il confesse que le séduisit l'idée d'une médecine dont les effets seraient immédiats.

De son côté, Marie a pris la voie de l'écriture, levant en deux livres un coin du voile recouvrant son rapport avec un père étincelant mais encombrant. On ne cessait de le lui en parler : Nimier ? Comme l'écrivain. Vous avez les yeux bleus ? Forcément : le hussard... Après avoir signé son premier article dans la presse du nom de Pascale Martin (peut-on faire plus passe-partout ?), elle a tout de même consenti à garder son patronyme pour ses propres livres.

Leurs jeunes mémoires ne conservent que peu de souvenirs. Aucune photo n'existe de Nimier avec sa progéniture. Inexistantes ou détruites. Père de famille est-il un état compatible avec le dandysme littéraire ? Marie s'appelle en réalité Marie-Antoinette, marque d'hommage à la défunte reine. Martin a reçu ce prénom en hommage au personnage de Marcel Aymé.

Martin conserve quelques billets hâtivement rédigés par leur père : « Mon cher Martin, j'ai eu beaucoup de travail avec tous mes dragons, c'est pourquoi je n'ai pas pu te dire plus tôt la joie que j'ai eue d'apprendre ton arrivée en France. Je te réserve une place au 1^{er} escadron. » Et pour Noël, alors que sa mère écrit un message affectueux à ses enfants, Roger

galège devant son fils : « Moi, je te tire les cheveux, je les coupe, j'en fais une salade et je la mange. »

Chez Marie, cet humour « conscrit » est moins bien passé. Elle se dit perturbée par deux images qui se superposent : « D'un côté la représentation publique de l'homme de lettres stigmatisé par sa disparition précoce et de l'autre la perception privée, celle de la petite fille qui ne comprend pas toujours ce qui se passe autour d'elle. »

Elle a, fiché dans son cœur d'orpheline, des mots énigmatiques sur une carte postale : « Que dit la Reine du silence ? » Et un autre franchement déplacé, adressé à un ami, comme si leur auteur était inconscient de son pouvoir destructeur : « Au fait, Nadine a eu une fille hier. J'ai été immédiatement la noyer dans la Seine pour ne plus en entendre parler. »

Est-ce à cette provocation de garçon que Marie doit son plongeon suicidaire dans la Seine à 25 ans en pleine nuit ? Comme pour réaliser ce qu'avait formulé son père dans ce mot ?

Ses souvenirs portent tous la marque de la négligence : dans un testament, Nimier léguait à ses amis ses armes, ses livres. À son fils, les œuvres complètes d'Alexandre Dumas et le Grand Larousse. Et à elle ? Rien. « Je ne faisais pas partie de la bande. Je n'étais pas un garçon. Nous ne jouons pas dans la même cour. »

Marie a fait ses études à Vincennes dans le climat post-68, elle a suivi les cours de Deleuze. Là encore on peine à relier les deux univers. On est loin de la revue *Arts* et de son dédain railleur pour les penseurs à la mode. Roger a écrit pour le cinéma, elle a composé des chansons pour son amie Juliette Gréco, dont *Le Pont Marie* : « Mais qu'est-ce qui t'a pris / De jouer à la sirène / Il y a

meilleur berceau / Que les eaux de la Seine. » Toujours le traumatisme de la noyade. Elle a évolué dans un milieu artiste, « rive gauche », dirons-nous, pour caractériser une localisation parisienne et une sensibilité intellectuelle et politique. Pas de quoi la rapprocher de son père : « Pour l'adolescente que j'étais il y avait incompatibilité. Roger Nimier appartenait décidément à ce passé dont nous voulions faire table rase et lorsque nous criions dans les manifestations : « Flics fascistes, assassins », je priais pour qu'on ne découvre pas un jour d'où je venais. Un père royaliste ça la fichait mal. »

Aucune photo n'existe de Nimier avec sa progéniture. Inexistantes ou détruites. Père de famille est-il un état compatible avec le dandysme littéraire ?

Marie garde chez elle un vieux stylo à pompe dont la plume est tordue « forcément à droite », note-t-elle, malicieuse. Elle a publié deux titres, *La Reine du Silence*, puis *Le Côté obscur de la reine* (1), où elle tente de reconstituer un portrait de son père, entre affection et devoir de dire des vérités enfouies sous la mythologie du « hussard ». Elle le dit sans ambages : « J'ai d'énormes lacunes en je-m'en-foutisme », allusion à la vie fulgurante et désordonnée de Roger Nimier.

Martin a une mémoire plus apaisée et, âgé de quelques mois de plus, garde des bribes de souvenirs de son père. Enfant, il l'accompagne au marché aux timbres, passion familiale héréditaire. Dans les bureaux de la NRF, il est mis en présence d'un monsieur très intimidant nommé Gaston Gallimard, et à Colombes de Kléber Haedens, aux côtés de qui il assiste à un match de rugby.

Il a choisi de cultiver une part de l'héritage de Nimier en fréquentant volontiers ses amis. Notamment pour recueillir d'eux des échos de sa vie fulgurante : Blondin a été un grand frère. Geneviève Dormann une grande sœur. Elle lui a décrit un père séduisant quoique habillé au « décrochez-moi-ça » : Martin, lui, cultive une élégance à la Brummel.

Marie a raconté la passion que son frère entretenait pour les chaussures : il a créé un site, *souliers.net*, où il expose sa collection et prodigue des conseils pour l'entretien des cuirs. Faut-il y voir un lien inattendu avec un épisode étonnant : la nuit de l'accident, l'écrivain Frédéric Dard et sa femme sont passés par hasard sur les lieux. Une carcasse de voiture broyée gisait sur le bord de la route. Dard avisa une chaussure sur le talus. Machinalement il la déposa sur l'épave : ce devait être celle de Nimier qui avait été expulsée sous le choc.

L'impact de l'événement n'en finit pas de marquer les enfants. Marie a toujours fait un blocage à la conduite automobile, ratant plusieurs fois son permis de conduire.

Et si Marie évoque avec effroi l'idée d'avoir fréquenté Céline lors de visites de Roger à Meudon où elle devait l'accompagner, son frère en garde une autre image. Il raconte que leur mère suivait les cours de la veuve Destouches, Lucette Almanzor, tandis que les enfants découvraient la ménagerie de l'écrivain, le berger allemand, le chat et le perroquet. À Montmartre, Marcel Aymé leur réservait des albums des *Pieds nickelés* et des *Tintin*, et leur offrait *Le Petit Prince* à Noël.

Martin a voulu rester fidèle à l'esprit de son père, à une certaine désinvolture qui lui paraît naturelle. Il estime que Roger Nimier n'avait pas « d'idées mais un style, insolent narquois provocateur où (il a) pu trouver quelques bénéfices à lire ». Il assume la légende du hussard.

Il se tient donc à l'écart de l'entreprise littéraire de sa sœur, qui n'hésite pas à éclairer leur enfance de la lumière crue de la biographie – elle a ainsi retrouvé la trace d'un demi-frère né d'une relation fugitive de son père avec une étudiante. Et elle a rencontré le garçon. Martin a préféré fermer la porte à cette histoire.

L'un et l'autre ont lu les livres de leur père et, à l'instar de l'image qu'ils en ont, ils regardent son œuvre différemment : Des *Épées*, le premier roman de son père, Martin dit aujourd'hui qu'il est son « roman préféré par le message qu'il porte aujourd'hui : méfiez-vous du camp du bien ».

Marie ne parle pas ou peu de l'œuvre de son père. Elle a lu *Les Enfants tristes*. Roger Nimier avait 26 ans quand il a publié ce roman. L'âge qu'elle avait à ses débuts d'écrivain : « Ce qui au début passe pour de l'insolence n'est que de la maladresse, qui se transformera au fil des pages en cynisme. »

Nonobstant, Martin et Marie se sont entendus pour remettre les archives paternelles à la bibliothèque Jacques-Doucet : un Panthéon pour son œuvre. Scénarios, lettres, manuscrits, brouillons, Roger Nimier est là, sous toutes ses facettes. Celles de son talent, songe Martin. De sa complexité, songe Marie.

Dernier projet des deux « enfants tristes » : offrir les honneurs de la « Pléiade » à celui qui fut un éditeur actif et généreux. Et parce que leur père est indissociable de son époque, de sa génération (« le premier », lui disait Mauriac), ils espèrent qu'une publication verra bientôt le jour : il s'agirait d'un volume « Hussards » qui regrouperait Nimier et ses compagnons, des écrivains de talent réunis à jamais sous ce vocable. ■

(1) Gallimard, 2004 et Mercure de France, 2025.



Le roman *Les Enfants tristes*, de Roger Nimier, a été publié en 1951.

COLLECTION PERSONNELLE

LE FIGARO économie



INFLATION

LA PROGRESSION DES PRIX RESTE MODÉRÉE MALGRÉ LA HAUSSE DES COURS DU PÉTROLE **PAGE 26**

CINÉMA

«L'ODYSSÉE» ET LA CANICULE DONNENT UN COUP DE FOUET AU BOX-OFFICE FESTIVAL FRANÇAIS **PAGE 28**



Les fleurons du CAC 40 en forme malgré les crises

Après avoir plongé de 30 % l'an passé, leurs profits cumulés ont bondi de moitié au premier semestre. Presque tous ont affiché une progression de leur activité. **PAGES 24 ET 25**

Taxe de séjour : Airbnb perd une bataille face à l'île d'Oléron

Une victoire pour l'île d'Oléron, face à Airbnb. Vendredi, le Conseil constitutionnel a confirmé « la constitutionnalité du régime des sanctions destiné à garantir les obligations de déclaration, de collecte et de reversement de la taxe de séjour par les plateformes numériques ». Cette taxe, calculée par personne et par nuit, est payée par les voyageurs séjournant dans un héberge-

ment touristique. Depuis 2019, les plateformes (Airbnb, Booking, Leboncoin...) doivent - comme les hôteliers - la déclarer, collecter et reverser aux communes. La communauté de communes de l'île d'Oléron reproche à Airbnb de ne pas l'avoir fait, sur plusieurs milliers de locations réalisées en 2021 et 2022. La cour d'appel de Poitiers a condamné le géant américain, en

avril 2025, à verser plus de 8,6 millions d'euros d'amendes civiles à la collectivité. Airbnb avait obtenu en mai que la Cour de cassation transmette au Conseil constitutionnel une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) portant sur la « proportionnalité » de ces amendes. Le verdict n'est pas celui qu'elle espérait. « C'est une victoire, se réjouit Jonathan Bellaïche, avocat de la

communauté de communes de l'île d'Oléron. Les grandes plateformes numériques ne sont pas au-dessus de la loi. » L'affaire n'est toutefois pas terminée. « La Cour de cassation devra vérifier prochainement si le montant des amendes n'est pas concrètement disproportionné au regard de la faute commise et du préjudice subi par la collectivité », prévient Airbnb.

MATHILDE VISSEYRIAS

> FOCUS

AMIEL VEUT UN DÉBAT SUR «L'INDEXATION AUTOMATIQUE»

Dans sa recherche d'économies pour équilibrer des comptes qui virent au rouge, le gouvernement se tourne vers l'année blanche. Ce vendredi, le ministre des Comptes publics, David Amiel, a laissé entendre qu'il était prêt à remettre en cause la réévaluation systématique de certaines dépenses, dans le cadre du budget 2027. « Le débat sur les augmentations, les indexations automatiques indifférenciées, il faudra effectivement qu'on l'ait », a déclaré David Amiel au micro de Sud Radio, où il était interrogé sur l'hypothèse d'une « année blanche » budgétaire en 2027. La veille sur France Inter, le ministre de l'Économie, Roland Lescure, avait répondu à une question sur le même thème en indiquant que le gouvernement allait « regarder ces histoires d'indexation à l'inflation », estimant que c'était « une manière efficace de faire des économies ».

Pour rappel, l'année blanche budgétaire consiste à reconduire à l'identique les montants des dépenses de l'année précédente sans les revaloriser au rythme de l'inflation (comme c'est le cas pour certaines prestations sociales ou pour les pensions de retraite). Le dispositif peut également comprendre le gel du barème de l'impôt sur le revenu. Mais ni Roland Lescure, ni David Amiel n'ont précisé le périmètre d'une telle mesure, et par conséquent l'ampleur des économies que le gouvernement pourrait en espérer. L'ex-premier ministre François Bayrou avait proposé une année blanche lorsqu'il était à Matignon, estimant qu'une telle mesure dans le budget 2026 aurait représenté quelque 7 milliards d'euros d'économies.

J.B.P.

le PLUS du FIGARO ÉCO

AFRIQUE

Coup d'envoi du gazoduc entre le Nigeria et le Maroc **PAGE 27**

LA SÉANCE

DU VENDREDI 31 JUILLET 2026

- ▲ **CAC 40**
8509,64 +0,28%
- ▲ **DOW JONES**
52414,23 +0,39%
- ▲ **ONCE D'OR**
3794,00 (3794,00)
- ▲ **PÉTROLE (Brent)**
90,080 (89,420)
- ▲ **EUROSTOXX 50**
6371,73 +0,43%
- ▲ **FOOTSIE**
10879,26 -0,17%
- ▲ **NASDAQ**
28220,10 +0,40%
- ▲ **NIKKEI**
64362,02 +4,03%

L'HISTOIRE

TotalEnergies va payer la facture de carburant des pompiers cet été

Après le plafonnement des prix des carburants pour les automobilistes français, TotalEnergies apporte son soutien aux pompiers. Alors que le pays est touché par des incendies records cet été, qui mobilisent d'importants moyens, le groupe pétrolier français « prendra en charge les carburants terrestres et aériens nécessaires aux services de sapeurs-pompiers partout en France métropolitaine », a-t-il annoncé vendredi. Concrètement, TotalEnergies prendra en charge la facture du 1^{er} juillet au 31 août, en adressant aux services concernés un avoir équivalent aux dépenses de l'été, utilisable pour leurs futures dépenses en carburant auprès du groupe. Le groupe pétrolier, régulièrement

ciblé par la gauche, qui l'accuse de profiter de la crise au Moyen-Orient pour réaliser des profits records, dit vouloir ainsi témoigner de sa « solidarité avec les pompiers de France et soutenir leur action ». TotalEnergies affirme par ailleurs avoir « donné la priorité à l'approvisionnement des services

d'incendie et de secours partout où s'intensifiait la lutte contre les incendies » depuis le début de l'été. De Mondelez à L'Oréal, en passant par Carrefour, le Groupement Mousquetaires (Intermarché) ou encore EDF, d'autres grandes entreprises se sont déjà mobilisées pour venir en aide aux sinistrés. Sans oublier les banques et les assurances, qui ont commencé à mettre en place des dispositifs spéciaux pour les assurés. ■ **THIBAUT DELÉAZ**



BP, en plein débat sur de nouveaux forages, quitte la mer du Nord

BP jette l'éponge. Le géant pétrolier britannique a annoncé, vendredi, envisager la vente de ses activités en mer du Nord, un bassin vieillissant, alors que le gouvernement britannique est sous pression pour autoriser davantage de forages. L'entreprise précise que le siège restera dans le pays. « Le Royaume-Uni est notre foyer depuis plus de cent ans et continuera de jouer un rôle important dans notre avenir », déclare sa directrice générale, Meg O'Neill, dans un communiqué. L'argument est celui du rendement. « Alors que nous concentrons notre portefeuille et orientons nos capitaux vers nos opportunités les plus créatrices de valeur, nous pensons que nos activités en mer du Nord seront mieux positionnées au sein d'une autre entreprise », développe sa dirigeante. Selon le Financial Times, des discussions menées avec Ithaca Energy (un autre producteur britannique de pétrole et de gaz), autour de 2 milliards de livres (2,34 milliards d'euros), avaient échoué

en juin. Shell, également britannique, a déjà regroupé ses actifs dans la zone avec ceux du norvégien Equinor. BP emploie près de 14 000 personnes au Royaume-Uni, dont 1100 en mer du Nord. Poussé par Donald Trump, qui réclame depuis des mois d'avantages de forages dans cette région, le nouveau premier ministre, Andy Burnham, s'est dit jeudi « pragmatique » : le pays « ne peut pas ignorer » cette ressource. Les travailleurs s'étaient pourtant engagés à ne délivrer aucune licence pour « explorer de nouveaux champs ». Les gisements de Jackdaw et de Rosebank, dont les autorisations ont été annulées début 2025, attendent une décision sous quelques semaines. Les experts rappellent de leur côté que les réserves de la mer du Nord s'épuisent. Arrivée en avril, Meg O'Neill a pour mission un recentrage radical sur le pétrole et le gaz et une réduction des coûts. **ADAM AMBLARD**

Dans la tempête, la surprenante accélération



Ce premier semestre 2026 confirme la dynamique très positive de 2025. Tous nos moteurs tournent à plein régime

» **Thomas Buberl**
Directeur général d'Axa



Nous continuerons d'investir là où la science est la plus solide, là où les besoins médicaux sont les plus criants et là où nous pouvons créer une valeur durable à long terme

» **Belén Garijo**
Directrice générale de Sanofi



Ce premier semestre 2026 marque le retour à la croissance dans chacune de nos régions et confirme une nouvelle fois notre capacité à surperformer nos marchés dans un environnement contrasté

» **Benoît Bazin**
PDG de Saint-Gobain



Nos maisons, toujours en quête de la plus haute qualité pour nos produits et engagées, pour plusieurs d'entre elles, dans un renouveau créatif continu de faire rêver et d'accroître leur désirabilité

» **Bernard Arnault**
PDG de LVMH

Danièle Guinot

Malgré la guerre en Iran, les profits cumulés des principaux groupes français ont bondi de près

Un an après avoir trébuché, les fleurons français de l'industrie, des services et de la finance ont démontré leur capacité de rebond. Au premier semestre 2025, les profits cumulés des groupes composant le CAC 40 avaient plongé de 30 % dans un contexte marqué par la guerre commerciale menée par Donald Trump et la chute de 10 % du dollar face à l'euro. Depuis, les nombreuses secousses géopolitiques et macroéconomiques ne se sont pas calmées, et la guerre au Moyen-Orient a même augmenté le casse-tête avec lequel les grands patrons doivent piloter leur multinationale.

Malgré cet environnement toujours plus compliqué, la séquence des publications semestrielles, qui s'est achevée ce vendredi, illustre un impressionnant redémarrage. Sur les six premiers mois de 2026, le résultat net cumulé des 38 membres du CAC 40 ayant publié leurs résultats (Pernod Ricard et Eiffage ne le feront que fin août), ont vu leurs profits nets cumulés bondir de près de moitié, à 74,93 milliards d'euros. Seuls sept de ces groupes affichent un recul de leurs résultats supérieur à 10 %. Porté par la flambée des prix du pétrole, TotalEnergies est remonté sur la première marche du podium des groupes ayant réalisé le plus de profits ce semestre (9,85 milliards d'euros), devant BNP Paribas (7,56 milliards) et LVMH (5,69 milliards d'euros).

Autre signe de leur bonne santé, leur activité est en hausse significative. Après trois ans de stagnation, le chiffre d'affaires cumulé des groupes du CAC 40 est reparti en hausse (+5,1 %) sur les six premiers de l'année. Pratiquement tous (35 sur les 38 ayant publié leurs résultats ces deux dernières semaines) ont vu leur chiffre d'affaires progresser, parfois de façon très significative : les ventes de STMicroelectronics ont ainsi bondi de 25 %, celles de Safran de 20 % et celles TotalEnergies de 15 %.

Cette reprise quasi générale est tirée par une très forte accélération au deuxième trimestre, marqué par « la plus forte croissance des bénéfices depuis quatre ans en Europe », soulignent les analystes de Barclays. Preuve de leur confiance dans l'avenir, un grand nombre de fleurons tricolores ont même relevé leurs objectifs pour l'ensemble de l'année.

« Les résultats sont bons et souvent meilleurs qu'attendu, résume Gilles Guibout, responsable des actions européennes d'Axa IM chez BNP Paribas Asset Management. La résilience des grands groupes français peut même un peu surprendre, tant l'environnement économique et géopolitique était difficile au deuxième trimestre. » À partir de mars, les entreprises ont dû composer avec la guerre en Iran, lancée par les États-Unis et Israël, qui a déstabilisé tout le Moyen-Orient et fragilisé l'économie mondiale : flambée des cours de pétrole et des matières premières, hausse des taux d'intérêt et ralentissement de la croissance européenne.

« Contrairement à ce qui était redouté, la guerre en Iran n'a pas eu d'impact majeur sur la plupart des entreprises, explique Emmanuel Cau, responsable de la stratégie chez Barclays. L'économie mondiale est moins sensible à l'évolution des cours de l'énergie que par le passé car la consommation de pétrole a diminué. »

Surtout, « l'économie mondiale ne se porte pas si mal que ça », insiste Emmanuel Cau. Après avoir progressé de 3,5 % en 2024 et en 2025, le PIB mondial devrait croître de 3 % cette année, selon les prévisions du FMI. C'est de nature à soutenir les multinationales tricolores, qui réalisent plus de 80 % de leur activité hors de France. « La croissance reste assez soutenue aux États-Unis, l'Europe résiste un peu mieux que prévu et la conjoncture chinoise n'est pas catastrophique. Et un peu partout le taux de chômage reste relativement bas », détaille le stratège. En zone euro, la croissance a rebondi au deuxième trimestre (+0,4 %). En France, après un premier trimestre négatif, le PIB a progressé de 0,2 % au printemps.

D'autres éléments ont aidé les entreprises à reprendre de la hauteur. « Dans

certaines secteurs où la demande était solide, le retour de l'inflation a pu être répercuté sur les prix, ce qui a dopé le chiffre d'affaires de ces entreprises et leurs bénéfices », souligne Amélie Derambure, gérante multi-asset chez Amundi. Ces hausses de prix ont surtout pu être passées dans les pays à plus fort pouvoir d'achat. « Aux États-Unis ou en Corée du Sud, la population ressent un effet richesse, lié notamment à la forte hausse des marchés boursiers, ce qui dope la consommation », souligne Isabelle de Gavoty, responsable de la gestion actions conviction Europe chez Allianz GI.

Les géants du luxe ont pleinement bénéficié de cet effet richesse, en particulier aux États-Unis. Ils ont aussi constaté un léger mieux en Chine, où les ventes avaient fortement fléchi depuis la sortie du Covid. En conséquence, après deux années de ralen-

tissement, les chiffres d'affaires de LVMH, Hermès et même Kering ont vu leur croissance s'accélérer au deuxième trimestre. Même tendance soutenue chez L'Oréal. « Pour les groupes de luxe, l'horizon s'éclaircit », notent les experts.

Les banques, grandes gagnantes du semestre

Les groupes industriels, eux, sont dopés par les énormes programmes d'investissement mondiaux dans la défense et dans l'intelligence artificielle. Les investissements XXL annoncés par les géants de la tech dans l'IA peuvent d'ailleurs donner le tournis : plus de 700 milliards de dollars au niveau mondial pour la seule année 2026. « Ce cycle d'investissements massifs fait notamment la fortune des spécialistes des semi-conducteurs, des data centers et des entreprises de

services, comme les utilities », pointe Isabelle de Gavoty. Legrand et Schneider Electric, ont continué à surfer sur la ruée vers les centres de données avec des ventes records et ont tous deux relevé leurs objectifs annuels.

Le spécialiste de hautes technologies de défense et d'aéronautique Thales a tiré profit des commandes d'armement et de la croissance dans l'aérospatiale. Airbus et Safran ont retrouvé de l'élan, grâce notamment à la dynamique de l'aviation civile. En outre, « les craintes liées aux éditeurs de logiciels, que l'on disait fragilisés par l'IA, ne se sont matérialisées », souligne Gilles Guibout. Les bénéfices de Dassault Systèmes ont ainsi bondi de 28 % au premier semestre. Et Capgemini a fait de la résistance et a relevé ses objectifs financiers.

Les banques font partie des grandes gagnantes du semestre. Grâce à la

Les profits des géants du CAC 40 ont augmenté de près de 50 % au premier semestre 2026

Entreprises	Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2026	Variation 1 ^{er} semestre 2026/2025	Résultat net 1 ^{er} semestre 2026	Variation 1 ^{er} semestre 2026/2025
Accor	2 760	3 %	114	- 51,1 %
Air liquide	13 828	2,6 %	1 823	1,2 %
Airbus Group	33 176	12 %	2 243	47,1 %
ArcelorMittal*	28 352	4,9 %	1 107	- 51 %
Axa	66 288	3 %	4 171	6 %
BNP Paribas	28 147	9,2 %	7 562	21,8 %
Bouygues	26 292	- 1,2 %	287	65,9 %
Bureau Veritas	3 258	5 %	238	- 26,2 %
Capgemini	12 082	8,8 %	498	- 31,3 %
Carrefour	43 789	2,1 %	30	107,5 %
Crédit agricole	20 880	7,8 %	4 875	6,8 %
Danone	13 936	3,5 %	1 175	13 %
Dassault Systèmes	3 065	4 %	612	28 %
Engie	36 707	- 3,6 %	3 300	13,7 %
EssilorLuxottica	14 818	9,7 %	1 566	12,9 %
Eurofins Scientifc	3 701	2,7 %	301	21,9 %
Euronext	1 073	16 %	411	17,9 %
Hermès International	8 163	6,1 %	2 238	- 0,4 %
Kering	7 220	1 %	189	- 60 %
L'Oréal	23 776	6,8 %	3 547	5,3 %
Legrand	5 400	9,8 %	698	11,2 %
LVMH	38 644	2 %	5 697	0 %
Michelin	12 687	0,5 %	766	- 8,8 %
Orange	20 948	3,5 %	3 555	NS
Publicis	7 229	4,7 %	793	- 3,8 %
Renault	30 252	9,5 %	705	52,9 %
Safran	17 571	20,2 %	1 924	21 %
Saint-Gobain	23 595	- 1,1 %	1 417	- 13 %
Sanofi	22 106	15,7 %	1 957	- 66,3 %
Schneider Electric	21 226	14 %	2 488	30,1 %
Société générale	14 202	2,4 %	3 487	13,9 %
Stellantis	81 614	10 %	670	NS
STMicroelectronics	6 582	25 %	259	NS
Thales	10 949	7,8 %	485	- 27 %
TotalEnergies*	93 588	15 %	9 852	72 %
Unibail-Rodamco-Westfield	1 151	5 %	1 009	44,6 %
Veolia Environnement	22 193	1,5 %	837	10,4 %
Vinci	35 597	2,1 %	2 078	9,6 %

NS : Non significatif

* Chiffres convertis en euros

Sources : 38 sociétés du CAC 40, Eiffage et Pernod Ricard n'ayant pas encore publié leurs résultats décalés.

des fleurons du CAC 40

de 50 % au premier semestre. Presque tous ont vu leur activité croître.

hausse des taux d'intérêt, leurs vastes programmes de réduction de coûts ou encore une activité commerciale soutenue, notamment sur les marchés financiers, BNP Paribas, Société générale et Crédit agricole ont enregistré de très bons résultats. Ils étaient même records chez Société générale. La banque au logo rouge et noir et BNP Paribas sont aussi parvenues à améliorer leur rentabilité. Axa a lui aussi brillé : « Tous les moteurs tournent à plein régime », s'est félicité Thomas Buberl, le directeur général du premier assureur français.

Bien sûr, tout n'a pas été rose pour tout le monde. Bien qu'ils aient renoué avec les bénéfices, après de très lourdes pertes en 2025, les géants de l'automobile, Renault et Stellantis, continuent à évoluer dans un environnement complexe. « Les construc-

teurs auto ont en outre été affectés par la hausse des prix des matières premières, de l'énergie et du fret », souligne Damien Dierickx, gestionnaire chez Exane AM. Dans ce contexte, Stellantis n'est pas parvenu à redresser ses marges au niveau espéré par les investisseurs.

Le constructeur fait exception parmi les géants de la cote parisienne. « Les marges restent élevées, souligne Gilles Guibout. Cela est dû à la bonne tenue de l'activité et dans de nombreuses entreprises au maintien d'une forte discipline sur les coûts. » Certains observateurs se demandent si l'IA commence à générer des gains de productivité. Un sujet sur lequel les entreprises restent plutôt discrètes. Dans certaines multinationales, les marges ont aussi été un peu dopées par de premiers remboursements des droits de douane améri-

cains acquittés l'an dernier, invalidés en février par la Cour suprême américaine. C'est le cas notamment d'EssilorLuxottica, le mondial de l'optique, dont les ventes ont bondi au premier semestre (+9,7 %) grâce au succès de ses lunettes connectées développées avec Meta.

Après cette bonne saison de résultats, les analystes sont en train de relever leurs attentes de résultats pour l'ensemble de l'année 2026. Ils tablent sur une croissance des profits de l'ordre de 17 % en Europe et de 20 % aux États-Unis. « Mais, les risques restent bien présents », tempère Amélie Derambure. La guerre en Iran n'est pas terminée, Donald Trump menace le monde de nouveaux droits de douane et les taux d'intérêt poursuivent leur hausse... Jusqu'ici, les grands groupes ont prouvé qu'ils savaient naviguer dans la tempête. ■



Engie a publié un chiffre d'affaires de 36,7 milliards d'euros sur les six premiers mois de l'année, en recul de 3,6 %, mais avec un résultat net récurrent en hausse de près de 14 %. FLORENCE PIOT/STOCKADOBÉ

« On assiste à des réactions épidermiques » : pourquoi la Bourse réagit aussi violemment aux bonnes et aux mauvaises surprises

Jorge Carasso

Au sortir des publications du premier semestre des fleurons du CAC 40, les résultats apparaissent dans l'ensemble robustes. Pour autant, la Bourse de Paris a parfois sanctionné de façon spectaculaire certains champions français. Ainsi d'Hermès, qui a cédé 11 % le jour de la présentation de ces résultats, plutôt bons, mais légèrement en deçà des attentes des analystes. Le maroquinier, dont le titre se monnayait encore 35 fois les bénéfices, a donc été sévèrement sanctionné en Bourse pour ses difficultés à renouer avec la croissance en Chine.

Dans le même secteur du luxe, Kering a publié des résultats moins flamboyants, mais supérieurs aux anticipations du marché. Résultat : l'action a flambé de 17 %, les investisseurs saluant un retour à la croissance, après douze trimestres de baisse du chiffre d'affaires.

Ces deux exemples illustrent l'extrême sensibilité des marchés. Peu importe que la tonalité générale soit très positive, le moindre écart avec les anticipations se paie au prix fort. Les plongeurs de STMicroelectronics (-18 %), de Sanofi (-9 %) en sont une autre illustration. « On assiste à des réactions un peu épidermiques, observe Damien Ledda, directeur de la

gestion chez Galilee AM, une société de gestion. Dans un contexte plus incertain, la moindre déception se paie cher. » À l'inverse, les actions sont vite propulsées au sommet quand les résultats dépassent les attentes. En témoignent les performances de Schneider Electric (+11 %), Saint-Gobain (+9 %) ou encore Bouygues (+7 %) après leur publication du premier semestre.

« Les investisseurs sont stressés, dans le brouillard. C'est ça qui provoque une forme d'emballement à la moindre contradiction »

Guillaume Law-Yee
Analyste financier chez Optigestion

Ainsi, afficher un chiffre d'affaires en hausse et un carnet de commandes plein ne suffisent plus à satisfaire les marchés. « Les investisseurs sont stressés dans le brouillard. C'est ça qui provoque une forme d'emballement à la moindre contradiction », confirme Guillaume Law-Yee, analyste financier chez Optigestion. Les tensions géopolitiques pèsent dans les réactions des investisseurs. La reprise du conflit au Moyen-Orient, et son effet sur l'inflation (autour de 4 % aux États-Unis et 3 % en Europe)

laissent craindre un ralentissement de l'économie. De plus, les inquiétudes quant à la rentabilité réelle de l'intelligence artificielle, dans un contexte où les valorisations des grandes sociétés technologiques américaines et asiatiques rendent les marchés particulièrement nerveux.

Ces nuages ne semblent pas jusqu'à présent se refléter dans les cours. D'ailleurs, le CAC 40 continue de tutoyer les sommets (autour de 8550 points, proche de son record historique du 26 février à 8642 points). Et l'indice phare de la place de Paris continue globalement de progresser (+1,21 % sur cinq jours). Mais désormais, les investisseurs sont plus sélectifs. Les sociétés qui ont profité de l'euphorie boursière de ces dernières années et vu leur valorisation s'envoler sont plus sensibles que les autres aux corrections. À l'inverse, les entreprises dont les cours ont décroché pour diverses raisons ces derniers mois ont un potentiel de rebond d'autant plus grand.

Il peut aussi y avoir des explications plus terre à terre aux fortes réactions en Bourse. « Les marchés sont traditionnellement un peu moins actifs pendant l'été, estime Corentin Hué, responsable de la gestion privée de l'agrégateur de comptes Finary One. Or des volumes plus faibles peuvent entraîner des variations de cours plus importantes. » ■

Elsa Bembaron

Peu à peu, Engie ajoute une corde à son arc : celle des câbles pour le transport et la distribution d'électricité. Le groupe, qui a publié un chiffre d'affaires de 36,7 milliards d'euros sur les six premiers mois de l'année, en recul de 3,6 %, mais un résultat net récurrent en hausse de près de 14 %, à 3,3 milliards d'euros, veut s'imposer en acteur de la transition énergétique. Pour parvenir à ses fins, Engie développe ses activités dans la production d'énergie renouvelable (éolien, solaire et, dans une certaine mesure, biométhane) et dans le transport d'électricité, un secteur « longtemps resté dans un angle mort » selon les mots de Rosaline Corinthien, directrice générale adjointe, en charge de l'activité Power Networks chez Engie.

« Pour décarboner, il n'y a pas que la génération de la production d'électricité. Les réseaux ont longtemps été oubliés et sont aujourd'hui des goulots d'étranglement », ajoute-t-elle. Dans ce domaine, la France tire bien son épingle du jeu. L'activité est essentiellement entre les mains d'Enedis et de RTE. Mais à l'étranger la donne est tout autre. Engie a choisi son terrain de jeu : ces pays ayant besoin de développer ces réseaux, où la régulation est en place, avec un cadre réglementaire clair. Ce qui lui laisse encore un vaste champ d'action, alors que les besoins sont considérables. « Aujourd'hui, les réseaux de transport et de distribution d'électricité parcourent 80 millions de kilomètres dans le monde. C'est la distance entre la Terre à Mars. En 2045, pour répondre aux enjeux de l'électrification, notamment, il faudra les doubler pour atteindre l'équivalent de la distance entre la Terre et le Soleil », illustre Rosaline Corinthien. L'objectif du groupe est d'avoir déployé 10 000 kilomètres de ligne haute et très haute tension (ce qui correspond au réseau de transport) en 2030. Auxquels s'ajoutent les 192 000 kilomètres de lignes de distribution du réseau anglais UKPN, racheté en début d'année par Engie. Aux termes de cette opération à 18 milliards d'euros, le français détient désormais trois des 14 licences britanniques. Le solde est détenu par cinq autres opérateurs.

Cette acquisition illustre la volonté d'Engie de renforcer sa base d'actifs régulés. Le terme inclut les réseaux électriques, ceux de gaz, mais aussi les réseaux de chaleur (et de froid) urbains. « À l'horizon 2028, les réseaux électriques représenteront 30 à 35 % de notre base d'actifs régulés (BAR). À l'échelle du groupe, la BAR atteint 34 milliards d'euros. Nous visons 60 milliards en 2030 », explique

Rosaline Corinthien. Une grande partie de la croissance viendra des réseaux électriques. Ce renforcement de la présence d'Engie dans les actifs régulés (« commodities » pour les Anglo-Saxons), voulu par sa directrice générale Catherine MacGregor, aura des conséquences palpables sur le profil de ces revenus, toujours plus récurrents et donc, moins exposés à la volatilité du marché. La marge brute d'exploitation (Ebit) du groupe devrait dépendre à 67 % des actifs régulés ou contractés à long terme en 2028, contre 46 % en 2024. De quoi séduire les investisseurs. En un an, le cours de Bourse a grimpé de plus de 40 %, pour passer de 19 à 27 euros par action.

Pour assouvir ses ambitions dans les réseaux électriques, Engie a mis le cap sur l'Amérique du Sud, et plus précisément sur le Brésil, le Chili et le Pérou. Trois pays où les défis à relever sont à la mesure de leurs territoires : immenses. « Nous allons continuer à répondre aux enchères des autorités pour opérer et détenir des infrastructures », explique Rosaline Corinthien. Les concessions y sont d'une durée de trente ans, sauf au Chili, où elles sont perpétuelles, sous réserve de remplir les obligations, notamment d'investissement et de maintenance. Le groupe n'exclut pas

« Pour décarboner, il n'y a pas que la génération de la production d'électricité. Les réseaux ont longtemps été oubliés et sont aujourd'hui des goulots d'étranglement »

Rosaline Corinthien Directrice générale adjointe, en charge de l'activité Power Networks chez Engie

non plus d'y réaliser des acquisitions ciblées d'actifs, comme il l'a fait au Pérou en février, avec le rachat de 132 kilomètres de lignes qui appartenaient à l'Italien Terna, pour environ 15 millions de dollars. Le groupe lorgne désormais sur l'Afrique du Sud. Pour sortir de sa dépendance au charbon, le pays investit dans les énergies renouvelables, avec ce que cela implique comme nouveaux besoins en raccordements électriques. Quelque 14 000 kilomètres de lignes doivent y être créés. Engie fait partie des entreprises qui ont été retenues pour participer aux enchères sud africaines, tout comme EDF et des concurrents espagnols, chinois et indiens.

Logiquement, cette stratégie a un coût. Le groupe prévoit 36 milliards d'euros d'investissements (12 par an) d'ici à 2028 : - 45 % de la somme seront dédiées à la construction et au rachat de réseaux, le solde aux énergies renouvelables et au développement des batteries de stockage. ■

LA SÉANCE DU VENDREDI 31 JUILLET													
LE CAC	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAP.ECH	31/12	
ACCOR	44,9	-2,92	46,16	44,86	0,334	-6,89	L'OREAL	386,95	-1,79	392,35	384,2	0,08	+5,55
AIR LIQUIDE	170,72	-0,59	173,14	170,36	0,226	+17,18	LEGRAND	1314	+0,54	136,3	130,85	0,455	+3,26
AIRBUS	20,22	-0,88	208,65	201,65	0,186	+1,92	LMVH	475,15	+0,39	478,9	467,5	0,087	+26,33
ARCELOMITTAL SA	60,74	+1,91	61,38	58,92	0,33	+55,39	MICHELIN	34,97	+1,36	35,07	34,4	0,347	+23,53
AXA	44,94	-0,62	45,42	44,25	0,198	+9,72	ORANGE	16,57	-2,96	16,625	16,2	0,338	+16,69
BNP PARIBAS ACT A	109,66	+0,75	110,24	108,16	0,189	+35,73	PERNOD RICARD	67,82	-0,09	68,2	67,14	0,233	-7,22
BOUYGUES	48,76	-1,4	49,27	48,32	0,256	+9,94	PUBLICIS GROUPE SA	92,62	-0,96	94,3	92,32	0,307	+4,51
BUREAU VERITAS	27,66	-0,9	28,3	27,66	0,309	+1,77	RENAULT	27,26	-2,54	28,07	27,25	0,647	+23,04
CAPGEMINI	102,5	+0,49	105,3	100,25	0,45	-27,94	SAFRAN	338,4	-0,56	345,7	337,6	0,143	+13,79
CARREFOUR	15,935	-0,65	16,035	15,81	0,355	+11,98	SAINT GOBAIN	81,28	+6,89	83,48	78,58	0,411	-6,53
CREDIT AGRICOLE	19,275	+2,61	19,785	19,15	0,267	+9,83	SANOFI	74,47	+2,34	75,26	74	0,295	-9,97
DANONE	67,52	-1,2	67,96	66,82	0,24	-12,06	SCHNEIDER ELECTRIC	289,6	+1,76	294,85	286,65	0,24	+23,29
DASSAULT SYSTEMES	20,05	-0,79	20,24	19,695	0,274	-15,9	SOCIETE GENERALE	81,31	+0,26	82,89	80,63	0,269	+18,32
EIFFAGE	123,25	-0,2	123,95	122,55	0,184	+0,69	STELLANTIS NV	4,971	-1,69	5,215	4,959	0,317	+47,12
ENGIE	27,11	+3,99	27,52	26,6	0,267	+20,97	STMICROELECTRONICS	45,675	+0,11	48,16	45,44	0,496	+103,54
ESSILORLUXOTTICA	164,05	+0,28	167,7	161,05	0,192	-39,22	THALES	245,9	+1,07	251,3	244,6	0,127	+7,01
EUROFINS SCIENT.	68,16	-0,64	69,02	68,16	0,104	+9,23	TOTALENERGIES	76,42	+1,12	76,42	75,09	0,151	+37,47
EURONEXT	158,6	+6,16	159,3	153,2	0,455	+23,91	UNIBAIL-RODAMCO-WE	105,3	+0,77	106,15	104,85	0,195	+13,52
HERMES INTL	1531,5	-1,23	1562,5	1516	0,106	-27,83	VEOLIA ENVIRON.	34,47	-3,72	36,02	34,47	0,418	+15,98
KERING	284,2	-2,22	292,4	283,85	0,287	-5,58	VINCI	122,55	-1,05	124	121,95	0,163	+2,08

LES DEVISES				L'OR			
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6365	AUD	Lingot 1KG	Cours	31/12	
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,6126	CAD	Lingotin 100g	110 950€	-5,17 %	
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8557	GBP	Lingotin 50g	12 200€	-4,01 %	
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	9,079	HKD	Lingotin 50g	6 110€	-4,38 %	
JAPON	YEN	184,03	JPY	Lingotin ONCE (31,10g)	3 794€	-2,54 %	
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9304	CHF	Lingotin 10g	1 255€	-4,56 %	
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1485	USD	Lingotin 5g	609€	-7,73 %	
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,37	TND	20Fr NAPOLÉON	678,9€	-5,18 %	
MAROC	DIHARAM	11,103	MAD	20Fr SUISSE	645€	-9,55 %	
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	54,5829	TRY				
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	57,6899	EGP	Bitcoin	62 794,89€	-28,86 %	
CHINE	YUAN	7,7539	CNY	Ethereum	1 862,3€	-37,63 %	
INDE	ROUPIE	109,5495	INR	BNB	586,82€	-32 %	
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	151,6544	DZD	Solana	73,07€	-41,68 %	
				XRP	1,061€	-43,23 %	

Gilles Boutin

L'indice des prix à la consommation a rebondi de 2,1% en juillet, mais reste à un niveau acceptable. Malgré les tensions autour du détroit d'Ormuz, les prévisionnistes restent optimistes pour 2026.

L'inflation a rebondi en juillet de 2,1%, a annoncé l'Insee ce vendredi. Un indicateur qui, lorsqu'il progresse en ce sens, suscite toujours de l'inquiétude concernant le pouvoir d'achat des Français, surtout dans une période incertaine où le moindre soubresaut au Moyen-Orient fait grimper les cours du pétrole et, logiquement, les prix à la pompe. Cette reprise s'explique d'ailleurs par « l'accélération des prix de l'énergie, tirée par la hausse des prix du gaz et des produits pétroliers », analyse l'Insee. Mais cette évolution revêt aussi un caractère très estival, les services de transport et d'hébergement faisant naturellement progresser leurs prix. Dans ce contexte, les prix de l'énergie sont autant une raison objective qu'une justification toute trouvée pour augmenter les tarifs.

Pour autant, le ministère de l'Économie se veut rassurant. « Cette hausse de l'inflation reste contenue, dans la suite des chiffres de juin, et s'inscrit dans un contexte où la croissance a atteint +0,2% au deuxième trimestre. Nous restons mobilisés et poursuivons nos efforts pour protéger le pouvoir d'achat des Français », a commenté Bercy. La situation n'est effectivement pas alarmante; la France se situe à 0,1 point seulement de la cible de la Banque centrale européenne, qui est de 2%. C'est ce niveau qui est jugé le mieux à même de garantir la stabilité des prix dans la zone euro.

L'année avait d'ailleurs commencé sur un rythme bien plus faible (0,3% en janvier, puis 0,9% en février), dans la continuité de la « victoire » remportée par la Banque centrale européenne sur l'inflation héritée de la crise de l'énergie provoquée par l'invasion de l'Ukraine. Le choc pétrolier provoqué par le lancement des opérations américano-israéliennes contre l'Iran a eu un effet indéniable, mais très éloigné de



Selon l'Insee, la hausse de l'inflation s'explique par l'accélération des prix de l'énergie et un contexte de départs estivaux. MYRIAM TIRLER / HANS LUCAS VIA AFP

L'effet de la crise au Moyen-Orient sur l'inflation moins fort qu'attendu

celui de 2022, marqué par un pic à plus de 6%. L'inflation a bondi de 1,7% en février, puis de 2,2% en avril, et enfin de 2,4% en mai. Ensuite, ce fut la désescalade. L'annonce d'un protocole de cessez-le-feu de soixante jours mi-juin et la réouverture du détroit d'Ormuz ont fait retomber le brent autour de 72 dollars fin juin et l'inflation en France est revenue à 1,8%.

« Cette hausse de l'inflation reste contenue, dans la suite des chiffres de juin, et s'inscrit dans un contexte où la croissance a atteint +0,2% au deuxième trimestre »

Ministère de l'Économie

Mais le rebond de juillet est-il à considérer avec gravité, alors que les hostilités ont repris autour du détroit d'Ormuz? Pas forcément, dans la mesure où « les prix du pétrole, comme ceux qui les déterminent, restent remarquablement peu pressés et peu inquiétés (...) malgré des nouvelles susceptibles de réduire l'offre », constate John Evans, analyste chez PVM. En outre, « des rapports indiquent que le transit de pétrole par le détroit d'Ormuz a repris », selon les analystes d'ING. La prévision moyenne de 2% pour 2026 émise mi-juin par l'Insee tient donc toujours la route, estime l'économiste Sylvain Bersinger. Celle-ci était en effet basée sur un baril de pétrole à 85 dollars, ce qui correspond à peu près au cours actuel.

Les inquiétudes étaient grandes ces derniers mois : la combinaison potentielle d'une hyperinflation et d'une

récession – évitée, la croissance étant de 0,2% au deuxième trimestre – ressuscitait le spectre de la « stagflation » qui avait fait tant de mal à la suite des chocs pétroliers de 1973 et 1979. Des sommités internationales comme Paul Krugman ou Olivier Blanchard anticipaient que la fermeture du détroit d'Ormuz pourrait tirer le prix du baril jusqu'à 150 dollars, voire au-delà. « On craignait un choc à l'ukrainienne, mais on ne peut même pas parler de crise inflationniste », fait remarquer Sylvain Bersinger.

Cependant une incertitude persiste, deux scénarios étant toujours possibles, prévient Maxime Darmet, économiste chez Allianz Trade. Soit une solution pérenne au blocage du détroit d'Ormuz est trouvée d'ici à fin septembre et les prix refluent alors, le marché pétrolier étant en excédent d'offre. Soit un « point de bascule » est atteint du fait

d'un blocage persistant. La Chine arriverait au bout de ses réserves stratégiques, comme les pays de l'Agence internationale de l'énergie, ce qui provoquerait un fort ajustement à la hausse. Mais, pour l'heure, le spécialiste mise encore sur un scénario optimiste de 2,2% ou 2,3% prenant en compte la transmission de la hausse des prix de l'énergie aux autres produits.

La France continue d'afficher une progression des prix inférieure à celle de la zone euro (2,9% en juillet), ce qui lui donne un léger avantage sur ses voisins en matière de compétitivité-coût. Cependant, cela ne doit pas cacher ses faiblesses. « Fondamentalement, notre faible inflation témoigne d'une économie qui croît sous son potentiel de 1% », souligne Maxime Darmet. Reste à mener les réformes nécessaires pour y parvenir. ■

EDF paye le prix de la multiplication des vagues de chaleur

Emmanuel Egloff

L'électricien révisé à la baisse ses perspectives sur l'ensemble de l'année 2026 en raison de l'impact des canicules.

Les vagues de canicules, qui s'emballent en France depuis le mois de mai, provoquent une multiplication des incendies, pèsent sur le quotidien des Français et agressent la nature. Mais elles ont également un impact sur l'économie. EDF vient ainsi de réviser à la baisse ses perspectives de résultat sur l'ensemble de l'année en raison de cet impact.

En début d'année, l'électricien national prévoyait que son excédent brut d'exploitation (Ebitda) serait « en léger retrait » sur l'ensemble de l'année par rapport à l'année 2025, notamment en raison de la baisse des prix de l'électricité. À l'occasion de la présentation des résultats du premier semestre 2026, le groupe a « affiné » cette prévision, selon les mots de Claude Laruelle, le directeur financier d'EDF. En réalité, la révision est significative puisque l'électricien table désormais sur une « baisse de l'ordre de 10% » de son Ebitda. Et de pointer « un contexte de baisse des prix de marché et de canicules ».

L'élément nouveau concerne donc bien cette multiplication des vagues de chaleur. Elles ont plusieurs impacts sur l'activité du groupe. Et cela concerne, d'abord, le parc nucléaire. La chaleur peut en effet contraindre EDF à réduire

la puissance de certains réacteurs – ou carrément à les arrêter. Par exemple, l'électricien a annoncé vendredi 30 juillet que l'unité de production numéro deux de la centrale nucléaire de Golfech, dans le Tarn-et-Garonne, avait été arrêtée le veille à 23h45. Et c'est également le cas du réacteur numéro deux de la centrale de Chooz, dans les Ardennes. En tout, trois réacteurs ont été arrêtés et neuf ont vu leur puissance réduite au fil des canicules de juin et de juillet.

Comme l'a souligné Bernard Fontana, le PDG d'EDF, en présentant les résultats semestriels, ces décisions ont pour but, dans la majorité des cas, de « respecter la réglementation environnementale ». En effet, afin de limiter l'impact sur les écosystèmes aquatiques provoqués par la chaleur des eaux de refroidissement rejetée par les centrales, l'Autorité de sûreté nucléaire fixe pour chaque site des limites de température de l'eau. Et, lorsqu'elles sont atteintes, EDF peut être contraint de baisser le niveau d'activité de ses centrales. À Golfech, par exemple, EDF précisait que « la centrale peut être amenée à moduler la puissance de ses unités de production ou les mettre à l'arrêt temporairement lorsque la température moyenne journalière de la Garonne en aval de la centrale dépasse 28 degrés ». Ce qui était le cas le jeudi 30 juillet.

À Chooz, la situation est différente puisque l'arrêt est lié à un accord de 1998 entre les gouvernements français et belge visant à réguler le débit de la Meuse pour garantir l'alimentation en eau potable des populations vivant le long du fleuve. La sécheresse des dernières semaines a conduit à mettre en application cet accord et à stopper la centrale pendant quelques jours. En aucun cas ce faible débit n'a eu d'impact sur la sûreté des installations de la centrale de Chooz.

Au total, EDF calcule que les arrêts de centrales en juin ont représenté une perte de production de 1 TWh, à comparer à une production globale sur le mois de 33 TWh. Les dirigeants d'EDF reconnaissent qu'ils auraient apprécié d'avoir cette production en plus, mais, pour autant, l'impact reste limité. En juillet, les chiffres ne sont pas connus, mais ils seront évidemment plus importants. EDF estime que cela pourrait représenter 2 TWh de perte de production.

Bernard Fontana estime que cet impact limité prouve la résilience de la production. « Nous avons atteint des niveaux de production suffisants pour

répondre à la demande, mais également réaliser 10 GW d'exportations par jour en moyenne », s'est-il félicité. Et les voisins de la France ont bien besoin des exports de l'électricien français car, autre conséquence de la canicule, le vent est très faible, ce qui pénalise la production des pays qui ont misé sur l'électricité d'origine éolienne.

« La centrale de Golfech peut être amenée à moduler la puissance de ses unités de production ou les mettre à l'arrêt temporairement lorsque la température moyenne journalière de la Garonne en aval de la centrale dépasse 28 degrés »

Bernard Fontana PDG d'EDF

Le début de l'année a été dynamique en ce qui concerne la production nucléaire en France. Elle s'établit à 189,9 TWh, en hausse de 8 TWh par rapport à la même période de l'année précédente, illustrant l'excellente disponibilité du parc nucléaire. Et le patron

d'EDF estime que la production d'électricité d'origine nucléaire française devrait se situer dans le haut de la fourchette attendue sur l'ensemble de l'année. Ce qui montre bien que l'impact des vagues de chaleur est réel, mais limité.

La sécheresse, associée aux canicules, a également un impact sur la production d'électricité d'origine hydraulique. Les barrages sont en effet moins remplis. L'électricien anticipe un recul de la production hydraulique de 3% sur l'ensemble de l'année, alors qu'elle était stable sur le premier semestre.

EDF, conscient de l'impact du changement climatique, investit pour adapter ses moyens de production à ces événements. La centrale de Civaux, dans le département de la Vienne, dispose par exemple de systèmes de refroidissement de l'eau, ce qui permet d'éviter une baisse de la production quand la température de la rivière augmente. Et l'électricien a lancé des études pour développer de tels systèmes pour d'autres réacteurs. L'EPR2 est conçu en intégrant le changement climatique pour toute sa durée de vie. Au global, EDF compte investir 8,7 milliards d'euros d'ici à 2040 pour adapter les productions nucléaire et hydraulique au dérèglement climatique. ■

Ce gazoduc entre le Nigeria et le Maroc qui va doper la souveraineté du continent

Anne Cheyvalle

La connexion de 16 pays va contribuer à l'intégration régionale et à l'essor économique de l'Afrique de l'Ouest.

Lancé depuis une décennie à l'initiative d'Abuja et Rabat, le projet de gazoduc entre le Nigeria et le Maroc (NMGP) entre dans le vif du sujet. La signature d'un accord, le 19 juillet dernier à Freetown, en Sierra Leone, par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a officialisé la création de cette infrastructure longue de plus de 6 000 kilomètres qui permettra de connecter 13 pays de la façade atlantique et 3 États sahéliens enclavés (Burkina Faso, Mali et Niger). « Depuis son lancement, le projet a franchi méthodiquement l'ensemble des étapes préparatoires nécessaires à sa réalisation. La phase institutionnelle qui se clôture, une phase importante pour la gouvernance et la coordination, nous permet d'entamer la phase opérationnelle », se félicite, auprès du Figaro, Amina Benkhadra, directrice générale de l'Office national des hydrocarbures et des mines du Maroc (ONHYM), l'opérateur chargé de la conduite du projet, côté marocain.

Côté nigérian, l'ONHYM travaille avec l'entreprise nationale pétrolière, la NNPC. « Les études menées ont permis de confirmer la faisabilité technique, économique, environnementale et commerciale du projet. La signature de l'accord dote désormais le projet d'un cadre juridique et institutionnel harmonisé, qui garantit la stabilité, la sécurité juridique et la gouvernance indispensables à la réalisation de l'infrastructure transfrontalière », détaille la patronne de l'ONHYM. La mise en œuvre, le développement, le financement et l'exploitation seront assurés par une société de projet basée à Casablanca et une haute autorité, installée à Abuja, s'occupera de la gouvernance, notamment de l'harmonisation des cadres réglementaires entre les différents pays. Pour un coût d'investissement estimé à 25 milliards de dollars.

Vu l'ampleur du projet, la construction se fera par étapes, sur trois segments : un premier reliant le Nigeria à la



Signature officielle d'un accord pour la création du NMGP, le 19 juillet, à Freetown (Sierra Leone), en présence des différents présidents de la région (Sénégal, Liberia, Cap-Vert, Gambie, Bénin, Nigeria) et d'autres dirigeants.

Côte d'Ivoire, un deuxième pour l'étendre jusqu'au Sénégal et un troisième qui reliera le Sénégal, la Mauritanie et le Maroc avec une mise en service prévue à l'horizon 2031. L'essentiel du tracé, jusqu'au Maroc, est offshore. « Passer par les zones maritimes est un avantage, mentionne l'économiste Abdelmalek Alaoui, président du think-tank Institut marocain d'intelligence stratégique. Cela permet de sécuriser les exportations. Le Nigeria a subi beaucoup de pillages de pétrole sur ses pipelines. » Le pays est un acteur majeur sur le gaz : troisième producteur d'Afrique après l'Algérie et juste derrière l'Égypte, et recelant en son sol les plus importantes réserves du continent, estimées à quelque 6 000 milliards de m³ (bcm). Nouveaux venus sur l'échiquier gazier, la Mauritanie et le Sénégal (avec respectivement 2000 et 1200 bcm) devraient aussi alimenter le NMGP. Lequel sera interconnecté au gazoduc Maghreb-Europe (GME) pour exporter vers l'Espagne et, au-delà, le marché européen.

Diversification de l'approvisionnement européen
« Sur une capacité de 30 milliards de m³, il est prévu d'en exporter la moitié en Europe et le reste permettra de répondre aux immenses besoins énergétiques des pays traversés pour une population dépassant 400 millions d'habitants, insiste la dirigeante de l'ONHYM. L'Europe, avant la guerre en Ukraine, consommait 360 bcm de gaz et consom-

Le projet NMGP, un tracé de plus de 6 000 km



mera 240 bcm en 2040. Malgré cette baisse, cet export de 15 milliards permettrait de contribuer à la diversification de l'approvisionnement en Europe. » Si on compare avec d'autres gazoducs, c'est une « infrastructure substantielle », appuie Abdelmalek Alaoui. L'équivalent en capacité du Turkstream, via la Turquie, le double du Maghreb-Europe et moitié moins que Nord Stream sur la Baltique entre la Russie et l'Allemagne, stoppé à l'été 2022 après le début de la guerre en Ukraine.

La géopolitique entre aussi en ligne de compte sur ce nouveau projet. Depuis la rupture des relations entre l'Algérie et le Maroc, en août 2021, le gaz algérien ne transite plus par le Maghreb-Europe. Les tuyaux sont depuis réutilisés en flux inversé pour acheminer du gaz (issu de GNL regazéifié en Espagne) vers le Maroc. Et demain, donc, il transportera le gaz d'Afrique de l'Ouest.

Un nouveau corridor de développement

Lors de la signature officielle, l'ONHYM et la NNPC ont mis en avant les enjeux économiques du gazoduc qui va « renforcer l'intégration des marchés énergétiques africains et créer un nouveau corridor de développement » reliant l'Afrique de l'Ouest, les États du Sahel et le Maroc. « C'est un projet stratégique pour accompagner le développement économique et social, améliorer la souveraineté énergétique avec un accès à une énergie durable et compétitive », ponctue Amina Benkhadra. La poussée démographique, l'urbanisation, et l'industrialisation vont décupler les besoins en électricité. D'autant plus avec la volonté affichée des États africains de créer plus de valeur ajoutée en transformant localement les matières premières comme le fer et la bauxite en Guinée ou les phosphates au Maroc. « Cela va permettre d'alimenter ces industries et d'attirer de nouveaux investissements », ajoute Abdelmalek Alaoui, citant la chimie, les engrais, le ciment ou la sidérurgie.

Le Maroc voit dans ce gazoduc l'opportunité de faire évoluer son mix énergétique, encore très dépendant du charbon, malgré l'accélération ces dernières années des énergies renouvelables, en particulier du solaire. La part du gaz dans la capacité installée passera de 10 % aujourd'hui à près de 25 % en 2030.

Maintenant que le cadre institutionnel est posé, place à l'étape décisive du montage financier, ouverture du capital et levée de dettes, auprès d'institutions financières, fonds de pension, bailleurs internationaux, entreprises, sociétés gazières, gestionnaires de gazoduc... « Il y a déjà pas mal de marques d'intérêt », souligne l'économiste marocain. ■

Le Japon impuissant à stopper la chute sans fin du yen

Enguerrand Bedez

Le statu quo de la banque centrale nippone accentue la pression sur la devise, dont le niveau inquiète même les exportateurs.

Jusqu'où ira la dégringolade du yen ? Une nouvelle intervention des autorités sur les marchés, jeudi, pour soutenir la monnaie japonaise n'a pas eu l'effet salvateur escompté. Les gains ont été très vite effacés, d'autant que la Banque du Japon (BoJ) a laissé, vendredi, ses taux d'intérêt inchangés, accentuant la pression sur la devise. Le yen, qui s'échange à 0,006 dollar, a touché son plus bas niveau depuis quarante ans. C'est en tout cas une bonne nouvelle pour les touristes qui, avec 1000 euros en poche, peuvent séjourner plus de deux semaines dans un hôtel à Tokyo, contre moins d'une dizaine de nuits il y a quinze ans.

L'une des raisons de cette chute sans fin tient à la politique budgétaire de la première ministre, Sanae Takaichi, qui promet toujours plus de dépenses dans un contexte dégradé des finances publiques, avec un déficit qui avoisine les 4 % du PIB depuis la fin du Covid. « Plus la politique budgétaire est dépensière, plus les investisseurs la sanctionnent et demandent une hausse des rendements de la dette », indique Frederic Neumann,

économiste en chef Asie chez HSBC. Takaichi a encore ouvert les vannes en annonçant ce jeudi une suppression quasi intégrale des taxes sur les produits alimentaires d'ici à avril 2027, après avoir déjà appliqué de larges subventions sur l'énergie pour amortir le choc d'Ormuz.

Ni cette dégringolade ni cette impuissance ne sont des faits nouveaux, elles sont le produit de près de quinze ans de politique de sape monétaire. Le défunt premier ministre Shinzo Abe, assassiné en 2022, avait dégainé en 2012 sa politique dite « Abenomics », dont l'une des « flèches » directrices consistait à dévaluer le yen pour soutenir l'export, un moteur essentiel de la croissance nippone. Une aubaine aussi pour le spéculateur, qui profite du différentiel entre les taux d'intérêt directeurs japonais (1 %) et américains (3,5 %) pour faire du profit, tirant le yen à la baisse dans l'opération. « La différence entre les taux américains et japonais est la clé du yen faible. Certains empruntent des yens à bas coût, puis convertissent en produits en dollars avec des rendements élevés, c'est

la technique dite de « carry trade ». Ils empochent la différence », explicite Frederic Neumann.

Aujourd'hui pourtant, les exportateurs eux-mêmes appellent à une revalorisation du yen, au détriment de leurs profits. « Il est indéniable qu'une tendance à la hausse des prix se dessine du fait de la faiblesse du yen. Si cela peut avoir un effet positif sur les bénéfices des entreprises, il est important, pour la solidité à long terme du pays, que le yen s'apprécie modérément », indiquait en juin le président du Keidanren, la plus grande organisation patronale du Japon, historiquement proche du gouvernement. « Même pour les exportateurs, un yen trop bas et trop volatil n'est plus souhaitable. Cela crée de l'incertitude pour les investissements à

moyen et long terme, et l'érosion du pouvoir d'achat n'est pas soutenable », explique Raphaël Olszyna-Marzys, économiste chez J.Safra Sarasin.

Que peut faire le Japon pour stopper l'hémorragie ? « La solution la plus évidente serait d'augmenter les taux directeurs », indique Patrice Gautry, chef économiste chez UBP. Mais si vous faites cela, le coût de remboursement de la dette explose, et le Japon est déjà le pays industrialisé avec le plus haut taux d'endettement sur PIB du monde, à plus de 230 %. » L'une des conditions préalables pour permettre une remontée des taux serait donc d'initier une trajectoire d'équilibre budgétaire : en somme, abaisser la dette. Cependant, nuance Richard Katz, rédacteur économie pour le Weekly Toyo Keizai et créateur du Japan Economy Watch, « une politique d'austérité n'augurerait sans doute rien de bon pour Takaichi et son parti au niveau électoral ».

Pour enfoncer le couteau dans la plaie, le Japon souffre d'une démographie que l'actuelle première ministre qualifie de « plus grand problème du Japon » et « d'urgence silencieuse », avec un taux

d'enfant par femme près de deux fois inférieur au seuil de renouvellement, à 1,14. Résultat, la population baisse de près de 1 million d'habitants par an et vieillit à vue d'œil. Sans un regain de natalité, difficile de doper la croissance, et sans croissance, difficile de soutenir efficacement la monnaie. « Le problème du yen, c'est aussi le problème d'un Japon qui n'est plus compétitif », assène Richard Katz.

Ce n'est alors pas une surprise si la BoJ, souvent à l'écoute du gouvernement, rechigne à rehausser ses taux pour forcer la main de l'État. « Il y a un consensus sur le fait que la BoJ est très en retard dans ses actions. Elle combat une guerre d'hier », affirme Raphaël Olszyna-Marzys. À regarder la composition du vote du comité, les marchés sentent le vent tourner : 8 en faveur du statu quo et 1 pour une hausse des taux. L'opposition indique le sens du vent. « Les économistes s'accordent à dire qu'à l'automne, une majorité sera sans doute acquise pour augmenter les taux », postule Frederic Neumann. Accord ou pas du gouvernement. ■

230 %

Niveau de la dette publique sur PIB du Japon, soit le plus élevé de tous les pays industrialisés

«L'Odyssée» réveille le box-office estival français

Amélie Ruhlmann

Après un mois de juin très solide, la fréquentation des salles avait ralenti avant de trouver un nouvel élan.

Les exploitants de salle peuvent souffler. Après un été morose l'an passé (24,77 millions d'entrées en juillet et en août, en baisse de -23%), ce cru 2026 s'annonce bien plus profitable pour les salles obscures. Si le CNC n'a pas encore publié les chiffres du mois de juillet, le cumul des entrées du 1^{er} au 28 juillet s'élève à 14,8 millions, soit un niveau déjà légèrement supérieur à celui comptabilisé pour l'intégralité de juillet 2025. En comptant les trois jours restants, le total pourrait se situer entre 15 et 16 millions d'entrées... Les recettes estimées par le site Box Office Mojo du 1^{er} au 27 juillet sont déjà supérieures à ce qu'elles étaient il y a un an : environ 92 millions de dollars, contre 80,4 l'an passé. «La fréquentation des salles est actuellement très dynamique», indiquent les cinémas Pathé, qui ont cumulé plus de 7 millions d'entrées entre juin et juillet, «un niveau qui confirme l'excellente santé du cinéma cet été». Une dynamique encore plus marquée aux États-Unis, où les recettes de juin (plus de 1 milliard de dollars) ont bondi de 30% par rapport à juin 2025.

En France, le mois de juillet n'avait pourtant pas commencé sous les meilleurs auspices. D'autant qu'il souffrait de la comparaison avec un mois de juin dynamique (13 millions d'entrées, +14,6% sur un an), dopé par la Fête du cinéma, qui a connu sa deuxième meilleure édition en dix ans avec plus de 3,7 millions d'entrées. Le mois avait en outre bénéficié d'un réflexe cinéma lié à la canicule, à la sortie du blockbuster de Pixar *Toy Story 5* (2 millions d'entrées en juin, 3,8 millions à ce jour) mais aussi à *La Bataille de Gaulle : L'Âge de fer* (1,3 million de spectateurs en juin).

Les deux premières semaines de juillet ont marqué une mise au pas, malgré la présence des films *Des Minions et des monstres*, *La Bataille de Gaulle : J'écris ton nom* ou de la superproduction Disney *Vaiana, la légende du bout du monde*, qui a attiré 140 000 entrées dès son premier jour (1,5 million à ce jour). Mais c'est *L'Odyssée* de Christopher

Nolan qui a véritablement rebattu les cartes du mois, et sans doute de l'été. «Sans ce raz-de-marée, le box-office aurait été bien plus terne, car la canicule n'aurait pas suffi à ce que les Français se ruent dans les salles», glisse un bon connaisseur du secteur. Sortie le 15 juillet en France avec 758 copies, l'adaptation du classique d'Homère a attiré 234 000 spectateurs dès son premier jour. Ulysse a donc offert à Christopher Nolan son meilleur démarrage en France devant *Oppenheimer* (2023), qui avait alors souffert de la concurrence avec le film *Barbie*.

Au cours de sa deuxième semaine d'exploitation, où, fait atypique pour le genre et pour la saison, il n'a reculé que de 12%, le film produit par Universal a atteint les 3,459 millions d'entrées. Le

film aux 350 millions de dollars de budget a déjà engrangé près de 687 millions de dollars de recettes dans le monde (soit 60 millions d'entrées estimées), dont près de la moitié aux États-Unis.

Outre son casting cinq étoiles, le film est tiré par la technologie Imax 70 mm. C'est dans ce format rare que Nolan a tourné son film. Pour jouir pleinement de cette expérience, il faut cependant voir le long-métrage dans un cinéma équipé d'un projecteur et d'un écran idoines. En France, il n'y en a qu'un seul : le bien nommé Pathé Odyssée de Montpellier, qui est pris d'assaut depuis la sortie du film. Les séances affichent complet jusqu'au 31 août, malgré un prix proche de 30 euros la place pour un adulte. «Nolan a réussi un coup commercial de maître en intégrant le fait que

beaucoup de spectateurs veulent vivre une expérience au cinéma et plus seulement y voir un film», poursuit l'expert. Les projections Imax représentent environ un quart des recettes mondiales du film depuis sa sortie.

Le bouche à oreille paye

La présence d'un tel mastodonte donne forcément un peu de fil à retordre aux films français. Mais certains ont tiré leur épingle du jeu. Le diptyque sur le général de Gaulle, coproduit par Pathé, a dépassé les 4 millions d'entrées. Malgré un premier volet sorti en juin, il reste endurant, ses entrées n'ayant reculé que de 15% par rapport à la précédente semaine. «Le premier tome a eu une trajectoire très atypique dès le départ en enregistrant plus d'entrées en

quatrième semaine que durant la première», note le même interlocuteur. «Le diptyque réalise une carrière exceptionnelle, affichant une tenue en salle remarquable, bien au-delà des standards habituels», avancent les cinémas Pathé. Soutenu par des critiques élogieuses, le bouche à oreille a fini par payer, tordant le cou à ceux qui prédisaient un échec. Mais les deux films restent loin du succès, par exemple, du *Comte de Monte-Cristo*, qui, dans sa huitième semaine, avait déjà atteint 6,7 millions d'entrées tricolores. Pour l'heure, Box Office Mojo évalue les recettes du diptyque à environ 32 millions de dollars, tandis que son budget total est estimé à 75 millions d'euros.

Les blockbusters ont certes la faveur des spectateurs en été, mais ils ne monopolisent pas leur enthousiasme. Pour preuve, le film *De la Comédie-Française* a déjoué les pronostics en se classant deuxième de la semaine écoulée avec 360 000 entrées, devant *Vaiana* de Disney. Une bonne nouvelle pour le cinéma français après l'échec de *La Chaleur*, dernier film de Stéphane Demoustier, qui a attiré seulement 58 000 entrées depuis sa sortie le 8 juillet...

Après un mois de juillet bien moins morne que redouté, le mois d'août pourrait être à l'avenant. Outre *L'Odyssée*, qui devrait continuer à cartonner, le box-office pourra aussi compter sur *Spider-Man : Brand New Day*, qui a attiré 650 000 fans en France le jour de sa sortie. Soit le meilleur démarrage dans les salles françaises depuis *Avengers : Endgame*, en 2019. Ajoutons l'arrivée, le 5 août, du blockbuster familial *La Pat' Patrouille : Le Film. Mission Dino...* «Tous les indicateurs sont donc réunis pour faire du mois d'août un très bon mois pour les salles. L'offre est variée et s'adresse à tous les publics», commentent les cinémas Pathé, qui entrevoient le meilleur d'ici septembre. «Nous avions anticipé un été fort, mais il est vrai que l'ampleur de la fréquentation dépasse nos attentes. Les niveaux atteints cet été n'avaient plus été observés depuis 2015. Ils sont même supérieurs à ceux de très bonnes années récentes.» ■



Sortie le 15 juillet en France avec 758 copies, l'adaptation du classique d'Homère «L'Odyssée» a attiré 234 000 spectateurs (ici, dans une salle parisienne) dès son premier jour d'exploitation. SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Artefact, le champion français du conseil en IA qui monte

Ingrid Vergara

Le groupe se positionne sur le marché du déploiement de l'IA dans les entreprises, tout en multipliant les acquisitions.

Artefact est pressé de grandir. En mettant la main sur Agilytic, cabinet belge spécialisé dans les données, le spécialiste du conseil en IA réalise sa quatrième opération en moins d'un an. «Nous faisons le pari de consolider le secteur autour de la data et de l'IA. Nous voulons devenir la référence européenne d'excellence sur le déploiement de l'IA dans les entreprises», explique Vincent Luciani, cofondateur et PDG d'Artefact. Selon lui, le déploiement est «la partie qui a le plus de valeur à l'heure actuelle».

Artefact se retrouve en concurrence frontale avec des équipes d'OpenAI, d'Anthropic ou de Mistral qui proposent aux entreprises européennes leurs ingénieurs déployés («forward deployed engineers»), un concept inventé par Palantir. Car, au-delà du choix des modèles d'IA, le travail le plus essentiel vient de leur déploiement, de la construction d'agents IA performants, de la formation des équipes aux outils et aux nouvelles

méthodes de travail ainsi qu'à l'intégration dans les processus de l'entreprise.

«Notre proposition de valeur est d'être un tiers de confiance, de former nos clients pour qu'ils soient le plus indépendants possible, en évitant de créer des barrières additionnelles.» Si les entreprises ont assisté, médusées, à la coupure de l'accès au modèle d'Anthropic du jour au lendemain après la restriction décrétée par l'État américain, elles veulent surtout ne pas se retrouver pieds et poings liés par l'écosystème d'un éditeur IA. «On propose une approche hybride qui permet de s'affranchir de ces contraintes technologiques, qui deviennent un vrai problème aujourd'hui.»

La multiplication des acquisitions correspond aussi à l'accélération d'une nouvelle phase, promise depuis l'arrivée du fonds de private equity Cinven comme actionnaire majoritaire, un rachat par effet de levier (LBO), qui valorisait la société 1 milliard d'euros en juillet 2025. Déjà bien implanté en

France, Artefact va continuer à se renforcer par des acquisitions sur le second semestre pour étendre sa toile géographique du continent américain à l'Asie en passant par l'Afrique.

Rester agile pour s'adapter

Forte de 2 500 collaborateurs, la société croule sous la demande. «Nous sommes en très forte croissance. Notre enjeu sur la prochaine année ce sont vraiment les talents, aussi bien sur les profils commerciaux que techniques», indique Vincent Luciani, qui prévoit d'atteindre 5 000 consultants d'ici à 2030. La bataille est âpre, car les grands acteurs américains ont les poches profondes, ce qui fait monter les prix.

D'ici à la fin de l'année, son chiffre d'affaires atteindra 300 millions d'euros, aux deux tiers réalisés sur le Vieux Continent, après une croissance de 30%, pour l'essentielle organique. «C'est une guerre de positions à gagner dans les deux à trois prochaines années»,

estime Vincent Luciani. Le groupe connaît une forte traction dans le secteur industriel, avec des clients comme Arcelor, Engie, Vallourec et des sociétés allemandes du Mittelstand. Avec l'ambition d'atteindre les 800 millions d'euros d'ici à 2030. Il est aussi présent en Afrique, en Amérique latine, en Asie et aux États-Unis, le pays où sa croissance est la plus rapide. Artefact y travaille avec Hilton, Wells Fargo ou Vanguard. La société veut grandir tout en restant suffisamment agile pour s'adapter rapidement dans un environnement qui évolue à une vitesse folle.

S'adapter, les cofondateurs d'Artefact ont démontré qu'ils savaient faire, en pivotant déjà par deux fois leur activité. Après sa création, en 2014, leur société, centrée à l'origine sur les data dans le marketing, a connu plusieurs opérations financières : une introduction en Bourse en 2017, avec la reprise du groupe coté NetBooster, finalement retiré de la cote en 2021. «On a alors repositionné la

société sur des sujets d'intelligence artificielle et de data», précise Vincent Luciani. Les quatre années suivantes seront consacrées, avec Ardian, à l'expansion à l'étranger. Il écrit désormais la page de son second LBO avec Cinven et prévoit encore une quinzaine d'acquisitions d'ici à cinq ans.

Artefact profite du boom de l'IA et de l'agentique qui bouscule la vie des entreprises. «On est vraiment sur un point d'inflexion, estime l'entrepreneur. Je constate d'importants passages à l'échelle chez certains de nos clients, qui changent leurs processus et leurs méthodes de travail.» Les entreprises de taille intermédiaire s'y mettent aussi. Reste encore à établir les bons indicateurs financiers pour mesurer la valeur créée. Surtout que le pilotage du coût des IA devient un vrai sujet. «Il y a un enjeu très fort à ce qu'il y ait un retour sur investissement dans les six à douze mois, mais on n'y est pas encore pour la majorité des acteurs», conclut Vincent Luciani. ■



Marketing digital à l'heure de l'IA

Développez vos compétences, votre réseau et votre employabilité !

Formation certifiante éligible au CPF

<https://formation.ccmbenchmark.com/formation/marketing-digital>

